

# programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## SOMMAIRE

	Pages
● PARTI ET ORGANISATIONS DE CLASSE DANS LA TRADITION DE LA GAUCHE COMMUNISTE .....	1
● LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE FACE A L'OFFENSIVE FASCISTE (1921-1925) .....	44
● LA METHODE DU " CAPITAL " .....	78

### CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

2

# Parti et organisations de classe dans la tradition de la Gauche communiste

La presse du Parti a déjà longuement traité la question des luttes économiques immédiates des masses ouvrières et de la fonction du Parti à leur égard, ainsi que des rapports entre Parti et syndicats ouvriers. Notre but était de rétablir, dans ce domaine également, la position exacte du communisme révolutionnaire en dissipant les mensonges accumulés par l'opportunisme dans le but de déraciner la tradition internationale du Parti communiste (1).

Dans les moments de reflux de la révolution, de stagnation de la lutte entre les classes, les déviations du marxisme les plus anciennes, depuis longtemps condamnées par les faits, refleurissent, et le Parti, qu'il le veuille ou non, est contraint dans son long travail de systématisation programmatique, de lutter à nouveau contre elles, comme si toutes les batailles du passé n'avaient servi à rien. Il n'en est certes pas ainsi, mais le Parti de classe qui ne défendrait pas l'intégrité de son programme contre toutes positions divergentes, quelles qu'elles soient, se rendrait coupable d'une bien grande légèreté. C'est par cette lutte incessante, en effet, que se forme, se fortifie et s'étend l'organisation du Parti. Seuls l'ennemi de classe et l'opportunisme peuvent tirer avantage de la confusion théorique et programmatique qui engendre la confusion politique et pratique.

Comme si les reniements des actuels faux partis ouvriers n'avaient pas suffi, d'autres viennent s'y ajouter aujourd'hui, rendant plus difficile encore le travail du Parti parmi les masses ouvrières. L'immédiatisme de nature petite-bourgeoise et de forme anarchisante qui fleurit un peu partout nie la nécessité du Parti et des organisations de classe du prolétariat et s'efforce de proposer aux ouvriers (déçus, désorientés ou sceptiques selon qu'ils appartiennent aux vieilles générations, à celles qui ont été empoisonnées par le stalinisme ou aux plus jeunes) ses positions confuses et fausses en les présentant comme les fruits originaux de l'histoire moderne, alors qu'elles se ramènent finalement à proposer le remplacement du parti politique et du syndicat de classe par d'autres organisations, réduisant une fois de plus la solution du problème du pouvoir à une question de formes d'organisation inventées par de brillants esprits. Chaque fois que l'on a invoqué un « nouveau » verbe, le malheur s'est abattu sur le prolétariat et le cours de la révolution...

---

(1) Ce texte est le compte rendu d'un exposé à une réunion générale du Parti (Ivrea, 12-13 avril 1969).

Au cours de cette étude, nous voulons donc montrer en nous référant à l'histoire et même aux luttes entre fractions divergentes à l'intérieur du parti de classe, non seulement que le « nouveau » est plus ancien que l'ancien, mais que toutes les formes empruntées par la lutte organisée du prolétariat restent précaire et caduques si elles ne sont pas étayées par le programme communiste, car il ne s'agit pas seulement, pour entrer dans l'ère communiste, de renverser les institutions politiques du pouvoir bourgeois, mais d'édifier et de défendre le nouveau pouvoir prolétarien, la dictature de classe, à l'échelle mondiale.

## Vieux principes immuables

En ces temps où l'habileté se mesure à la capacité de crétiniser l'humanité, « vieux » signifie dépassé, agonisant, à enterrer. C'est là un réflexe psychologique conditionné par la frénésie productive, le produire pour produire déterminé par l'insatiable faim de plus-value du régime capitaliste. A peine projetées, les machines vieillissent. Leur degré d'utilité se mesure exclusivement à leur capacité d'extraction du travail humain, transformé en capital. Tout ce qui s'intègre au mode de production actuel devient moyen d'exploitation du travail des hommes

En septembre 1843, Marx écrivait à Rüge :

*« Rien donc ne nous empêche de lier notre critique à la critique de la politique, à la participation à la politique, donc aux luttes réelles, et de l'identifier à elles. Alors nous n'irons pas au monde en doctrinaires pour lui apporter un principe nouveau : « Voici la vérité. Tombez à genoux ! » Nous développerons pour le monde, à partir de ses propres principes, des principes nouveaux. Nous ne lui disons pas : « Cesse tes luttes ! Ce sont des niaiseries ! Nous allons te proclamer les vrais mots d'ordre de la bataille. » Nous lui montrerons seulement pourquoi il lutte, car il doit en prendre conscience, même s'il ne le veut pas... On verra alors que le monde a depuis longtemps possédé le rêve d'une chose dont il suffit maintenant de prendre conscience pour la posséder réellement. On verra qu'il ne s'agit pas de tirer un grand trait entre le passé et l'avenir, mais bien de réaliser les idées du passé. On verra enfin que l'humanité n'entreprend pas un nouveau travail, mais accomplit consciemment l'ancien. »*

Le Parti politique de classe est la réalisation historique de la conscience de classe, dont il ne pourra jamais se séparer. La doctrine marxiste est le corps des « principes nouveaux » tirés des « principes du monde » au moyen duquel l'humanité « accomplit consciemment son travail ancien ».

Mépriser ces principes, les déformer ou prétendre en formuler de nouveaux revient à éloigner la classe de la conscience qu'elle doit s'approprier, « même si elle ne le veut pas ». Le *Manifeste des Communistes* de 1848 s'exprime ainsi :

*« Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. »*

Théorie ancienne et immuable, tout comme le sont la lutte prolétarienne, ses ennemis, son but final. L'histoire du communisme révolutionnaire s'identifie aux luttes pour la défense de la doctrine marxiste et pour la préparation de la destruction révolutionnaire du pouvoir politique des classes dominantes.

## Nomenclature nouvelle pour de vieilles erreurs

Depuis toujours, c'est-à-dire depuis la naissance du parti politique prolétarien, la structure morphologique de la classe se présente ainsi : à la base, la masse des travailleurs, ou classe définie d'un point de vue purement statistique ; au sommet, le parti politique de classe ; en position intermédiaire, les organisations syndicales ouvrières. La classe au sens fort du terme n'existe que dans la mesure où existe son sommet politique, le parti. C'est la condition primordiale, mais son action dépend également de son organisation de défense économique. Les diverses déviations historiques du marxisme révolutionnaire se ramènent toutes à la séparation des éléments de cette structure. Le « purisme » entraîne la séparation du parti des organisations économiques prolétariennes : le parti, dans ce cas, est conçu comme un monastère, son activité comme une ascèse mystique. Exemples historiques : l'anarchisme théorique pour lequel l'activité politique est un « péché », le parti, l'Etat et toute autre forme d'organisation autant de « démons », l'« Unique », l'individu, occupant le devant de la scène et se suffisant à lui-même. La séparation inverse des organisations économiques immédiates d'avec le Parti s'exprime dans l'erreur syndicaliste. Le syndicalisme révolutionnaire qui exalte l'immédiatisme, l'ouvriérisme, l'économisme, en constitue un exemple classique. Cette déviation a engendré l'« ordinovisme », comme nous le verrons plus loin. Il est clair que ces deux déviations n'ont rien à voir avec le marxisme, bien que telle ou telle de leurs variantes historiques ait pu flirter avec son vocabulaire.

Par contre, deux « interprétations » divergentes se rattachent au marxisme, l'une révolutionnaire et l'autre réformiste, si bien que l'on a souvent assisté au passage d'éléments de l'une à l'autre, le passage de groupes « puristes » ou « immédiatistes » aux organisations révolutionnaires ou réformistes étant évidemment moins fréquent. On peut citer à titre d'exemples historiques pour ce dernier cas l'adhésion du syndicaliste révolutionnaire français Rosmer à l'Internationale Communiste, d'un côté, et de l'autre, le ralliement de pratiquement tous les ordinovistes au réformisme moderne des ex-partis communistes nationaux.

Il n'est pas nécessaire d'établir ici des distinctions détaillées qui, finalement, se perdent dans les subtilités d'une analyse plus esthétique que matérialiste. Il n'est pas dans notre style de nous repaître des stupidités de nos adversaires pour mettre en relief la justesse de nos positions de Parti. Disons donc abruptement que la révolution d'octobre, la naissance de l'Internationale et des partis communistes ont mis un terme définitif au débat entre marxisme révolutionnaire et réformisme, même si ce dernier, sous les traits de l'opportunisme « communiste », domine aujourd'hui le mouvement ouvrier, et même si réapparaissent dans la classe ouvrière des scories immédiatistes de vieille souche.

Contrairement à ce qui s'est produit pour nombre de déviations englouties par l'histoire, la victoire théorique du marxisme révolutionnaire sur l'opportunisme n'a pas empêché ce dernier de triompher pratiquement. L'opportunisme est la forme que prend la contre-révolution ; il ne renie ni le parti ni le syndicat, se pare volontiers de rouge en caressant la barbe de Marx et se présente aux masses avec une organisation étendue et nombreuse ; il agit constamment et de mille manières, au parlement comme dans les institutions étatiques, dans les syndicats comme dans les autres organisations de classe ; il plonge ses racines dans le fertile terrain de l'économie capitaliste dont il tire substance sociale et moyens financiers, et tend à enchaîner la classe ouvrière au sort de

la société bourgeoise par l'intermédiaire des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière.

Voilà pourquoi l'on doit mettre l'accent sur la théorie et le programme marxistes, essentiels pour définir le parti politique de la classe ouvrière. Mais cela ne suffit pas ; se réclamer du parti et du programme générique est insuffisant : encore faut-il *agir* en conformité avec les principes. La *tactique* est donc, elle aussi, fondamentale. Lorsque la III<sup>e</sup> Internationale fut menacée de l'intérieur par un nouvel opportunisme « communiste », c'est sur le terrain tactique que celui-ci commença à agir, et notre courant, la Gauche communiste, dut se battre sans cesse pour démontrer qu'il n'existait pas *plusieurs* tactiques utiles pour parvenir aux buts révolutionnaires, mais une seule, et que cette affirmation découlait de la constatation du fait que les multiples tactiques inventées par les directions nationales et internationale déviaient de la base des principes.

Même dans les rangs communistes, la déviation immédiatiste prend toujours naissance sur le plan tactique. Au début, on jure bien haut que l'on n'a nulle intention de renoncer aux principes et au programme ; qu'« après », dès que l'occasion aura été saisie, on reprendra la voie directe : c'est cette litanie qui a accompagné, de déviation en déviation, le trajet suivi par les vieux partis ex-communistes jusqu'au renement complet.

La tactique ne s'improvise pas plus que le Parti. Quels que soient les noms différents appliqués aux diverses formules prétendant accélérer l'évolution historique des conflits sociaux et son dénouement révolutionnaire, elles s'opposent toutes au seul schéma fondé sur la théorie et confirmé par une écrasante expérience historique : *parti politique, organisations intermédiaires, classe*. En substituant tel autre élément de la série au parti ou en combinant diversement ces éléments, on n'obtient qu'un seul résultat : l'anéantissement temporaire ou durable de la capacité historique de la classe, et donc l'ajournement de la solution révolutionnaire que l'on prétendait au contraire accélérer. Cette formule nous permet donc de nous passer aisément de tous renseignements sur les fondateurs ou inventeurs de partis, programmes, solutions ou inventions nouveaux.

La Gauche communiste s'est toujours battue, du vivant même de Lénine, pour que l'on ne bâcle pas la formation des sections communistes de l'Internationale, pour que les fractions qui se détachaient des vieux partis socialistes soient solidement attachées aux positions révolutionnaires, dùt-on sacrifier momentanément le nombre à cette exigence primordiale. Le tapage des « bolcheviks » d'opérette occidentaux couvrit alors la voix de la Gauche, mais rien ne pourra masquer leur misérable trahison de la cause, quelques années plus tard à peine. Il est vrai que le parti se forme au feu de la lutte, mais il n'en est pas moins vrai que son noyau, soudé au programme, doit préexister à l'action révolutionnaire. En ces années lointaines, on dit qu'en Italie, où la Gauche communiste avait formé le Parti en janvier 1921, on avait « taillé » trop « à gauche », et la direction centriste du Parti communiste d'Italie qui succéda à la direction de gauche, s'employa immédiatement à faire entrer par la fenêtre, non pas seulement tel ou tel personnage devant lequel la porte s'était refermée en 1921, mais les positions politiques opportunistes dont ils étaient les représentants et qui, justement, leur avaient interdit l'entrée du parti communiste à sa fondation. Si, aujourd'hui, on peut avoir un regret, c'est bien celui de ne pas avoir taillé davantage « à gauche » !

## Clarté de principes et d'intentions

Le Parti communiste d'Italie n'était pas encore constitué et la Fraction communiste au sein du Parti socialiste italien était à peine née, qu'au congrès

de Bologne, en août 1919, fut adopté un programme proclamant que les Soviets devaient être constitués en Italie. Dès lors, les projets de constitution des Soviets se multiplièrent. Chacun avait le sien, plus original que les autres. La Gauche, face à une telle confusion, s'employa à remettre les choses en place. Dans une série d'articles parus dans l'organe de la Fraction communiste, *Le Soviet*, elle traita la question des soviets, des conseils d'usine et du rôle prééminent du Parti. Le problème est résolu de manière radicale dans une série de trois articles fondamentaux (suivis de beaucoup d'autres sur le même sujet) intitulés « Pour la constitution des Soviets » (parutions des 4 et 11 janvier et 1<sup>er</sup> février 1920). Nous reproduisons ces textes ci-dessous ; le lecteur remarquera qu'ils convergent parfaitement avec les Thèses de l'Internationale communiste approuvées au II<sup>e</sup> Congrès qui se tint à Moscou du 17 juillet au 7 août 1920, soit sept mois *plus tard*, et dont nous citerons les passages essentiels pour permettre une comparaison sérieuse.

Les articles du *Soviet* devaient avant tout expliquer ce qu'est le Soviet, comment il est né au feu de la révolution russe, car une extrême confusion régnait, mêlant Soviets, Conseils d'usine, institutions représentatives en général, élections soviétiques et démocratiques, etc. Après avoir rétabli les termes exacts de la question, telle qu'elle s'était posée dans la Russie révolutionnaire, le texte de la Gauche communiste s'attaque aux erreurs de l'« *Ordine Nuovo* », du syndicalisme, ainsi qu'à certaines de celles qui s'étaient manifestées au congrès du P. S. I. à Bologne. Ces articles sont écrits d'une manière très synthétique et très efficace, sans recourir, comme nous devons le faire plus loin, à des références historiques particulières : à la différence de ce que nous connaissons aujourd'hui, le prolétariat participait alors à des batailles sociales et politiques d'une grande dureté et y accumulait rapidement une expérience lui permettant d'assimiler avec une relative facilité même les problèmes les plus ardues de la révolution. Voici le texte complet des trois premiers articles sur ce thème fondamental :

## POUR LA CONSTITUTION DES CONSEILS OUVRIERS EN ITALIE

¶  
(" Le Soviet " - 4 janvier 1920)

Nous avons rassemblé un important matériel concernant les propositions et les initiatives pour la constitution des Soviets en Italie, et nous nous réservons d'exposer les termes de l'argument de façon ordonnée. Pour l'instant, nous voudrions d'abord énoncer quelques considérations d'ordre général auxquelles nous avons déjà fait allusion dans nos précédents numéros.

Le système de représentation prolétarienne, qui a été introduit pour la première fois en Russie, remplit des fonctions de deux ordres différents : politiques et économiques. Les fonctions politiques consistent en la lutte contre la bourgeoisie jusqu'à sa complète élimination, les fonctions économiques en la création de tout le nouveau mécanisme de la production communiste.

Le développement de la révolution, en éliminant graduellement les classes parasites, diminue toujours plus l'importance des fonctions politiques par rapport aux fonctions économiques, mais dans un premier temps, et surtout lorsqu'il s'agit encore de lutter contre le pouvoir bourgeois, l'activité politique est au premier rang.

Le véritable instrument de la lutte d'émancipation du prolétariat, et surtout de la conquête du pouvoir politique, est le **parti communiste de classe**. Les conseils ouvriers, sous le pouvoir bourgeois, peuvent être seulement des organismes **dans lesquels** travaille le parti communiste, moteur de la révolution. Dire qu'ils constituent les organes d'émancipation du prolétariat sans parler du rôle du Parti, comme c'est le cas dans le programme approuvé au congrès de Bologne, nous semble être une erreur. Soutenir, comme les camarades de l'**Ordine Nuovo** de Turin, que les conseils ouvriers sont déjà, avant même la chute de la bourgeoisie, non seulement des organes de la lutte politique, mais encore des organes préparant du point de vue économique et technique le système communiste, n'est qu'un retour pur et simple au gradualisme socialiste : celui-ci, qu'on l'appelle réformisme ou syndicalisme, se définit par l'affirmation erronée que le prolétariat peut s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques, alors que le capitalisme détient, avec l'Etat, le pouvoir politique. Nous développerons la critique de ces deux conceptions.



Le système de représentation prolétarienne doit coïncider avec tout le processus technique de production. Ce critère est exact, mais correspond au stade dans lequel le prolétariat, déjà au pouvoir, organise la nouvelle économie. Transportez-le tel quel dans le régime bourgeois et vous n'aurez rien fait de révolutionnaire. Même dans la phase où se trouve la Russie, la représentation politique soviétiste (c'est-à-dire la pyramide qui culmine dans le gouvernement des commissaires du peuple) ne commence pas aux équipes de travail ou aux ateliers d'une usine, mais au Soviet local administratif, élu directement par les travailleurs (regroupés, dans la mesure du possible, par communauté de travail).

Pour fixer les idées, le Soviet de Moscou est élu par les prolétaires de Moscou à raison d'un délégué pour 1000 ouvriers. Entre ceux-ci et les délégués, il n'y a aucun organe intermédiaire. D'autres désignations se greffent sur cette première : au congrès des Soviets, au comité exécutif, au gouvernement des commissaires.

Le **conseil d'usine** prend place dans un engrenage bien différent, celui du **contrôle** ouvrier sur la production. En conséquence, le conseil d'usine, constitué par un représentant pour chaque atelier, ne désigne pas le représentant de l'usine au Soviet politico-administratif : cette représentation est élue directement et indépendamment.

En Russie, les conseils d'usine sont le point de départ - toujours subordonné au réseau politique des Soviets - d'un autre système de représentation : celui du contrôle ouvrier et de l'économie populaire. La fonction de **contrôle** de l'entreprise n'a de valeur révolutionnaire et expropriatrice qu'après que le pouvoir central soit passé dans les mains du prolétariat. Lorsque la protection étatique bourgeoise est encore debout, le conseil d'usine ne contrôle rien ; les quelques fonctions qu'il remplit sont la conséquence : a) du réformisme parlementaire ; b) de l'action syndicale de résistance qui ne cesse pas d'être un grignotage réformiste.

Concluons : nous ne nous opposons pas à la constitution des conseils d'usine si le personnel lui-même ou ses organisations la réclament, mais nous affirmons que l'activité du Parti communiste doit être fondée sur d'autres bases : sur la lutte pour la conquête du pouvoir politique. Cette lutte peut trouver un champ d'action opportun dans la création d'une représentation ouvrière, mais celle-ci doit consister en conseils ouvriers de ville ou de district rural, directement élus par les masses pour être prêts à remplacer les conseils municipaux et les organes locaux du pouvoir d'Etat au moment de la chute des forces bourgeoises.

Ayant ainsi présenté notre thèse, nous nous proposons de l'étayer et de la démontrer, et de reprendre l'ensemble de notre travail dans une relation à la prochaine réunion de la Fraction communiste.

## II

(" Le Soviet " - 11 janvier 1920)

Avant de nous plonger dans la discussion du problème pratique de la constitution des conseils ouvriers, paysans et soldats en Italie, et après les considérations générales contenues dans l'article publié dans notre numéro précédent, nous voulons examiner les lignes programmatiques du système soviétique, telles qu'elles apparaissent dans les documents de la révolution russe et dans les déclarations de principe de certains courants maximalistes italiens, au sujet du mouvement des conseils d'usine turinois, comme le programme approuvé au congrès de Bologne, la motion présentée à ce même congrès par Leone et d'autres camarades, les publications de l' « Ordine Nuovo ».

### **Les Conseils et le programme bolchevique**

Dans les documents de la III<sup>e</sup> Internationale et du Parti communiste russe, dans les magistrales relations de ces formidables théoriciens que sont les chefs du mouvement révolutionnaire russe, Lénine, Zinoviev, Radek, Boukharine, revient l'idée que la révolution russe n'a pas inventé des formes nouvelles et imprévues, mais a au contraire confirmé les prévisions de la théorie marxiste sur le processus révolutionnaire.

Ce qui est substantiel dans le grandiose développement de la révolution russe, c'est la conquête, au moyen d'une véritable guerre de classe, du pouvoir politique par les masses ouvrières, et l'instauration de leur dictature. Les Soviets (il est inutile de rappeler que le mot **soviet** signifie simplement **conseil** et peut être employé pour désigner n'importe quel corps représentatif) constituent, du point de vue historique, le système de représentation de classe du prolétariat parvenu au pouvoir. Ce sont les organes qui remplacent le parlement et les assemblées administratives bourgeoises, et remplacent progressivement tous les autres engrenages de l'Etat. Pour citer le camarade Zinoviev au dernier congrès communiste russe, **les soviets sont les organisations d'Etat de la classe ouvrière et des paysans pauvres qui exercent la dictature du prolétariat pendant la phase où disparaissent graduellement toutes les vieilles formes de l'Etat.**

Le système de ces organisations tend à représenter tous les producteurs en tant que membres de la classe travailleuse, et non comme membre d'une catégorie professionnelle ou d'une branche d'industrie déterminées : selon le dernier manifeste de la III<sup>e</sup> Internationale, les Soviets sont **un nouveau type d'organisation embrassant toutes les masses ouvrières indépendamment de leur métier et du niveau de leur culture politique.** Les conseils de ville ou de district rural constituent le premier degré du réseau administratif des Soviets qui culmine dans le gouvernement des commissaires.

Il est bien vrai que dans la phase de transformation économique d'autres organes, comme le système de contrôle ouvrier et de l'économie populaire, surgissent aux côtés du système des Soviets ; il est bien vrai également, comme nous l'avons dit souvent, que ces organes tendront à absorber le système politique lorsque l'expropriation de la bourgeoisie sera achevée et que la nécessité du pouvoir d'Etat cessera de se faire sentir. Mais dans la période révolutionnaire, comme il apparaît dans tous les documents russes, le problème essentiel est de subordonner à l'intérêt général, dans l'espace et dans le temps, du mouvement révolutionnaire, les intérêts et les exigences locales et de catégories.

Lorsque la fusion des deux organismes se sera réalisée, alors le réseau de la production sera complètement communiste et, du même coup, sera réalisé ce critère, auquel il nous semble qu'on attache une importance démesurée, d'une articulation parfaite de la représentation avec les mécanismes du système de production. Avant ce moment, alors que la bourgeoisie résiste encore et à plus forte raison lorsqu'elle est toujours au pouvoir, le problème est d'avoir une représentation dans laquelle prévale l'intérêt général ; lorsque l'économie reste celle de l'individualisme et de la concurrence, la seule forme dans laquelle cet intérêt collectif supérieur puisse se manifester, est une forme de représentation **politique** dans laquelle agisse le parti politique communiste.

Citons pour l'instant les paroles sans équivoque de Zinoviev. **Le parti communiste réunit cette avant-garde du prolétariat qui lutte consciemment pour la réalisation pratique du programme communiste. Il s'efforce spécialement d'introduire son programme dans les organisations de l'Etat, les soviets, et de les dominer complètement.**

En conclusion, la république soviétique russe est dirigée par les Soviets qui rassemblent dix millions de travailleurs sur quatre-vingt millions d'habitants environ. Mais en substance, les désignations pour les comités exécutifs des soviets locaux et centraux se font dans les sections et dans les congrès du grand parti communiste qui domine les Soviets. Cela correspond à la vibrante défense faite par Radek des fonctions révolutionnaires des minorités. Il est bon de ne pas créer un fétichisme majoritaire-ouvriériste qui jouerait à l'avantage exclusif du réformisme et de la bourgeoisie.

Le parti est aux premières lignes de la révolution parce qu'il est potentiellement constitué d'hommes qui pensent et agissent en tant que

membres de la future humanité travailleuse, dans laquelle tous les hommes seront des producteurs harmonieusement insérés dans un merveilleux engrenage de fonctions et de représentations.

### **Le programme de Bologne et les Conseils**

Il est déplorable que dans le programme actuel du Parti on ne retrouve pas le principe marxiste selon lequel le parti de classe est l'instrument de l'émancipation prolétarienne : il n'y a qu'un codicille anonyme : **délibère** (qui ? pas même la grammaire ne fut sauvée dans la hâte de délibérer... pour les élections) d'informer l'organisation du Parti socialiste italien des principes exposés.

Le paragraphe qui rejette la transformation de tout organe d'Etat en instrument de la lutte de libération du prolétariat est très discutable, mais nous renvoyons cela à plus tard, après une indispensable clarification des termes.

Nous divergeons davantage encore du programme lorsqu'il prétend que les nouveaux organismes prolétariens fonctionneront tout d'abord, sous la domination bourgeoise, comme instruments de la lutte de libération violente, puis se transformeront en organismes de transformation économique et sociale : en effet, on considère comme de tels organismes non seulement les conseils d'ouvriers, paysans et soldats, mais même les **conseils de l'économie publique**, inconcevables en régime bourgeois. Les conseils ouvriers politiques doivent eux-mêmes être plutôt considérés comme des institutions à l'intérieur desquelles s'exerce l'action des communistes pour la libération du prolétariat. Mais récemment, le camarade Serrati a rabaisé, contre Marx et Lénine, le rôle du parti de classe dans la révolution. Lénine s'exprime ainsi : « Avec la masse ouvrière, le Parti » marxiste centralisé, avant-garde du prolétariat, guidera le peuple sur » la juste voie, pour la dictature victorieuse du prolétariat, pour la démocratie prolétarienne et non bourgeoise, pour le pouvoir des Conseils, » pour l'ordre socialiste. »

L'actuel programme du parti se ressent de scrupules libertaires et de l'immatûrité théorique.

### **Les Conseils et la motion Leone**

Cette motion se résumait à quatre points, exposés dans le style suggestif de l'auteur. Le premier s'inspire admirablement de la constatation que la lutte de classe est le moteur réel de l'histoire et qu'elle a brisé les unions social-patriotiques. Mais la motion exalte ensuite les Soviets comme les organes d'une synthèse révolutionnaire que le mécanisme même de leur constitution aurait la vertu d'établir quasi mécaniquement, et affirme que seuls les Soviets peuvent faire triompher les grandes initiatives historiques par-dessus les fractions, les partis, les corporations.

Cette conception de Leone et des nombreux camarades qui signèrent sa motion, diverge notablement de celle que nous tirons du marxisme et des directives de la révolution russe. Au lieu de se préoccuper des **forces**,

on surestime une **forme**, à la manière des syndicalistes attribuant au syndicat la vertu thaumaturgique de muer la pratique minimaliste en révolution sociale. De même que le syndicalisme a été démolí, d'abord par la critique des véritables marxistes, puis par l'expérience des mouvements syndicaux qui, partout, ont collaboré avec le monde bourgeois et lui ont fourni des éléments de conservation, de même la conception de Leone s'écroule devant l'expérience des conseils ouvriers contre-révolutionnaires dirigés par les social-démocrates, qui sont précisément ceux dans lesquels il n'y a pas eu de pénétration victorieuse du programme politique communiste.

Seul le Parti peut rassembler en lui les énergies révolutionnaires de la classe. Nous objecter que les partis socialistes, eux aussi, ont transigé, ne serait qu'une mesquinerie : nous n'exaltons pas les vertus de la **forme** parti, mais celles du contenu dynamique du seul parti **communiste**.

Tout parti se définit par son propre programme, et ses fonctions ne peuvent être comparées à celles d'autres partis ; au contraire, tous les syndicats se ressemblent nécessairement par leurs fonctions et, du point de vue technique, les conseils ouvriers entre eux également. Le tort des partis social-réformistes n'était pas d'être des partis, mais de n'être ni communistes ni révolutionnaires. Ces partis ont conduit la contre-révolution tandis que les partis communistes dirigeaient et alimentaient contre eux l'action révolutionnaire.

Il n'y a donc pas d'organisation révolutionnaire par vertu formelle ; il y a seulement des forces sociales révolutionnaires en vertu de la direction de leur action, et ces forces se condensent dans un parti luttant pour un programme.

### **Les Conseils et l'initiative de l' " Ordine Nuovo " de Turin**

Les camarades de l' " Ordine Nuovo " vont plus loin encore, selon nous. Ils ne sont pas satisfaits de la rédaction du programme du Parti, car ils prétendent que les Soviets, y compris ceux qui ont un caractère technico-économique (les Conseils d'entreprise), non seulement existent et sont des organes de libération prolétarienne en régime bourgeois, mais encore constituent déjà les organes de construction de l'économie communiste. Ils ont ainsi publié dans leur journal l'extrait de programme du parti que nous avons cité plus haut, mais en omettant quelques mots pour en modifier le sens selon leur point de vue : « Devront être constitués de » nouveaux organismes prolétariens (conseils des travailleurs, paysans et » soldats ; conseils de l'économie publique, etc.)... Organismes de trans- » formation économique et sociale et de reconstruction du nouvel ordre » communiste. »

Mais cet article est déjà long et nous renvoyons au prochain numéro l'exposition de notre profonde divergence avec cette conception qui, à notre avis, présente le danger d'être susceptible de se résoudre en une expérience purement réformiste, grâce à la modification de certaines fonctions des syndicats et, peut-être, la promulgation d'une loi bourgeoise pour les conseils ouvriers.

III

(" Le Soviet " - 1<sup>er</sup> février 1920)

En concluant le second article sur la constitution des Soviets en Italie, nous faisons allusion au mouvement turinois pour la constitution des conseils d'usine.

Nous ne partageons pas le point de vue dont s'inspirent les camarades de l' " Ordine Nuovo " et, tout en appréciant leur œuvre tenace d'assimilation des fondements du communisme, nous pensons qu'ils ont commis de graves erreurs de principe et de tactique.

Selon eux, le fait essentiel de la révolution communiste est précisément la constitution des nouveaux organes de représentation prolétarienne destinés à gérer directement la production, et dont le caractère fondamental est de correspondre étroitement au processus de production.

②

problème

Nous avons déjà dit qu'à notre avis on exagérât beaucoup l'importance de cette coïncidence formelle entre les représentations de la classe ouvrière et les divers agrégats du système technico-économique de production. Cette coïncidence tendra à se réaliser à un stade très avancé de la révolution communiste, lorsque la production sera socialisée et toutes les activités particulières qui la constituent harmonieusement subordonnées et inspirées par les intérêts généraux et collectifs. Avant ce stade, durant toute la phase de transition du capitalisme au communisme, les regroupements de producteurs traversent une période de transformation continue, et leurs intérêts peuvent se heurter aux intérêts généraux et collectifs du mouvement révolutionnaire du prolétariat. Celui-ci trouvera donc son véritable instrument dans une représentation de la classe prolétarienne à laquelle l'individu participe en tant que membre de cette classe ayant intérêt à un changement radical des rapports sociaux, et non en vertu de son appartenance à une catégorie professionnelle, une entreprise ou tel autre regroupement local.

le

que

seront

③

de l'

Tant que le pouvoir politique se trouve encore dans les mains de la classe capitaliste, une représentation des intérêts généraux révolutionnaires du prolétariat ne peut être obtenue que sur le terrain politique, dans un parti de classe recueillant l'adhésion personnelle de ceux qui ont dépassé, pour se consacrer à la cause de la révolution, la considération de son intérêt égoïste, de l'intérêt de catégorie, et parfois même de l'intérêt de classe en ce sens que le parti admet également en son sein les déserteurs de la classe bourgeoise qui adhèrent au programme communiste.

étroite

⑦

provoquera

à

C'est une grave erreur de croire que le seul fait de transporter dans l'ambiance prolétarienne actuelle, parmi les salariés du capitalisme, les structures formelles que l'on pense devoir naître pour gérer la production communiste, détermine l'apparition de forces révolutionnaires par vertu intrinsèque. Ce fut l'erreur des syndicalistes et c'est aussi l'erreur des trop chauds partisans des conseils d'usine.

d'introduire

le

Le camarade Niccolini montre, très opportunément, dans un article de " Communisme ", qu'en Russie, même après le passage du pouvoir au

Ken prolétariat, les conseils ouvriers ont souvent créé des obstacles aux mesures révolutionnaires, opposant plus encore que les syndicats la pression d'intérêts limités au développement d'ensemble du processus communiste.

Le mécanisme appareil Les Conseils d'usine ne sont pas non plus les gérants principaux de la production dans l'engrenage de l'économie communiste. Dans les organisations qui ont cette fonction (Conseils de l'économie populaire), les conseils d'usine ont une représentation moins importante que celle des syndicats et moins importante encore que celle du pouvoir d'Etat prolétarien qui, grâce à son engrenage politique centralisé, est le premier facteur de la révolution considérée non seulement en tant que lutte contre la résistance politique de la bourgeoisie, mais aussi en tant que processus de socialisation de la richesse.

le premier instrument

Au point où nous en sommes, alors que l'Etat du prolétariat n'est encore qu'une aspiration programmatique, le problème fondamental est celui de la conquête du pouvoir par le prolétariat, ou mieux encore par le prolétariat communiste, c'est-à-dire par les travailleurs organisés en parti politique de classe et décidés à réaliser la forme historique du pouvoir révolutionnaire, la dictature du prolétariat.

\*\*\*

Dans le numéro 22 de l' " Ordine Nuovo ", le camarade A. Tasca lui-même expose son désaccord avec le programme de la majorité maximaliste du Congrès de Bologne, et surtout avec les abstentionnistes, dans le passage suivant qui mérite d'être cité :

« Un autre point du programme du Parti mérite d'être considéré :  
» les nouveaux organismes prolétariens (Conseils des travailleurs, paysans  
» et soldats ; Conseils de l'économie publique, etc.) fonctionneront tout  
» d'abord, sous la domination bourgeoise, comme instruments de la lutte  
» violente d'émancipation, puis se transformeront en organismes de trans-  
» formation économique et sociale, de reconstruction du nouvel ordre  
» communiste.

« Nous avons insisté, en commission, sur l'erreur que contenait cette  
» formule qui confiait des fonctions différentes aux organismes nouveaux  
» selon qu'on se trouvait avant ou après la conquête du pouvoir par le  
» prolétariat.

« Gennari avait promis une modification : " ...fonctionneront tout  
» d'abord **essentiellement** comme instruments, etc. ", mais on voit qu'il  
» en a abandonné l'idée ; absent pour raisons de force majeure de la  
» dernière séance je n'ai pu la lui faire reprendre.

« En tous cas, cette formulation révèle bel et bien un point de désac-  
» cord : si elle rapproche Gennari, Bombacci, etc., des abstentionnistes,  
» elle les éloigne de ceux qui pensent que les nouveaux organismes  
» ouvriers ne peuvent être les instruments de la lutte violente d'émanci-  
» pation " que dans la mesure où ils sont **immédiatement** (et non après)

» des organisations de transformation économique et sociale ". La libé-  
» ration du prolétariat se réalise précisément par la mise en œuvre de sa  
» capacité à remplir de manière autonome et originale les fonctions de  
» la société qu'il crée lui-même pour lui-même : la libération réside dans  
» la création de telles organisations qui, du fait même de leur existence  
» et de leur fonctionnement, provoquent la transformation sociale et  
» économique qui en constitue le but.

« Il ne s'agit pas d'une question de forme, mais de fond, d'une ques-  
» tion de première importance. Dans la formulation actuelle, répétons-le,  
» les rédacteurs en viennent à adhérer à la conception de Bordiga, qui  
» donne plus d'importance à la conquête du pouvoir qu'à la formation  
» des Soviets, auxquels il reconnaît plutôt une fonction politique au sens  
» strict qu'une fonction organique de " transformation économique et  
» sociale " .

« De même que Bordiga pense que le Soviet intégral ne sera créé  
» que durant la période de la dictature prolétarienne, de même Gennari,  
» Bombacci, etc., pensent que seule la conquête du pouvoir donnera aux  
» Soviets la gamme complète de leurs fonctions. C'est précisément là le  
» point central qui doit conduire, tôt ou tard, selon nous, à une nouvelle  
» révision du programme qui vient d'être voté. »

Selon Tasca, le prolétariat peut donc franchir les premières étapes  
de sa libération avant même d'avoir arraché le pouvoir politique à la  
bourgeoisie. Plus loin, Tasca laisse entendre que cette conquête pourra  
même se faire sans violence lorsque le prolétariat aura achevé l'œuvre de  
préparation technique et d'éducation sociale qui constituerait précisément  
la méthode révolutionnaire concrète préconisée par les camarades de  
l' " Ordino Nuovo " .

Nous ne nous attarderons pas à démontrer combien cette idée se  
rattache au réformisme et s'éloigne des fondements du marxisme révo-  
lutionnaire pour qui la révolution n'est pas déterminée par l'éducation, la  
culture, la capacité technique du prolétariat, mais par les crises internes  
du système de production capitaliste.

Ainsi, tout comme Enrico Leone, Tasca et ses amis surestiment la  
portée de l'apparition au cours de la révolution russe d'une nouvelle repré-  
sentation sociale, le Soviet ; ils attribuent au seul fait de sa constitution  
la vertu d'apporter une solution historique originale à la lutte proléta-  
rienne contre le capitalisme. Mais les Soviets — excellemment définis par  
le camarade Zinoviev comme les organes de l'Etat de la classe ouvrière —  
ne sont rien d'autre que les organes du pouvoir prolétarien exerçant la  
dictature révolutionnaire, point fondamental du système marxiste dont la  
Commune de Paris en 1871 constitua la première expérience positive. Les  
Soviets constituent la forme et non la cause de la révolution.

\*\*\*

En dehors de cette divergence, un autre point nous sépare des  
camarades turinois. Les Soviets, organisations d'Etat du prolétariat victo-

rieux, sont tout autre chose que les conseils d'usine, et ceux-ci ne constituent pas même le premier degré du système politique soviétique. L'équivoque est contenue dans la déclaration de principe votée par la première assemblée des Commissaires d'atelier des entreprises turinoises, qui commence ainsi : « Les commissaires d'usines sont les seuls véritables représentants sociaux (économiques et politiques) de la classe prolétarienne, » car ils sont élus au suffrage universel par tous les ouvriers sur le lieu » de travail. Aux divers échelons, les commissaires représentent l'union » de tous les travailleurs telle qu'elle se réalise dans les organismes de » production (équipe de travail, atelier, entreprise, union des entreprises » d'une industrie déterminée, union des établissements de production de » l'industrie mécanique et agricole d'un district, d'une province, d'une » nation, du monde) dont les conseils et le système des conseils représentent le pouvoir et la direction sociale. »

Cette déclaration est inacceptable, car le pouvoir prolétarien se forme directement dans les Soviets municipaux des villes ou des campagnes, sans passer par l'intermédiaire des conseils ou comités d'usines, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises et comme cela résulte des claires descriptions du système soviétique russe publiées dans l' " Ordine Nuovo " lui-même.

6 Les Conseils d'usine sont des organisations destinées à représenter les intérêts de regroupements d'ouvriers dans la période de transformation révolutionnaire de la production, et ils ne représentent pas seulement l'aspiration de ce groupe à libérer l'entreprise du capitaliste privé par le moyen de la socialisation, mais aussi la préoccupation de faire valoir les intérêts de ce groupe dans le processus même de socialisation, discipliné par la volonté organisée de toute la collectivité laborieuse.

Dans la période où le système capitaliste apparaît stable et où il s'agit donc seulement d'obtenir une meilleure rétribution du travail, les intérêts des travailleurs ont été jusqu'ici représentés par les syndicats. Ces derniers continuent d'exister dans la période révolutionnaire, et il est naturel que surgissent des conflits de compétence entre eux et les conseils d'usine qui apparaissent lorsque l'abolition du capitalisme privé s'annonce proche, comme cela s'est produit à Turin précisément.

Trancher la question de savoir si les ouvriers non organisés doivent ou non participer aux élections des commissaires, ne constitue certes pas un grand problème de principe. Mais s'il est logique qu'ils y participent, il ne nous semble pas qu'il en va de même en ce qui concerne le mélange d'organes et de fonctions entre conseils et syndicats que l'on a voulu faire à Turin en imposant à la Section turinoise de la Fédération de la métallurgie de faire élire son propre conseil directeur par l'assemblée des commissaires d'atelier. De toutes façons, les rapports entre conseils et syndicats, représentants d'intérêts particuliers de groupes ouvriers, continueront d'être très complexes et ne pourront être coordonnés et harmonisés qu'à un stade très avancé de l'économie communiste, lorsque sera

réduite au minimum la possibilité de heurts entre les intérêts d'un groupe de producteurs et l'intérêt général de la production.

\* \*

Ce qu'il importe d'établir, c'est que la révolution communiste est conduite et dirigée par une représentation **politique** de la classe ouvrière ; avant la destruction du pouvoir bourgeois elle est constituée par un parti politique, ensuite par le réseau des Soviets politiques, élus directement par les masses désignant des représentants ayant un programme politique général et ne défendant aucun intérêt limité d'une catégorie ou d'une entreprise.

Le système russe est organisé de telle sorte que le Soviet municipal d'une ville se compose d'un délégué pour chaque regroupement de prolétaires. Toutefois, les délégués sont proposés aux électeurs par le parti politique, et il en va de même pour les délégations au second et troisième degré aux organisations supérieures du système étatique.

C'est donc toujours un parti politique — le parti communiste — qui demande et obtient des électeurs le mandat d'administrer le pouvoir. Nous ne disons certes pas que les schémas russes doivent être adoptés partout tels quels, mais nous pensons que l'on doit tendre à se rapprocher plus encore qu'en Russie de ce principe de représentation révolutionnaire : dépasser les intérêts égoïstes et particuliers dans l'intérêt collectif.

Est-il opportun pour la lutte révolutionnaire des communistes de constituer dès maintenant l'engrenage d'une représentation politique de la classe ouvrière ? C'est le problème que nous examinerons dans notre prochain article, en discutant entre autres le projet élaboré à cet égard par la direction du parti, étant bien entendu, comme on le reconnaît du reste partiellement dans ce projet, que cette représentation serait tout autre chose que le système des conseils et comités d'usine qui a commencé à se former à Turin.

## **Les thèses de la gauche communiste**

Le texte « Pour la constitution des Soviets en Italie » que nous venons de reproduire, mettait à nu les erreurs et aussi les manœuvres du centre et de la droite socialistes. Il déclencha une intense polémique. La Gauche participa à cette bataille avec d'autres articles (dont en particulier « La constitution des conseils ouvriers » - *Le Soviet* des 8 et 20 février 1920). Ils insistaient sur la nature et la fonction différentes des conseils d'usine et des syndicats économiques que les partisans de l' " Ordino Nuovo " d'un côté, ceux de " Guerre de classe " de l'autre, prétendaient substituer aux soviets et même au parti politique de classe. La polémique revêtit une importance primordiale car tant les " ordinovistes " que les syndicalistes confondaient l'activité politique et l'activité économique, les luttes immédiates et la lutte pour le pouvoir, en arrivant même à proposer le contrôle ouvrier sur l'entreprise et l'économie *avant* que le prolétariat en possède l'instrument véritable, c'est-à-dire le pouvoir politique, l'Etat de la dictature du prolétariat. La Gauche communiste, au contraire, proclamait que non seulement le pouvoir économique s'exercerait *après* la conquête du pouvoir politique, mais que, plus encore, ce serait une illusion fatale de

croire qu'il puisse s'exercer immédiatement et simultanément sur tout le réseau de la production et de l'échange : on doit concevoir la transformation économique comme un processus plus ou moins long, déterminé par des facteurs de nature objective et par la capacité du parti communiste à progresser dans la conquête des masses au communisme.

La succession n'est pas : lutte pour le pouvoir dans l'entreprise — exercice de ce pouvoir (Conseil d'entreprise) pour la transformation de l'économie d'entreprise — Etat ouvrier, comme prétendaient les " ordinovistes ". La dynamique marxiste est bien différente : « Lutte pour le pouvoir — exercice du pouvoir (direction du prolétariat pour la transformation de l'économie — société sans classes et sans Etat politique. » Lénine avait fourni une première conclusion dans son discours de mars 1919 au 1<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale communiste : « Se séparer de ceux qui répandent des illusions dans le prolétariat en proclamant la possibilité de conquêtes à l'intérieur du régime bourgeois et la combinaison ou la collaboration de la domination bourgeoise et des nouveaux organismes prolétariens. » La directive de Lénine allait au-delà des apparences derrière lesquelles les partis socialistes, et surtout leurs fractions " centristes ", les Indépendants en Allemagne, etc., dissimulaient leur nature contre-révolutionnaire profonde : ne réclamaient-ils pas la reconnaissance légale des Conseils ouvriers et des conseils d'entreprise pour tenter de brider les masses prolétaires ?

« Prendre l'usine ou prendre le pouvoir ? » : tel est le titre d'un article du *Soviet* du 22 février 1920, à l'occasion de l'occupation des entreprises de Ligurie par les ouvriers en grève et des tentatives des conseils d'entreprise de les faire fonctionner. « Nous ne voudrions pas — commentait *Le Soviet* — que se répande dans les masses ouvrières la conviction qu'en développant l'institution des conseils il soit possible de s'emparer des usines et d'éliminer les capitalistes. » Ce serait la plus dangereuse des illusions. L'usine sera conquise par la classe ouvrière — et non pas seulement par son personnel, ce qui serait peu de choses et bien peu communiste — seulement après que l'ensemble de la classe ouvrière se soit emparé du pouvoir politique. Sans cette conquête, les illusions seront dissipées par les gardes royaux, les carabiniers, etc., c'est-à-dire par le mécanisme d'oppression et de force dont dispose la bourgeoisie, par son appareil d'Etat. » Dans ce texte, non seulement on prévoyait la faillite de l'occupation des usines, mais on anticipait de quelque trente années sur l'immonde comédie des faux partis communistes vantant l'« autogestion », « l'usine aux ouvriers » et la « terre aux paysans ».

On oubliait encore une fois la fonction du Parti et la Gauche devait la rappeler : « Le problème fondamental de la révolution réside donc dans la tendance du prolétariat à abattre l'Etat bourgeois et à assumer lui-même le pouvoir. Cette tendance existe dans les larges masses de la classe ouvrière comme résultat direct des rapports économiques d'exploitation de la part du Capital, qui déterminent une situation intolérable pour le prolétariat et le poussent à briser les formes sociales existantes.

« Mais la tâche des communistes est d'orienter cette violence révolutionnaire des foules et de lui donner une plus grande efficacité. Les communistes — comme disait déjà le " Manifeste " — connaissent les conditions de la lutte de classe et de l'émancipation du prolétariat mieux que le prolétariat actuel, et la critique qu'ils font de l'histoire et de la constitution de la société les rend capables de construire une prévision assez exacte des développements du processus révolutionnaire. C'est pour cela que les communistes constituent le

- » parti politique de classe, qu'ils se proposent d'unifier les forces prolétariennes,
- » d'organiser le prolétariat en classe dominante au moyen de la conquête révolutionnaire du pouvoir. »

Toute l'action polémique de la Gauche aboutit à la rédaction des « Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers » s'opposant aux divers projets présentés au sein du P. S. I. Nous en reproduisons le texte ci-dessous, non seulement au titre de document historique, mais surtout comme contribution sérieuse et cohérente des communistes à l'élaboration théorique et pratique du programme révolutionnaire. Les « Thèses » ont paru dans *Le Soviet* du 11 avril 1920, avant donc le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste.

1) Les Soviets ou Conseils des ouvriers et paysans (et soldats) sont les organes au moyen desquels la classe ouvrière exerce le pouvoir politique après avoir renversé le pouvoir de l'État bourgeois par la révolution et supprimé ses organes représentatifs (parlement, conseils municipaux, etc.). Ils sont les « organes d'État » du prolétariat.

2) Les Soviets sont élus exclusivement par les travailleurs, tous ceux qui bénéficient du travail salarié et donc exploitent les prolétaires étant privés du droit de vote. Cela constitue la caractéristique substantielle des Soviets, toutes les autres modalités de leur constitution étant en fait secondaires. La privation pour la classe bourgeoise de toute représentation, même au titre de minorité, dans les organismes politiques de la société, c'est-à-dire la « dictature du prolétariat », constitue la condition historique de la lutte contre les résistances contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et de l'élimination de toute exploitation par l'organisation de l'économie communiste.

3) Le processus doit être mené à terme par une action collective et centralisée du prolétariat, en subordonnant toutes les mesures adoptées à l'intérêt général de classe et au sort final de tout le processus révolutionnaire. Dans ce but, les organisations rassemblant des groupes de prolétaires et reflétant leurs intérêts économiques particuliers (conseils d'usines, syndicats d'industrie, syndicats de catégorie, organisations de consommateurs), doivent être subordonnées aux directives lancées par le système des Soviets politiques qui, de par leur nature et leur constitution, représentent les intérêts généraux.

4) Les Conseils ouvriers surgissent au moment de l'insurrection prolétarienne, mais ils peuvent également apparaître dans une période historique où le pouvoir de la bourgeoisie traverse une crise et où la conscience de la nécessité d'assumer le pouvoir est répandue dans le prolétariat, ainsi que l'action qui lui correspond. Le problème révolutionnaire n'est pas résolu par la création formelle des Conseils, mais bien par le passage du pouvoir politique entre leurs mains.

5) L'instrument de la lutte politique de classe du prolétariat est le parti de classe, le parti communiste. Il rassemble dans ses rangs ceux qui ont une conscience historique du processus de la crise du capitalisme et de l'émancipation prolétarienne, et sont décidés à sacrifier tout intérêt individuel ou de groupe à la victoire finale du communisme. Dans la

période historique actuelle, le Parti communiste défend le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Conseils ! ». Lorsque les Conseils sont constitués, le Parti communiste agit à l'intérieur de ceux-ci, afin de conquérir la majorité de leurs mandats et les organes centraux du système des Conseils. Le Parti communiste persévère dans cette tâche après la conquête du pouvoir, toujours avec l'objectif de donner conscience politique et unité d'intention à l'action prolétarienne en combattant les égoïsmes et les particularismes.

6) Le Parti communiste pénètre et conquiert également toutes les organisations économiques prolétariennes, dès qu'elles surgissent sous la poussée des conditions de vie des groupes et des catégories ouvrières, dans le but de profiter de leur action pour en élargir le champ et attirer l'attention des masses sur les buts généraux et finaux du communisme.

7) Le Parti communiste combat toute forme de collaboration ou de combinaison des Conseils ouvriers et des organes du pouvoir bourgeois, en diffusant dans les masses la conscience du fait que les premiers ne pourront jouer tout leur rôle historique qu'après le renversement violent des seconds.

8) Les nécessités présentes de l'action révolutionnaire en Italie ne consistent pas à créer artificiellement et bureaucratiquement des Conseils ouvriers, et moins encore à se cantonner dans l'activité des syndicats et des conseils d'usine considérés comme fins en eux-mêmes, mais bien à former un parti communiste exempt d'éléments réformistes et opportunistes. Un Parti de cette nature sera toujours prêt à agir et à intervenir dans les Soviets, lorsque sonnera l'heure décisive et désormais proche de leur constitution.

9) Avant ce moment historique, une tâche très vaste attend le Parti communiste en Italie. Cette tâche consiste :

a) à étudier sérieusement et largement les problèmes de la révolution et les aspects du processus révolutionnaire, et à diffuser le plus largement parmi les masses, par la parole et l'écrit, les principes et les méthodes qui en découlent ;

b) à entretenir des relations continues et efficaces avec le mouvement communiste à l'étranger et avec les organes de l'Internationale communiste ;

c) à établir de sûrs contacts avec les masses et à se préparer aux formes d'action et d'organisation indispensables à la lutte décisive et qui exigent, outre le plus complet dévouement des militants à la cause, un entraînement tactique spécial, complètement inconnu dans la vie traditionnelle du parti socialiste.

10) Le Parti communiste ne considère pas comme buts de son action les conquêtes partielles que des groupes ouvriers peuvent réaliser sous le présent régime ; il ne les considère pas non plus comme un moyen de préparer ses hommes à l'activité technique qu'ils devront remplir après la conquête du pouvoir. Il intervient toutefois dans les agitations de cette

nature dans un but de propagande en faveur de ses buts généraux et pour mettre en relief les rapports de fait qui démontrent la nécessité de l'action politique d'ensemble de toute la classe prolétarienne sur la voie de la révolution et pour l'élimination du régime capitaliste.

## Les thèses de l'Internationale

La Gauche communiste avait toujours considéré son activité dans tous les domaines comme un apport à la lutte mondiale du prolétariat. Alors qu'elle n'était encore qu'une fraction du P. S. I. ou, plus tard, lorsqu'elle se trouva à la tête du Parti communiste d'Italie, ses contributions théoriques, ses thèses, sa participation aux débats en Italie ou dans les organisations communistes internationales visaient toujours à apporter une contribution à l'ensemble du Parti communiste international. De fait, la Gauche collabora, lors de la rédaction des thèses (les « conditions d'admission » en particulier), avec Lénine et les dirigeants du communisme mondial en apportant un élément de rigoureuse intransigeance. Elle collabora également indirectement à la définition des tâches du Parti et des organisations prolétariennes, à laquelle le II<sup>e</sup> Congrès de Moscou (juillet 1920) consacra un corps de thèses spécial (sous le titre « Le mouvement syndical, les comités d'entreprise et d'atelier ») qui s'occupait de la liaison du parti aux organisations économiques prolétariennes syndicales ou d'entreprise, les questions relatives aux Soviets étant traitées dans une « Résolution sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne ».

Sur toutes les questions fondamentales, la coïncidence entre les positions de la Gauche et celles de l'Internationale est particulièrement nette. A propos du Parti et de la classe ouvrière, la seconde thèse de la « Résolution » s'exprime d'une façon qui heurte de front non seulement les positions des actuels ex-partis communistes, mais encore et peut-être surtout les positions glissantes que l'Internationale elle-même défendra après 1924 :

Tant que le pouvoir d'Etat n'est pas conquis par le prolétariat et tant que ce dernier n'a pas affermi, une fois pour toutes, sa domination et prévenu toute tentative de restauration bourgeoise, le Parti communiste n'englobera dans ses rangs organisés qu'une minorité ouvrière. Jusqu'à la prise du pouvoir et dans l'époque de transition, le Parti communiste peut, grâce à des circonstances favorables, exercer une influence **idéologique** et **politique** incontestable sur toutes les couches prolétariennes de la population, mais il ne peut les organiser dans ses rangs. Ce n'est que lorsque la dictature prolétarienne aura privé la bourgeoisie de moyens d'action aussi puissants que la presse, l'école, le Parlement, l'Eglise, l'administration, etc., que tous les ouvriers, ou du moins la plupart, commenceront à entrer dans les rangs du Parti communiste.

Dans la 3<sup>e</sup> thèse, la fonction spécifique du Parti à l'égard des masses est clarifiée dans une formule qui restera célèbre :

La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière (c'est-à-dire ceux qui suivent des partis ou syndicats opportunistes ou réactionnaires, NdR), mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste.

Dans la 4<sup>e</sup> thèse, on prend en considération le parti *en général*, et ce texte reste aujourd'hui encore particulièrement efficace contre les tentatives des groupes immédiatistes qui s'efforcent de discréditer et la forme parti et l'organisation syndicale :

L'Internationale communiste est absolument convaincue que la faillite des anciens Partis « social-démocrates » de la II<sup>e</sup> Internationale ne peut, en aucun cas, être considérée comme la faillite des partis prolétariens en général. L'époque de la lutte directe en vue de la dictature du prolétariat suscite un nouveau parti prolétarien mondial — le Parti communiste.

Enfin, dans la 5<sup>e</sup> thèse, on insiste sur le fait que

L'Internationale communiste répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son parti politique. Toute lutte de classes est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. C'est pourquoi le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel parti politique. Ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts clairement définis, et possédant un programme d'action susceptible d'être appliqué, tant dans la politique intérieure que dans la politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être considérée non comme un épisode, mais comme le point de départ d'un travail durable d'édification communiste dans la société par le prolétariat. La même lutte des classes exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d'usine, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un Parti politique.

Après avoir examiné le caractère rétrograde, « par rapport au marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire au communisme », du syndicalisme révolutionnaire et de l'ouvriérisme, le texte poursuit ainsi :

Mais ce n'est pas par la grève générale, par la tactique des bras croisés que la classe ouvrière peut remporter la victoire sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée. Celui qui a compris cela doit aussi comprendre qu'un Parti politique organisé est nécessaire et que d'informes unions ouvrières ne peuvent pas en tenir lieu.

Les syndicalistes révolutionnaires parlent souvent du grand rôle que doit jouer une minorité révolutionnaire résolue. Or, en fait, cette minorité résolue de la classe ouvrière que l'on réclame, cette minorité qui est communiste et qui a un programme, qui veut organiser la lutte des masses, **c'est bien le Parti communiste.**

Dans la 6<sup>e</sup> thèse, on insiste sur la nécessité pour le parti de se lier aux grandes masses en construisant un réseau de groupes communistes dans les organisations de masse de la classe ouvrière. Dans la 8<sup>e</sup>, on en vient directement à la question des Soviets :

L'ancienne subdivision classique du mouvement ouvrier en trois formes (Parti, syndicats, coopératives) a fait son temps. La révolution

prolétarienne en Russie a suscité la forme essentielle de la dictature prolétarienne, les Soviets. La nouvelle division que nous mettons partout en valeur est celle-ci : 1° le Parti ; 2° le Soviet ; 3° le Syndicat.

Mais le travail dans les Soviets de même que dans les Syndicats d'industrie devenus révolutionnaires doit être invariablement et systématiquement dirigé par le Parti du prolétariat, c'est-à-dire par le Parti communiste. Avant-garde organisée de la classe ouvrière, le Parti communiste répond également aux besoins économiques, politiques et spirituels de la classe ouvrière tout entière. Il doit être l'âme des syndicats et des Soviets ainsi que de toutes les autres formes d'organisation prolétarienne.

L'apparition des Soviets, forme principale de la dictature du prolétariat, ne diminue nullement le rôle dirigeant du Parti communiste dans la révolution prolétarienne. Quand les communistes allemands de « gauche » (voir leur Manifeste au prolétariat allemand du 14 avril 1920 signé par le « Parti ouvrier communiste allemand ») déclarent que « le Parti doit, lui aussi, s'adapter de plus en plus à l'idée soviétiste et se prolétarianiser » (**Kommunistische Arbeiterzeitung**, n° 54), nous ne voyons là qu'une expression insinuante de cette idée que le Parti communiste doit se fondre dans les Soviets et que les Soviets peuvent le remplacer.

Cette idée est profondément erronée et réactionnaire. L'histoire de la révolution russe nous montre à un certain moment les Soviets allant à l'encontre du Parti prolétarien et soutenant les agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même chose en Allemagne. Et cela est aussi possible dans les autres pays.

Pour que les Soviets puissent remplir leur mission historique, l'existence d'un Parti communiste assez fort pour ne pas « s'adapter » aux Soviets, mais pour exercer sur eux une influence décisive, les contraindre à « ne pas s'adapter » à la bourgeoisie et à la social-démocratie officielle, les conduire par le moyen de cette fraction communiste, est au contraire nécessaire.

Ces idées étaient reprises dans les « Thèses sur les conditions pour la constitution des Conseils ouvriers (Soviets) » ; le texte définissait ainsi ces conditions :

- a) Enthousiasme révolutionnaire répandu dans les plus larges couches d'ouvrières et d'ouvriers, de soldats et de toute la population laborieuse ;
- b) approfondissement tel de la crise politique et économique que le pouvoir commence à échapper au gouvernement bourgeois ;
- c) ferme détermination des masses ouvrières et, avant tout, du Parti communiste, de s'engager dans une lutte décisive, systématique, coordonnée pour la conquête du pouvoir... Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, il est impossible de procéder à l'organisation immédiate des Soviets.

Par ailleurs, le texte prend position de la manière la plus tranchée contre les tentatives de « légaliser » les Soviets qui sont faites alors un peu partout, comme nous le verrons plus loin dans un bref historique des Conseils en Europe :

Faire entrer les Soviets dans l'engrenage constitutionnel de la démocratie bourgeoise est une trahison... Les Soviets, c'est la dictature du prolétariat, l'Assemblée nationale la dictature de la bourgeoisie. Concilier la dictature des ouvriers et celle des bourgeois est chose impossible... Sans révolution, les Soviets sont impossibles ; sans révolution prolétarienne, les Soviets dégèrent en parodie.

## Soviets et Conseils d'usine

La coïncidence entre les positions du II<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale et celles de la Gauche communiste ne se limitait pas à la question des Soviets et du rôle du Parti ; elle s'étendait à l'appréciation des syndicats, des conseils d'usine, des divers organes que se donne la lutte de classe selon les nécessités. A juste titre, l'Internationale accordait une importance fondamentale à la capacité du Parti communiste de guider les masses dans toutes les luttes contre le régime ; aussi, sur la base des thèses syndicales, fut fondée l'Internationale syndicale rouge dans le but précis d'organiser les syndicats ouvriers anti-réformistes, en opposition à la centrale syndicale jaune, socialdémocratique, d'Amsterdam.

Après avoir constaté que les syndicats avaient signé durant la guerre mondiale un pacte d'alliance permanente avec l'Etat bourgeois dans le but de soutenir son effort de guerre, et que, le conflit terminé, ils s'étaient efforcés d'éviter tout heurt entre prolétariat et bourgeoisie, les thèses syndicales de l'Internationale mettent en évidence le caractère exclusivement légalitaire de la politique syndicale des centrales dirigées par les sociaux-démocrates. Cette politique s'efforce de remplacer la grève par des « contrats à long terme », l'organisation de classe par la constitution de « Communautés de travail » (« Joint Industriel Conseils »), véritables embryons d'organisations corporatives visant à établir une collaboration permanente entre syndicats et directions des entreprises et ouvrant la voie à ces Comités d'« arbitrage » d'inspiration étatique que souhaitent les bureaucraties syndicales comme le patronat afin d'atténuer le heurt entre les classes. Les bureaucraties syndicales divisent « le grand torrent du mouvement ouvrier en faibles petits ruisseaux », opposent le réformisme à la révolution ; en conséquence, « les communistes doivent entrer dans les syndicats » « dans le but de les transformer en organes de lutte consciente pour le renversement du capitalisme et l'instauration du communisme », et également pour diriger les luttes immédiates des prolétaires. Les thèses insistent sur la nécessité de ne pas créer de « syndicats spéciaux » — sauf dans le cas « d'actes de violence extraordinaires de la bureaucratie syndicale (dissolution de groupes locaux révolutionnaires du syndicat par la direction opportuniste) ou de l'aristocratie ouvrière s'opposant à l'organisation des grandes masses », — mais de demeurer dans ces syndicats « qui se trouvent en état de fermentation et qui sont en train de passer sur le terrain de la lutte de classe », d'appuyer les Fédérations « de tendance révolutionnaire, même non communiste... qui veulent lutter contre les tendances contre-révolutionnaires des bureaucraties syndicales et appuyer les actions directes spontanées du prolétariat ».

Cette première partie des thèses se termine par l'énonciation communiste classique : « Soumettre les syndicats à la direction réelle du Parti, avant-garde de la révolution ouvrière », afin de « conquérir le mouvement syndical et le diriger », et pour parvenir à ce but, « former partout, dans les syndicats, dans les conseils d'usine, des groupes communistes ».

La question des conseils d'usine est envisagée dans la seconde partie des thèses. Après la première guerre impérialiste, l'économie était complètement désorganisée ; la production industrielle reprenait sur un rythme très lent, à cause aussi de l'absentéisme des capitalistes eux-mêmes : habitués aux fabuleux profits de la période de guerre garantis par le meilleur « client » que l'on puisse imaginer, l'Etat, ils refusaient d'investir leurs capitaux pour un « modeste » profit « normal ». Dans cette situation historique particulière, la nécessité apparut aux ouvriers de se faire, sinon les promoteurs de la reprise économique, du moins ses « contrôleurs ». C'est dans ce but que surgirent les conseils d'usine. Dans ses thèses du II<sup>e</sup> Congrès, l'Internationale souligne cette fonction spécifique des Conseils d'usine, tout en les replaçant correctement dans le contexte historique d'alors, c'est-à-dire d'une période qui semblait préluder à la révolution au moins européenne. Le texte commence d'une manière qui rappelle la position prise par la Gauche à propos de l'occupation des usines dans un texte plus haut cité :

La lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de vie des masses accentue tous les jours son caractère de lutte sans issue. La désorganisation économique qui envahit un pays après l'autre, dans une proportion toujours croissante, démontre, même aux ouvriers les plus arriérés, qu'il ne suffit pas de lutter pour la hausse des salaires et la réduction de la journée de travail, que la classe capitaliste perd de plus en plus la capacité de rétablir la vie économique et de garantir aux ouvriers ne fût-ce que les conditions d'existence qu'elle leur assurait avant la guerre. La conscience toujours croissante des masses ouvrières fait naître parmi eux une tendance à créer des organisations capables d'entamer la lutte pour la renaissance économique au moyen du contrôle ouvrier exercé sur l'industrie par les Conseils de production. Cette tendance s'inspire en définitive de l'effort fait pour réaliser le contrôle de l'industrie, tâche historique spéciale des Conseils d'usine. C'est pourquoi on commettrait une erreur en cherchant à ne former ces conseils que d'ouvriers partisans de la dictature du prolétariat. La tâche du Parti communiste consiste, au contraire, à profiter de la désorganisation économique pour organiser les ouvriers et à les mettre dans la nécessité de combattre pour la dictature du prolétariat tout en élargissant l'idée de la lutte pour le contrôle ouvrier, idée que tous comprennent maintenant.

Les tâches des Conseils d'usine et leur utilisation par le Parti étant ainsi exposées, le texte continue ainsi :

Le Parti communiste ne pourra s'acquitter de cette tâche qu'en consolidant dans la conscience des masses la ferme assurance que la restauration de la vie économique sur la base capitaliste est actuellement impossible ; elle signifierait d'ailleurs un nouvel asservissement à la classe capitaliste. L'organisation économique correspondant aux intérêts des masses ouvrières n'est possible que si l'Etat est gouverné par la classe ouvrière et si la main ferme de la dictature prolétarienne se charge de l'abolition du capitalisme et de la nouvelle organisation socialiste.

Ces phrases lapidaires, catégoriques, ne laissent place à aucune équivoque : que le lecteur les confronte avec ce qui est dit aujourd'hui par les organisations

anciennes ou récentes qui se réclament du socialisme et de la révolution ! Les thèses exposent ensuite comment utiliser les circonstances particulières pour mobiliser les ouvriers et les encadrer dans les Conseils d'usine. La 5<sup>e</sup> thèse contient cette autre formulation catégorique : « Les Conseils ouvriers d'usine ne peuvent remplacer les syndicats ». Le texte poursuit ensuite par une analyse précise et synthétique des fonctions différentes des deux organisations :

Les syndicats ont organisé les masses ouvrières dans le but d'une lutte pour la hausse des salaires et pour la réduction de la journée de travail, et l'ont fait sur une large échelle. Les Conseils d'usine s'organisent pour le contrôle ouvrier de l'industrie et la lutte contre la désorganisation économique ; ils englobent toutes les organisations ouvrières, mais la lutte qu'ils soutiennent ne peut revêtir que très lentement un caractère politique général. Ce n'est que dans la mesure où les syndicats arriveront à surmonter les tendances contre-révolutionnaires de leur bureaucratie, ou deviendront des organes conscients de la révolution, que les communistes auront le devoir de soutenir les Conseils d'usine dans leur tendance à devenir des groupes syndicaux d'usine.

Le texte prévoit avec juste raison que les Conseils d'usine doivent être les organisations d'entreprise des syndicats, dans la mesure où l'organisation syndicale est arrachée aux opportunistes et passe aux révolutionnaires. C'est là une position pleinement partagée, comme tout le programme de l'Internationale, par la Gauche qui s'est toujours battue pour la centralisation la plus stricte et pour la simplification des organisations de classe. Alors comme aujourd'hui, les alchimistes de la lutte de classe avaient la manie de multiplier les formes d'organisation en attribuant à celles-ci des pouvoirs exceptionnels, la capacité, en particulier, de bouleverser les rapports de force entre les classes. Le rôle centralisateur du Parti est fortement souligné par le texte :

La tâche des communistes se réduit aux efforts qu'ils doivent faire pour que les syndicats et les Conseils d'usine se pénètrent du même esprit de résolution combative, de conscience et de compréhension des meilleures méthodes de combat, c'est-à-dire de l'esprit communiste. Pour s'en acquitter, les communistes doivent soumettre, en fait, les syndicats et les Conseils d'usine au Parti communiste et créer ainsi des organes prolétariens de masse qui serviront de base à un puissant Parti prolétarien centralisé, englobant toutes les organisations prolétariennes et les faisant toutes marcher dans la voie qui conduit à la victoire de la classe ouvrière et à la dictature du prolétariat, au Communisme.

Dans leur troisième partie, les thèses insistent sur l'urgence de constituer une organisation syndicale de classe internationale regroupant tous les syndicats locaux et les centrales syndicales nationales, afin d'en faire de puissantes organisations de lutte révolutionnaire s'opposant à la fameuse centrale jaune d'Amsterdam, inféodée à l'impérialisme mondial par l'intermédiaire de la social-démocratie qui la dirige.

Pour conclure, on peut dire que les Conseils d'usine, ou toute autre organisation d'entreprise, ne ressemblent en rien aux Soviets ou Conseils ouvriers et restent en dehors du schéma hiérarchique établi par l'Internationale et que nous rappelons pour dissiper tout doute ou équivoque : « 1° le Parti ; 2° le Soviet ; 3° les syndicats » .

## L'orgie immédiatiste

Les syndicalistes et les anarchistes, ainsi que... Mussolini lui-même, se déclarèrent en faveur des Conseils d'usine. On doit toutefois donner acte aux syndicalistes du fait qu'à leur congrès de mars 1920 à Parme, ils avaient formulé des recommandations précises pour que les Conseils d'usine ne se transforment pas en nouveaux organes de conciliation ou d'incitation à produire. Les anarchistes, par ailleurs, formulèrent leur adhésion aux Conseils d'usine en déclarant que

« Le Congrès, tenant compte de ce que les Conseils d'usine et d'atelier revêtent une grande importance dans la mesure où l'on prévoit une révolution proche et qu'ils pourront être les organes techniques de l'expropriation et de la nécessaire continuation immédiate de la production, mais qu'ils subiraient l'influence modératrice de la société actuelle si celle-ci venait à durer ;

« considère les Conseils d'usine

« comme des organisations aptes à encadrer dans la voie révolutionnaire tous les producteurs manuels et intellectuels sur leur lieu même de travail et dans la perspective des principes communistes-anarchistes ;

« comme des organisations absolument anti-étatiques et comme de possibles noyaux de la future gestion de la production industrielle et agricole

« Le Congrès considère en outre que les Conseils peuvent développer chez l'ouvrier salarié la conscience du producteur et sont utiles aux buts révolutionnaires en favorisant la transformation du mécontentement des classes ouvrière et paysanne en une claire volonté d'expropriation. »

La motion invitait finalement les ouvriers anarchistes à participer au mouvement des Conseils d'usine « en combattant toute tendance collaborationniste » et en faisant en sorte que tous les travailleurs de chaque usine, organisés ou non, participent à leur formation. »

La position de Mussolini, si l'on peut parler de positions chez ceux qui aiment à se définir comme « anti-doctrinaires, opposés aux préjugés, problémistes, dynamiques » (le lecteur remarquera que nos éminents national-communistes et ouvriéristes ont aujourd'hui le même langage), est résumée dans la déclaration bien connue : « J'accepte ce fameux contrôle des entreprises et même la gestion sociale coopérative, mais je demande que l'on ait la capacité technique de faire fonctionner les entreprises ; je demande que ces entreprises produisent davantage et, si cela m'est garanti par le personnel ouvrier et non plus patronal, je n'éprouverais aucune difficulté à dire que ce dernier doit être remplacé par le premier. » Voilà le précurseur de Staline, de De Gaulle et des « anti-fascistes » paradoxaux d'aujourd'hui !

## Le "concrétisme" anti-marxiste de l'ordinovisme

Contrairement aux dires de la mythologie opportuniste, le véritable « théoricien » des Conseils d'usine ne fut pas Antonio Gramsci, mais Angelo Tasca. Nous citerons deux passages essentiels de la motion que ce dernier présenta au Congrès de la Bourse du Travail de Turin (juin 1920) ; ils montreront clairement combien sa position était étrangère au marxisme et aux thèses de l'Internationale communiste. « Le "Conseil" est l'organe du pouvoir prolétarien sur le lieu de travail ; il tend à donner au salarié une conscience de producteur et donc à élever la lutte de classe du plan de la résistance à celui de la conquête. Cette transformation commence sur le lieu de travail, mais doit

» s'étendre à toute l'action syndicale. Pour cette raison, le " Conseil " est l'é-  
 » ment de la transformation de l'organisation par métier et par catégorie en  
 » organisation par industrie, qui ne représente pas seulement un changement  
 » de forme, mais un véritable changement d'action par lequel les organisations  
 » syndicales prennent position en faveur de la Révolution communiste et se  
 » préparent à devenir, après la victoire, les éléments constitutifs de la structure  
 » du nouveau régime ». « Le Congrès considère comme inopportune et contra-  
 » dictoire toute lutte pour la reconnaissance des Conseils d'usine, car leur tâche  
 » de contrôle n'a de signification que si elle revêt une portée politique. En fait,  
 » le contrôle de la production ne peut que déboucher sur la lutte pour l'élimi-  
 » nation de la classe des capitalistes, c'est-à-dire pour le renversement de l'Etat  
 » bourgeois et l'instauration de l'Etat communiste. Donc la lutte pour la  
 » reconnaissance intégrale des Conseils se fera, doit être faite, mais elle ne peut  
 » être autre chose que la révolution... Aucune conquête — il est de notre devoir  
 » de ne pas répandre des illusions ni de nous illusionner — ne peut être faite  
 » en prétendant arracher au capitaliste des " morceaux de pouvoir " ; le  
 » Conseil reçoit tout le pouvoir parce qu'il est l'expression de la volonté d'une  
 » masse consciente et non de la reconnaissance, impossible et absurde, du capi-  
 » taliste qui ne pourra se suicider. »

En fait, les thèses exposées par Tasca contrastaient avec les thèses origi-  
 nelles de l' " Ordino Nuovo ", qui plaçaient Conseils et syndicats sur deux plans  
 parallèles au lieu de subordonner ceux-ci à ceux-là. Tasca rectifiait les positions  
 de départ selon l'habitude du centrisme recherchant le « juste milieu », l'équi-  
 distance entre la gauche et la droite.

Pour mieux caractériser les Conseils d'usine, il suffit de rappeler ce qu'établit  
 le comité exécutif de l'usine Fiat-centre. Comme « sont devenues nécessaires des  
 » formes de gouvernement industriel démocratique, correspondant à la position  
 » historique qu'occupe aujourd'hui la classe ouvrière, le Conseil d'usine est la  
 » forme de gouvernement industriel démocratique. » Pour insister sur le chaos  
 et l'infatuation qui paralysaient le prolétariat italien, nous citerons un passage  
 d'un article de l' " Avanti ", édition de Turin, écrit à l'occasion de la décision  
 prise par la Bourse du Travail de Turin de lancer une grève générale provinciale  
 le 13 mars. Dans ce texte, on reconnaît facilement l'influence de l' " Ordine  
 Nuovo ", mais on constate également l'absence complète d'une perspective et  
 d'un programme adéquats au heurt de classe : « Prolétaire, tu n'étais rien, tu  
 » es quelque chose, tu deviendras tout ! Prolétaire, tu as ta propre loi, ton ordre  
 » propre, ton propre pouvoir ! Prolétaire, tu as ton propre gouvernement !  
 » Prolétaire, ton gouvernement, entièrement à toi, symbole de ta liberté, symbole  
 » de ton autonomie, est la Commission interne, le Comité exécutif du Conseil des  
 » commissaires d'ateliers ! Prolétaire, tu as ta place dans l'usine parce que tu  
 » fais partie d'un système représentatif, parce que tu es citoyen d'une nation,  
 » de ta nation, le monde du travail, l'usine ! Prolétaire, tu construis ta société,  
 » tu construis ton Etat, tu construis ton organisation historique dans laquelle  
 » tu pourras satisfaire tes besoins... »

Quelle différence entre cette position ordinoviste et les positions anarcho-  
 syndicalistes et maximalistes citées plus haut ? Aucune. Tout au plus en existe-  
 rait-il une avec celle de la direction du Parti socialiste qui souhaitait que les  
 Conseils d'usine se pénètrent des enseignements du Parti. Mais la direction  
 socialiste, en proie au maximalisme inconcluante qui, à l'automne 1919, avait  
 détourné une fois de plus la vague montante des masses vers la consultation  
 électorale, coincée entre l'action contre-révolutionnaire déclarée des castes

bureaucratiques de la Confédération Générale du Travail et les manœuvres du groupe parlementaire socialiste à la recherche de portefeuilles dans un ministère bourgeois, étouffait en réalité tout germe de lutte en le dispersant dans un réseau d'organisations d'usine privé d'orientation révolutionnaire.

## Sans le Parti, tout est perdu

La Gauche communiste était-elle contre les Conseils d'usine, contre l'occupation des entreprises, contre la grève générale, contre les Soviets ? Non ! Ses thèses, telles que nous les avons citées, prouvent bien qu'elle maîtrisait parfaitement l'orientation politique, le plan de bataille et l'organisation de toutes les formes de la lutte ouvrière, — et elle était la seule dans ce cas, au milieu de la confusion engendrée par la désagrégation du vieux parti socialiste et du régime lui-même. A tous les délires sur le « gouvernement industriel » ou le « pouvoir » dans l'usine, à tous les projets hybrides de construction d'une nouvelle société sur la base d'organisations corporatives ou d'entreprises, la Gauche opposa de manière dramatique la question historique vitale, celle du Parti politique de classe, du Parti communiste. Dans l'article plus haut cité, « la constitution des Conseils ouvriers », paru le 22 février dans le *Soviet*, organe de la Fraction communiste du P. S. I., la question du Parti n'est pas traitée seulement sous l'angle de ses rapports avec le Soviet, mais d'un point de vue général, dans ses rapports avec toute autre organisation prolétarienne :

Les Soviets, organes d'Etat du prolétariat victorieux, peuvent-ils être des organisations de lutte révolutionnaire du prolétariat lorsque le capitalisme domine encore l'Etat ? Oui, **mais dans ce sens limité qu'ils peuvent constituer, à un certain stade, le terrain adéquat à la lutte conduite par le Parti.** Au stade dont nous parlons, le Parti s'efforce d'établir ce terrain favorable, cet encadrement de forces. En sommes-nous arrivés aujourd'hui, en Italie, à ce stade de la lutte ? Nous pensons que nous en sommes très proches, mais qu'une étape doit encore être franchie auparavant. **Le Parti communiste qui devrait agir dans les Soviets n'existe pas encore.** Nous ne disons pas que les Soviets devront l'attendre pour apparaître : il peut se faire que les événements se présentent autrement. Mais dans ce cas, un grave péril menacera : l'immaturation du Parti permettra aux réformistes, aux complices de la bourgeoisie, aux saboteurs ou aux falsificateurs de la révolution, de s'emparer de ces organisations. **Nous pensons donc qu'il est beaucoup plus urgent en Italie d'avoir un véritable Parti communiste que de créer des Soviets...** La création en Italie d'un mouvement révolutionnaire sain et efficace ne sera jamais obtenue en mettant au premier plan de nouvelles organisations anticipant sur les formes à venir, comme les Conseils d'usine ou les Soviets, — de même, la tentative de sauver du réformisme l'esprit révolutionnaire en le transportant dans les syndicats considérés comme noyaux d'une société future, ne fut qu'une illusion. La sélection, nous ne l'obtiendrons pas grâce à une nouvelle recette, qui n'effrayerait personne, mais bien en abandonnant définitivement les vieilles « recettes », les méthodes pernicieuses et fatales. Pour des raisons bien connues, nous pensons que cette méthode que l'on doit abandonner pour obtenir que les non-communistes soient rejetés de nos rangs, est la méthode électorale, — et nous

ne voyons pas d'autre voie pour que naisse un Parti communiste digne d'adhérer à Moscou. Travaillons dans ce sens — en commençant... par élaborer une conscience, une culture politique chez les chefs, par le moyen d'une étude plus sérieuse des problèmes de la révolution — sans être distraits par les équivoques activités électorales parlementaires et minimalistes.

**Travaillons dans ce sens — c'est-à-dire faisons davantage de propagande pour la conquête du pouvoir, pour la conscience de ce que sera la révolution, la nature de ses organes, le mode d'action réel des Soviets — et nous aurons vraiment travaillé pour conquérir, par eux, la dictature révolutionnaire qui ouvrira la voie lumineuse du communisme.**

Mais les ordinovistes d'abord, en 1919, et les maximalistes ensuite, en 1921, restèrent sourds à cet appel, sans cesse lancé par la Gauche communiste, à chasser les anti-communistes du Parti socialiste pour le transformer en Parti communiste. Les uns et les autres se réfugièrent dans une argumentation prétendant qu'il ne fallait pas briser l'« unité » du parti socialiste et que la voie au communisme serait conquise par l'action dans les Conseils d'usine, les syndicats et même les Soviets qui, pourtant, appartenaient encore à un avenir fumeux. L'histoire, les faits dramatiques de ces années-là montrèrent que rien ne pouvait être sauvé des lubies ordinovistes et du manœuvrisme maximaliste. Le Parti communiste naquit comme l'avait souhaité et annoncé la Gauche : par le bistouri révolutionnaire opérant une sélection draconienne dans les rangs des socialistes non-communistes.

Dans les écrits des partisans des Conseils d'usine et des Soviets, on ne trouve jamais trace du parti politique, de l'exemple historique russe, des enseignements de la révolution d'Octobre. Au contraire, le Parti est mis hors l'histoire et s'il apparaît parfois, c'est au tout dernier rang, comme décoration culturelle, en tant qu'académie de doctes marxologues. Toutefois, ces concrétistes changeront de conception lorsque, toutes les organisations prolétariennes étant écrasées par les bandes fascistes et la trahison social-démocrate, ils se serviront du parti, maintenu contre vents et marées par l'héroïque ténacité de la Gauche, comme de l'ultime tremplin pour leur carrière personnelle de politiciens hors des frontières nationales, à l'intérieur desquelles ils reviendront vingt ans plus tard, mandatés par de riches et puissants patrons internationaux.

Le Parti était donc conçu comme un regroupement démocratique et parlementaire de type ouvrieriste, au sein duquel la constitution de majorités et de minorités aurait déterminé la formation du gouvernement et de l'opposition du Parti lui-même, l'un et l'autre « légitimes » et susceptibles de recouvrir toutes les tendances prolétariennes, des anarchistes aux réformistes, des syndicalistes aux maximalistes, des centristes à la gauche. Dans cette conception, le Parti n'est qu'une organisation génériquement ouvrière et socialiste ou communiste, selon la mode en vigueur, et son programme reflète l'esprit d'adaptation du Parti aux circonstances. Le Parti conçu comme un corps de principes et d'actions unitaires devient du même coup incompréhensible, quelque chose comme un cénacle de dévôts exclus de l'histoire, à la merci des circonstances objectives, sub-humain en quelque sorte... Pour les besoins de la cause, on inventera du reste un Lénine accommodant, tacticien, peu embarrassé de schémas fixes et de principes précis. Le « véritable » Parti communiste ? C'est celui qui réussit à surnager en toutes circonstances, bonnes ou mauvaises, parce qu'il est... communiste ! Au péché originel des chrétiens qui détermine dès sa naissance le destin de l'individu et de

l'espèce humaine, on opposera un « baptême communiste » qui rendrait l'organisation des prolétaires « baptisés » invulnérable aux pièges de l'ennemi, qui la doterait d'une volonté totale, indéterminée... du moins tant que de cuisantes défaites n'obligent pas à maudire publiquement la puissance de l'ennemi ou, plus souvent encore, la trahison des « amis ».

Ce n'est pas seulement le *Parti* qui est indispensable, ce n'est pas seulement le *Parti communiste*, mais le Parti communiste fondé sur le marxisme révolutionnaire. Voilà l'enseignement fondamental de la Gauche communiste renforcé par les dures « leçons de la contre-révolution » et dont l'expression politique se trouve dans les célèbres « Thèses de Rome » du second Congrès du Parti communiste d'Italie en 1922.

## Breve histoire des organisations de classe

Le prétendu « communiste » d'aujourd'hui cultive le « marxisme original » coupé de l'histoire passée et incapable de connaître son avenir. A cette attitude existentialiste, nous opposons les faits eux-mêmes, qui se sont chargés de confirmer tragiquement les prévisions précises de la Gauche communiste et de résoudre la doctrine et la pratique communistes révolutionnaires. Dans ce but, contre les arguments de l'immédiatisme, nous ferons une synthèse très brève de l'évolution des Conseils ouvriers et des Conseils d'usine.

### Les Commissions internes

En Italie, elles furent constituées à l'origine par des ouvriers jouissant de la confiance de leurs camarades et elles se chargeaient de transmettre à la direction de l'entreprise certaines revendications des travailleurs. Ce n'étaient pas des organisations stables puisqu'elles étaient désignées chaque fois que la nécessité de traiter avec le patron se présentait. Leurs compétences étaient limitées aux sanctions et aux licenciements prononcés par la direction, les syndicats s'occupant de leur côté des salaires et des horaires de travail.

La Commission interne fut reconnue pour la première fois en Italie lors de la signature du contrat triennal entre l'entreprise d'automobiles *Itala* de Turin et la FIOM (Fédération des Métaux), le 27 octobre 1906. Le texte prévoyait que tout conflit dérivant d'interprétations divergentes du contrat devait être résolu par un accord entre la C. I. et la direction. Le contrat établissait en outre que la C. I. devait compter cinq membres, sans préciser leur mode de désignation, et que leur charge devait durer aussi longtemps que le contrat. Par la suite, au fur et à mesure que des contrats de travail étaient signés dans d'autres entreprises, on procéda de plus ou moins bonne grâce à la reconnaissance des C. I.

Les anarchistes et les syndicalistes s'opposèrent aux C. I. qu'ils considéraient comme des organes de pacification sociale empêchant cette « gymnastique révolutionnaire » que constitueraient les grèves.

Durant la première guerre mondiale, le droit de grève fut supprimé à la suite de la mobilisation industrielle pour l'approvisionnement de l'armée, et les C. I. n'eurent plus que le droit de présenter les requêtes ouvrières à la direction et aux comités de mobilisation industrielle. Les positions prises à l'époque par les dirigeants de la Fédération des Métaux montrent suffisamment le caractère réformiste des C. I., qui n'en formeront pas moins plus tard la base des Conseils d'usine et des théorisations correspondantes de l'« Ordine nuovo ».

Au Congrès national de la Fédération des Métaux (FIOM), à Rome en novembre 1922, Bruno Buozzi, secrétaire général, déclarait : « La volonté que les orga-

» nisations affirment avec toujours plus de vigueur au fur et à mesure que leurs  
 » forces s'accroissent, de discuter, directement ou par l'intermédiaire des C. I.,  
 » de tout ce qui, dans les entreprises, concerne non seulement les salaires, mais  
 » la répartition du travail elle-même, tend à faire partager au personnel et aux  
 » industriels la direction technique de l'entreprise. » Et Emilio Colombino, secré-  
 » taire de la FIOM, précisait de son côté : « Pour conquérir les usines il faut que  
 » les ouvriers apprennent ce qu'est l'industrie, car il serait inutile de les conqué-  
 » rir pour les perdre ensuite faute de savoir les administrer. Il faut donc que  
 » progressivement nous prenions les meilleurs de nos camarades et que nous les  
 » mettions en contact avec les nécessités industrielles en leur faisant compren-  
 » dre quelles sont les difficultés et les moyens de les surmonter. Les commissions  
 » internes doivent être en contact avec les industriels, comprendre leurs malices  
 » et apprendre d'eux, car nous avons dans la tête beaucoup de théories et nous  
 » devons admettre qu'elles ne sont pas toujours infailibles. Il convient donc de  
 » persister dans la voie des C. I., qui sont si souvent taxées de trahison. Nous en  
 » sommes même arrivés à douter de leur utilité, car quinze jours après leur  
 » nomination, les ouvriers les envoient promener en accusant tous leurs membres  
 » de trahison... Nous insistons donc en faveur des C.I. Elles constituent le premier  
 » pas vers la conquête de l'entreprise... C'est la C.I. qui doit analyser l'évolution  
 » de l'industrie, la bien connaître, la contrôler, surveiller l'activité des industriels,  
 » pour défendre les intérêts de la collectivité ouvrière. Il faut savoir ce que  
 » coûte la production, ce que coûte la matière première, ce que coûte la produc-  
 » tion dans les pays d'origine, ce que cela coûte dans l'entreprise, quelle est la  
 » marge de bénéfice de l'industriel, quel est le salaire qui doit lui correspondre  
 » pour l'ouvrier. Voilà ce que nous demandons surtout, et pas tellement la parti-  
 » cipation proposée par les industriels, et nous le demandons pour créer les  
 » organisateurs de demain, les industriels ouvriers, ceux qui devront gérer les  
 » entreprises lorsque, comme nous le souhaitons, nous nous serons rendus maîtres  
 » du monde. »

Dans les premiers mois de 1919, la F.I.O.M. de Turin demande la reconnais-  
 sance des C.I. et le droit de nommer elle seule ses membres, contrairement à la  
 pratique habituelle qui falsait être les membres de la C.I. par l'ensemble du  
 personnel. Les patrons acceptèrent. La C.I. devint un organe syndical et les non-  
 organisés furent exclus de l'élection des commissaires.

### Les Conseils d'usine

En août 1919, la C. I. de la « FIAT-Centre » de Turin, entreprise employant  
 10.000 ouvriers, démissionne et une nouvelle C. I. est nommée. Celle-ci annonce  
 aux ouvriers qu'ils doivent être des commissaires d'atelier, lesquels devront à  
 leur tour choisir les membres de la C. I. Le commentaire de l'*Avanti !* est inté-  
 ressant : « La lutte de classe prend des formes nouvelles et complexes, qui ren-  
 » dent nécessaire la formation d'institutions ouvrières délicatement articulées,  
 » capables d'adhérer étroitement au processus de production industriel et de  
 » résoudre immédiatement les innombrables conflits qui naissent de la multipli-  
 » cité des spécialisations. »

L'*Ordine nuovo* commente cette apparition des premiers représentants d'ate-  
 lier dans une adresse aux commissaires élus de la FIAT : « Nous sommes arrivés  
 » au point où la classe laborieuse doit s'organiser de manière positive et adaptée  
 » au but à atteindre, si elle ne veut pas faillir à la tâche de reconstruction  
 » qu'elle a mission et volonté d'accomplir. Et s'il est vrai que la société nouvelle  
 » sera fondée sur le travail et la coordination des énergies des producteurs, les

» lieux de travail, où les producteurs agissent et vivent en commun, seront  
» demain les centres de l'organisme social et devront se substituer aux institu-  
» tions dirigeantes de la société actuelle. » *L'Ordine nuovo* poursuit en souhaitant que naissent dans les entreprises des écoles pour l'instruction technique professionnelle des ouvriers.

Quelques semaines plus tard, le Congrès de la Bourse du Travail de Turin votait un ordre du jour, sur la base des positions du centrisme maximaliste, majoritaire au Congrès de Bologne du P. S. I. en août 1919. Après avoir accepté la décision du Congrès de Bologne de « commencer l'œuvre d'initiation à la gestion prolétarienne », cet ordre du jour ajoute : « En vertu des principes » auxquels on doit se conformer pour la constitution des Conseils », le Congrès « déclare : a) les nouvelles organisations (instrument que la classe ouvrière se » forge pour conquérir tout le pouvoir social, en partant de l'usine pour investir » toutes les branches de production) doivent correspondre strictement au procès » de production et de distribution de la richesse sociale ; b) la masse de tous » les producteurs manuels et intellectuels doit trouver en elles une forme orga- » nique et devenir une armée disciplinée et consciente de son but et des moyens » propres à l'atteindre ; c) la création de ces nouvelles organisations ne tend » pas à retirer leur valeur et leur autorité aux organisations existantes du prolé- » tariat, de nature politique ou économique, mais à les compléter pour obtenir le » pouvoir maximum de tous les producteurs, en organisant tout le peuple dans » le système des conseils des travailleurs. Conformément à ces principes, le » Congrès approuve la constitution de la nouvelle organisation, en invitant les » principales organisations de classe du prolétariat italien à étendre, intensifier, » faciliter et coordonner, sur la base du programme communiste, le mouvement » pour la création de la République communiste ; il donne mandat aux futurs » représentants des organisations de Turin et de la province au Congrès confé- » déral de défendre la reconnaissance de la nouvelle organisation du Conseil des » producteurs, en invitant la C.G.T. à décider qu'au cours d'une semaine rouge » spéciale soit intensifiée la propagande pour l'extension des Conseils de produc- » teurs dans toutes les régions d'Italie. »

Les passages que nous venons de citer confirment bien ce que nous avons déjà dit, à savoir la confusion qui s'établissait entre Conseils d'usine et Conseils ouvriers ou Soviets ; on voit aussi que cette confusion caractérisait aussi bien le maximalisme que l'ordinovisme : pour eux, comme du reste pour les partis opportunistes d'aujourd'hui, toutes les organisations, économiques ou politiques du prolétariat se trouvent sur le même plan, si bien que le problème du pouvoir se réduit à les additionner. Dans ces textes, le Parti apparaît comme une organisation parmi d'autres et, en conséquence, chacune de ces organisations doit demeurer autonome et indépendante dans sa propre sphère d'activité. Marx et Lénine n'ont évidemment rien à voir avec ce sous-produit politique.

### **Le programme des commissaires d'usine**

Ces aberrations se retrouvent, mais considérablement accentuées, dans ce que l'on appelle le programme des commissaires d'usine ; dans leur « déclaration de principe » on lit : « 1) Les commissaires d'usine sont les seuls et véritables » représentants sociaux (économiques et politiques) de la classe prolétarienne » puisqu'ils sont élus au suffrage universel par tous les travailleurs sur leur lieu » même de travail ». Nous avons appris du marxisme révolutionnaire que le seul véritable représentant social, économique et politique de la classe prolétarienne est le Parti communiste, et que les organisations de lutte spécifiques, syndicats,

conseils, etc., en sont les organes d'action révolutionnaire. Nous avons appris que le Parti communiste est le seul et véritable représentant de la classe prolétarienne non parce qu'il serait choisi « au suffrage universel par tous les travailleurs sur leur lieu même de travail », mais parce qu'il est doté d'une « continuité d'action et de pensée » fondée sur le marxisme, parce qu'il est l'avant-garde consciente du prolétariat. Selon la définition ordioviste, le parti bolchevique n'aurait pas été le représentant conscient de toute la classe prolétarienne, puisque ses membres n'ont jamais été élus par tous les ouvriers et puisqu'il ne rassemble jamais, avant comme après la prise du pouvoir, tous les travailleurs, mais une partie d'entre eux seulement, une infime partie, celle qui, précisément, acceptait intégralement son programme.

Dans le texte du « Programme des Commissaires », on trouve plus loin une expression plus suggestive encore des thèses immédiatistes de ces faux marxistes : « Les directives du mouvement ouvrier doivent partir directement des » ouvriers organisés sur le lieu de travail et s'exprimer par l'intermédiaire des » commissaires d'usine », de telle sorte que « les Conseils... incarnent le pouvoir » de la classe ouvrière organisée par usines contre l'autorité patronale qui » s'exerce dans l'entreprise également ; du point de vue social, ils incarnent » l'action de tout le prolétariat solidaire dans la lutte pour la conquête du pouvoir public, pour la suppression de la propriété privée. » Plus loin encore, les rédacteurs se laissent aller à la démagogie la plus crasse : « L'assemblée de tous » des commissaires des entreprises turinoises affirme avec orgueil et certitude » que leur élection et la constitution du système des Conseils représente la première affirmation concrète de la Révolution communiste en Italie » !

La direction politique doit donc appartenir aux « ouvriers organisés sur les lieux de travail », comme l'affirmait déjà Bakounine contre Marx, ou les syndicalistes ou spontanéistes que critiquait sans pitié Lénine. Qu'il le veuille ou non, le Parti serait donc, comme le voulaient déjà les immédiatistes de la I<sup>re</sup> Internationale, une simple « boîte aux lettres », une machine à enregistrer les phénomènes sociologiques.

Dans les heurts violents qui se produisaient souvent au sein du Conseil général de la I<sup>re</sup> Internationale, revenait déjà continuellement la critique du parti politique au nom de la lutte contre le bureaucratisme : la direction du Parti, disait-on, se transforme en une oligarchie de prétoriens. Le danger du « fonctionnarisme » à l'intérieur du Parti n'est certes pas une hypothèse abstraite, mais on ne l'éloigne pas par un expédient d'organisation, un changement des principes et du programme, la découverte de recettes tactiques plus ou moins contradictoires et, à plus forte raison, en se contentant de maudire le bureaucratisme ! Par ailleurs, ce danger est le plus menaçant justement dans ces organisations de base qui, aux dires des ouvriéristes, devraient en être immunisées du seul fait qu'elles sont composées exclusivement d'ouvriers. Nous avons cité intentionnellement ce discours du dirigeant syndical de la F.I.O.M., Colombino, dans lequel il déclarait que les membres des C.I. étaient considérés par les ouvriers comme vendus au patron. C'est une bien vieille histoire, plus que séculaire : du sein des syndicats ouvriers ont souvent surgi les pires traîtres à la révolution communiste. Ce n'est sans doute pas un fait du hasard si, dans les organisations immédiates comme dans les groupes parlementaires des partis ouvriers, a toujours prévalu la politique de l'accommodement, de l'opportunisme et enfin de la trahison complète. Dans les organisations immédiates, le contact étroit et permanent de leurs dirigeants avec la « réalité » capitaliste les conduit

à surestimer le fait contingent et à lui sacrifier la longue et difficile préparation de l'assaut révolutionnaire au pouvoir bourgeois ; dans les groupes parlementaires, les députés socialistes ont trouvé dans l'ambiance corrompue de la démocratie représentative toutes les facilités d'intégration au mécanisme électoral et parlementaire, alors qu'ils auraient dû aller au Parlement pour le détruire ou au moins le dénoncer. Le syndicalisme révolutionnaire fut une réaction à la pratique réformiste des chefs ouvriers, mais il ne sut que tromper une fois de plus la classe ouvrière en lui fournissant des instruments et des formes de lutte révolutionnaire impuissants. Rien ne changea et le réformisme continua de pratiquer son obscène collusion avec le pouvoir d'Etat de l'ennemi de classe et avec le patronat.

Les Conseils d'usine eurent leur jour de gloire à l'automne 1920, lors de l'occupation des usines au cours de laquelle ils gèrent finalement quelques entreprises occupées par les ouvriers ; ce fut aussi leur chant du cygne.

### Les Conseils en Allemagne

On trouvait en Allemagne non seulement le Parti socialiste le plus puissant (le Parti Social-démocrate allemand - SDP), mais aussi la plus forte centrale syndicale nationale. Les fédérations syndicales internationales les plus puissantes (Bâtiment, Métallurgie, etc.) y avaient également leur siège. La Centrale syndicale allemande, tout comme le S.D.P., adhéra à l'« union sacrée » ; tous deux appuyèrent la participation à la guerre impérialiste, sous prétexte qu'il fallait défendre les « extraordinaires » conquêtes que le prolétariat avait faites à l'intérieur du Reich.

La loi sur le service auxiliaire du 31 décembre 1917 institua également les Commissions internes ou Conseils d'usine, organismes élus au suffrage universel et secret, et subventionnés par les directions d'entreprise qui prenaient à leur charge les heures de travail perdues par les commissaires d'usine. En novembre 1918, les syndicats signèrent un pacte d'« union du travail » avec le patronat pour permettre la reconstruction nationale, ouvrant ainsi la voie qui sera suivie partout par le syndicalisme « moderne » après la seconde guerre impérialiste. En avril 1919, sous la poussée de la grève générale, le gouvernement de Berlin accepte de reconnaître dans la Constitution l'existence des Conseils ouvriers et rédige ce même mois d'avril un projet dans lequel on dit entre autres : « Aux » Conseils ouvriers et aux Conseils d'administration peut être concédée la faculté » de contrôler et d'administrer dans les domaines de leur compétence. » En avril toujours, le Congrès des Conseils accepte un programme d'orientation corporatiste, dans lequel est prévue la « constitution d'une Chambre du travail pour la » désignation de laquelle seront autorisés à voter tous les Allemands qui possèdent le droit de vote. » (C'est tout simplement la « Constituante du Travail » chaleureusement souhaitée par les socialistes italiens, appréciée des immédiatistes et des fascistes tout à la fois... et que ces derniers réaliseront avec la Chambre des Corporations fascistes). En outre, le programme décide : « Chaque » métier élit un Conseil de production auquel les différentes catégories enverront » leurs conseillers. L'agriculture et les professions libérales élisent leur représentation. » Le projet prévoyait en outre la constitution de deux Chambres, la Chambre du Peuple et la Chambre du Travail, la première devant légiférer sur le plan politique et culturel, la seconde sur le plan administratif. On demandait la constitution de Conseils de production, au sein desquels les ouvriers seraient représentés par leurs Conseils et les Unions du travail, organes « d'entente entre les ligues d'entrepreneurs et les syndicats », créés dans le but de maintenir

l'équilibre dans les questions soulevées par les conditions de travail des différentes catégories. Le programme précisait ainsi le but à atteindre : « Les Conseils » de production sont les représentants de la production, assurée en commun par les ouvriers et les entrepreneurs. Les ouvriers y sont représentés par leurs Conseils. Le Conseil de production est le fondement de la socialisation. »

Ainsi, le fascisme trouvera toutes prêtes les formes d'organisation qu'il utilisera : l'opportunisme social-démocratique, pacifiste, anti-fasciste et contre-révolutionnaire comme de juste, lui aura préparé la voie.

La substance de ce projet fut sanctionnée par la loi du 4 février 1920, dans laquelle on énumérait les tâches principales des Conseils d'usine : « a) collaboration avec la direction de l'entreprise pour promouvoir l'efficacité de la production et l'introduction de nouvelles méthodes de travail ; b) promotion et maintien de la paix industrielle, grâce à l'intervention rapide des bureaux de conciliation ou d'autres moyens apte à régler rapidement les conflits. »

D'autre part, l'assemblée des Conseils de Berlin, tenue le 26 juin 1919 avec cette fois-ci une majorité de communistes et d'indépendants de gauche, approuvait un programme dans lequel les fonctions politiques des Conseils trouvaient un certain écho, mais qui avait la grave faiblesse de considérer la conquête du pouvoir politique comme la manifestation d'une volonté exprimée démocratiquement par le peuple laborieux, et non comme un processus dirigé par le Parti politique de la classe ouvrière. Ainsi se manifestait la faiblesse politique des Spartakistes et les fluctuations propres aux centristes, qui empêchèrent que se constitue à temps en Allemagne un Parti communiste homogène. Toutefois, malgré ces défauts, ce programme n'exprime aucune tendance pacifiste ou corporatiste et s'oppose donc nettement au programme gouvernemental comme au programme syndical, c'est-à-dire social-démocrate.

Le gouvernement social-démocrate (un gouvernement « de gauche » dirait-on aujourd'hui !) transformait donc en organes d'Etat ces Conseils qui, prétendaient-on, auraient dû constituer le « gouvernement industriel ouvrier », le « pouvoir » prolétarien sur les moyens de production. Les « prophéties » de la Gauche communiste se réalisaient ponctuellement. L'Etat capitaliste s'emparait même des syndicats. Sans la direction du parti politique prolétarien, toutes les organisations de classe perdent leur capacité de lutte révolutionnaire, se refusent à la lutte de classe et sont même finalement utilisées par la classe adverse.

Cinquante ans plus tard, le capitalisme s'emploie à utiliser les mêmes armes, aidé par les directions syndicales et les partis sociaux-démocrates d'aujourd'hui, c'est-à-dire les ex-partis socialistes et communistes, et le prolétariat ne semble pas avoir encore compris la leçon.

### **Les Conseils dans les autres pays**

Les 4 et 5 mai 1919 se réunirent à Vienne les délégués des Conseils ouvriers dirigés par les communistes et ils formulèrent une déclaration qui fait honneur au prolétariat révolutionnaire autrichien. Citons son passage essentiel : « L'Assemblée nationale, le Landtag et le Conseil municipal sont des organes de la société bourgeoise. Le prolétariat sait que, majoritaire ou minoritaire, il ne pourra jamais réaliser sa pleine émancipation politique et économique en utilisant les organisations démocratiques-bourgeoises. L'histoire des luttes de classe nous enseigne qu'une classe dominante n'a jamais renoncé au pouvoir sur le vote d'un Parlement ou spontanément. Au contraire, la bourgeoisie a démontré

» jusqu'ici qu'elle savait défendre ses propres intérêts en employant tous les  
» moyens du pouvoir et de la violence. »

La déclaration établissait enfin qu'il fallait remplacer les organes bourgeois par des organes purement prolétariens. Dix jours plus tard, le 15 mai 1919, était promulguée une loi instituant les Conseils d'usine, sur la base du projet social-démocrate en tous points semblables à celui de la social-démocratie allemande.

Le quotidien socialiste *Arbeiter Zeitung* commentait ainsi cet événement historique : « La loi sur les Conseils d'usine a créé un nouveau droit ouvrier ;  
» elle reconnaît l'organisation des représentants des ouvriers dans les entreprises  
» comme une institution légale, et lui accorde des droits bien définis. L'absolu-  
» tisme du patron est détruit... La loi qui reconnaît aux conseillers d'entreprise  
» le droit de conférer mensuellement avec le patron sur la gestion de l'entre-  
» prise, et admet les ouvriers conseillers d'entreprise au Conseil d'administration  
» des sociétés par actions, offre aux ouvriers la possibilité de se doter progressi-  
» vement par l'expérience d'utiles notions techniques et administratives, qui les  
» rendront aptes à assumer plus tard la direction de l'entreprise. Le capitaliste  
» ne pourra disparaître de l'usine que lorsque les ouvriers imposeront qu'un  
» groupe de leurs représentants, possédant le savoir et les aptitudes requis,  
» assument eux-mêmes la direction de l'entreprise. Voilà le but de l'institution  
» des Conseils d'entreprise. »

Pour compléter ces affirmations... ordinovistes, nous citerons un passage de deux articles écrits par E. Adler et publiés en mars et avril 1927 dans la « Revue International du Travail » : « ...l'espoir des travailleurs de voir les Conseils  
» devenir un instrument de socialisation économique ne s'est pas réalisé. Des  
» deux fonctions fondamentales que leur attribuait la loi : la défense des inté-  
» rêts des travailleurs et la participation à la direction des entreprises. la  
» seconde est restée lettre morte ou à peu près. Les événements ont montré que  
» les Conseils d'entreprise ne s'en occupaient pas ou même qu'ils n'étaient pas  
» en mesure de le faire, mais qu'au contraire ils s'étaient consacré avec plus  
» d'ardeur à la première tâche, qu'ils l'avaient remplie avec un plus grand  
» succès et que, même ainsi limitée, leur fonction dans l'économie capitaliste  
» demeurait d'une grande importance. Par ailleurs, la terreur, alors ressentie  
» par le patronat, que l'institution des Conseils d'entreprise ait un effet révolu-  
» tionnaire parmi les salariés et les maintienne dans un état d'agitation perpé-  
» tuelle défavorable à la bonne harmonie entre les employeurs et les travailleurs  
» et au bon fonctionnement des établissements, s'est trouvée parfaitement  
» vaine. Au contraire, il est apparu de plus en plus clairement que l'existence  
» dans les grandes entreprises d'un organe intermédiaire entre la direction et  
» les salariés était indispensable ; que précisément en temps de crise les Conseils  
» avaient sur les masses une action clarificatrice et modératrice et que, s'il  
» devenait nécessaire d'adopter des mesures défavorables aux travailleurs, ceux-ci  
» les acceptaient mieux lorsque ces mesures leur étaient annoncées et expliquées  
» par les Conseils d'entreprise qui les avaient discutées avec la direction et  
» avaient fait tout leur possible pour en atténuer la rigueur. »

Ces trois citations représentent bien respectivement les intentions généreuses des communistes autrichiens, la démagogie social-démocratique centriste, l'opportunisme déclaré, collaborationniste et pacifiste.

An Angleterre, les Conseils d'usine naquirent comme des organes de collaboration, suivant les « recommandations » faites au capitalisme britannique par

La Commission Whitley, qui publia cinq rapports (8 mars 1917 : « Rapport provisoire sur les Conseils industriels mixtes » ; 18 octobre 1917 : « Second rapport sur les Conseils industriels mixtes » et « Rapport supplémentaire sur les Conseils d'usine » ; 31 janvier 1918 : « Rapport sur la conciliation et l'arbitrage » ; 31 juillet 1918 : « Rapport final »). Le document de base est le premier rapport, dont tous les autres découlent, et il suffit d'en citer les premières lignes pour en avoir une idée exacte : « Nous recommandons au gouvernement de Sa Majesté » de proposer sans délai aux différentes associations ouvrières et patronales la » création, là où ils n'existent pas, de Conseils industriels mixtes, composés de » représentants des travailleurs et des employeurs, en tenant compte des diffé- » rentes catégories de l'industrie intéressée et des différentes classes de travail- » leurs qu'elle emploie. » Le document énumère ensuite les fonctions que » devraient remplir les « Conseils mixtes » et qui vont de « la manière d'obtenir » une meilleure utilisation des connaissances pratiques et de l'expérience des » ouvriers » aux « moyens d'assurer aux travailleurs la plus grande sécurité » possible d'emploi et de salaire sans apporter de restrictions illégitimes à leur » droit de changer de patron ou de métier », des « moyens d'assurer aux travail- » leurs une plus large participation à la réglementation des conditions de tra- » vail et de leur donner une responsabilité plus étendue pour tout ce qui concerne » l'observation de ces règlements », à la « détermination des principes généraux » qui règlent les conditions de travail, y compris les méthodes de fixation, de » paiement et de révision des salaires ». Il est inutile de dire que ces Joint Councils furent bien accueillis par les Trade Unions qui y envoyèrent leurs représentants. Aux côtés de ces organismes, se formèrent d'autres Conseils pour chaque branche d'industrie, ainsi que des tribunaux industriels d'arbitrage ayant pour tâche de régler les conflits syndicaux. En 1942, les Trade Unions ont publié une brochure dans laquelle il est dit que l'attitude de l'ouvrier à l'égard de l'entreprise doit être « de franche et vive coopération, et non de discorde interne », et qu'une telle attitude doit justement s'exprimer dans les Whitley Councils.

Le rapport Whitley recommandait enfin que les Workshop Committees ou Conseils d'usine ne traitent que des problèmes quotidiens des travailleurs dans l'entreprise et que, pour en assurer leur succès, les industriels s'abstiennent de les utiliser contre l'organisation ouvrière. Un jugement très significatif est celui qu'exprime un des fameux époux Webb, pères que sociaux-démocrates, à la plume desquels on doit ce panégyrique du stalinisme que les faux communistes actuels citent comme un exemple d'historiographie socialiste : « Tant que le Workshop » comittee, commente Sidney Webb, ne sera pas représentatif des sentiments et » des aspirations de chaque partie de l'entreprise, il ne pourra fonctionner effi- » cacement. Il ne pourra pas mieux fonctionner si l'on veut s'en servir pour » barrer la route aux organisations ouvrières, pour s'opposer à elles, ou si on lui » assigne des fonctions qui reviennent à tourner les accords locaux ou nationaux » conclus entre les associations patronales et les organisations ouvrières ». Et il conclut : « Un « manager » qui connaît son affaire considérera comme une » grave erreur le fait d'introduire des innovations dans ces domaines (hygiène, » horaires, salaires, etc...) sans en avoir auparavant expliqué la portée au » Workshop committee, en sollicitant et en prenant en considération son avis. Il » peut sembler à première vue que cela entraîne pertes de temps et désagrè- » ments pour la direction d'un système autocratique de gouvernement de l'usine. » En réalité pourtant, comme le prouve l'expérience, ces conversations commu- » nes finissent invariablement, en fin de compte, par épargner à la direction du » temps, des ennuis, et souvent aussi des frais non négligeables. Mais, ce qui est

- » plus important encore, ces consultations réciproques, qui souvent apportent un
- » perfectionnement réel des propositions faites, assurent à celles-ci l'adhésion
- » consciente de l'ensemble de l'établissement, sans laquelle il est impossible
- » d'atteindre la plus haute efficacité productive »

Contre les Comités « mixtes » et les Comités d'entreprise, les uns et les autres explicitement collaborationnistes, se dressèrent les commissaires d'atelier ou Shops stewards, représentants dans l'usine des Trade Unions et donc subordonnés à la politique de pacifisme social des syndicats anglais. Durant le premier conflit mondial en particulier, les Trade Unions signèrent un accord avec le gouvernement capitaliste d'Angleterre en vue de prévenir les conflits sociaux dans les entreprises et pour collaborer avec les directions patronales. L'organisation des Shops stewards naquit aussi de la nécessité d'encadrer des ouvriers non qualifiés qui affluaient nombreux dans l'industrie durant le conflit : les Trade Unions, traditionnellement, n'organisaient que les travailleurs qualifiés. Ce furent précisément ces masses non qualifiées qui apportèrent un esprit de lutte contre la cherté de la vie, les conditions de travail, etc..., qui reçut le baptême du feu dans la première grève sauvage de l'histoire des Trade Unions, celle des mécaniciens de la Clyde, dirigée par les shops stewards malgré le refus des syndicats.

La structure d'organisation des commissaires d'atelier est fondée exclusivement sur l'usine et n'a pas une implantation nationale. Par contre, les commissaires sont élus par tous les ouvriers d'un atelier, sans tenir compte du syndicat de métier à laquelle ils appartiennent, et ils sont en quelque sorte les exécuteurs de la volonté de l'assemblée d'atelier. Toutefois, nés spontanéistes, les shops stewards n'ont jamais constitué, malgré leur anti-réformisme, un véritable mouvement.

## Les enseignements d'Octobre

Ce qui précède nous a appris que l'élément déterminant de la lutte de classe, dans ses formes élémentaires de lutte pour la défense du salaire contre la dictature économique du capitalisme comme dans ses formes supérieures de combat violent des masses ouvrières contre la structure économique et, dans certains cas, politique du capitalisme, ne peut être une organisation de lutte particulière, comme les Conseils d'usine, les syndicats, les comités de contrôle et autres choses semblables. Nous avons appris de plus que ces organes, bien que nés directement au feu de la lutte, s'y sont aussi consumés en l'absence d'une direction du parti politique de la classe ouvrière. Par voie de conséquence, la bourgeoisie a compris, en général, que ces organes n'étaient pas incompatibles avec sa domination de classe sur la société ; elle les a maîtrisés en les adaptant aux exigences variées, mais substantiellement identiques, de la défense de son pouvoir politique. Intentionnellement, nous avons utilisé des citations et la chronologie historique, pour montrer au lecteur que les positions de la Gauche communiste, qui apparaissent comme si « abstraites » aux immédiatistes amateurs de concret, sont en réalité fondées sur les faits. Il est toutefois indispensable d'en appeler à l'indiscutable autorité de la révolution russe, maintenant que les enseignements de la contre-révolution nous ont montré dialectiquement la primauté du parti.

Pour couper court à toutes les subtilités chères aux hommes « pratiques », nous pourrions répondre à toutes les questions soulevées par cette simple constatation : l'artisan de la révolution bolchevique en Russie a été le Parti communiste. L'autorité indiscutée du parti sur l'action des masses a pris la forme sovié-

tique : non seulement les communistes, les conditions objectives étant remplies, étaient matériellement prêts à la conquête du pouvoir, mais les couches déterminantes de la classe ouvrière influencées par la direction politique du parti l'étaient aussi. En Russie, les Soviets ont surgi à la veille des deux révolutions, celle de 1905 et celle de 1917. Les bolcheviks ne les ont dirigés qu'à la veille de l'insurrection victorieuse, après y avoir été très nettement minoritaires. Jusque là, les Soviets étaient dirigés par l'opportunisme social-révolutionnaire : la lutte politique n'avait pas encore investi toute la classe et la décomposition du régime bourgeois n'était pas encore parvenue à son terme.

Les choses se passèrent de façon différente dans les syndicats et les Conseils d'usine. Les syndicats qui, à la veille de la révolution de février comptaient à peine 1500 adhérents, organisèrent en très peu de temps, après la chute du tsar, trois millions et demi d'ouvriers. Les Conseils d'usine se développèrent en même temps. John Reed raconte que les premiers Conseils d'usine se formèrent dans les entreprises d'Etat qui, abandonnées par leurs dirigeants au début de la révolution de février, furent remises en marche par les ouvriers organisés en Conseils d'entreprise. Rapidement, les commissions ouvrières s'étendirent à tous les établissements d'Etat, puis aux établissements privés travaillant pour le gouvernement. A Pétrograd d'abord, dans les principales villes de Russie ensuite, des Conseils d'usine s'organisèrent et ils tinrent leur premier congrès peu avant octobre. Dans cette période, de février à octobre, les Conseils d'usine développèrent une activité formidable, non seulement pour la défense des conditions de vie des ouvriers, mais de plus en plus pour gérer les entreprises sabotées, fermées par les patrons. Sur la lancée de la lutte révolutionnaire, le pouvoir soviétique commençait à s'opposer au pouvoir du gouvernement bourgeois. En juin, au Congrès des Conseil d'usine tenu à Pétrograd, un conflit d'orientation politique se fait jour avec le Congrès des syndicats qui se tient en même temps. Les Conseils soutiennent que les syndicats ne doivent observer aucune trêve dans la lutte anti-capitaliste et accusent les chefs menchéviks et socialistes-révolutionnaires de collaboration avec les patrons et le gouvernement Kérénsky. Lorsqu'il fut clair que la grève était une arme insuffisante et avait même des effets négatifs dans certains cas, les syndicats furent contraints d'aborder la question essentielle, celle du pouvoir. Les positions bolcheviques se frayèrent leur voie dans les syndicats et dans les Conseils d'usine, qui fournirent les cadres de la lutte révolutionnaire au parti.

Après la victoire d'Octobre, syndicats et Conseils d'usine remplirent une tâche importante dans la reconstruction et la transformation économique. Mais des tendances corporatives se manifestèrent, dans les Conseils d'usine surtout. Les ouvriers de certaines usines croyaient que la révolution leur avait remis le pouvoir direct dans l'entreprise et qu'ils pouvaient donc disposer librement des moyens de production et des produits. On vint à bout de cette tendance typiquement anarchiste par une centralisation poussée de l'économie. Au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti, en avril 1920, qui approuva le projet de militarisation de l'économie, Trotsky déclara : « Chaque ouvrier doit devenir un soldat du travail qui ne peut disposer librement de lui-même. Si ordre lui est donné de changer d'emploi, il doit obéir. S'il désobéit, il est considéré comme déserteur et puni. » L'ouvrier doit apprendre à se soumettre aux nécessités d'un plan économique unique. Toute la tâche du système soviétique consiste à faire en sorte que la contrainte soit exercée sur l'ouvrier de l'intérieur et non de l'extérieur. » La lutte contre l'« habitude », c'était la lutte pour le renforcement du pouvoir dictatorial du prolétariat, qui n'hésitait pas à extirper la mentalité ouvrière formée par l'éducation pratique bourgeoise.

Les petits-bourgeois d'hier comme d'aujourd'hui se scandalisent des formulations draconiennes du gouvernement bolchevique qui considérait l'adhésion au syndicat « comme une obligation d'Etat pour tous les ouvriers », la grève ou tout acte de sabotage comme un délit contre le pouvoir soviétique. Le petit-bourgeois ne comprendra jamais, en effet, qu'en régime capitaliste le mot d'ordre est de saboter l'économie et de détruire l'Etat, alors qu'en régime socialiste il est de remplir ses obligations productives et de défendre jusqu'à la mort le pouvoir prolétarien. De même, l'opportuniste ou le travailleur embourgeoisé ne parvient pas à comprendre que les communistes exigent la reconnaissance des fractions dans les syndicats et les organisations ouvrières tant que leur direction n'est pas passée entre leurs mains. Ne pas agir ainsi, c'est reconnaître que les ennemis de la classe ouvrière ont le droit de s'organiser librement et d'influencer les organisations ouvrières par l'intermédiaire de leurs agents petits-bourgeois et opportunistes. C'est là le sens de la position exclusive qu'adoptent les communistes à l'égard de l'Etat prolétarien et, à plus forte raison, des syndicats, des Conseils d'usine, des Soviets et de toutes les organisations dont la révolution se dotera.

## **La suggestion des formes d'organisation**

Le Soviet russe apparaissait aux partis occidentaux comme un moyen magique ; toutefois, les conditions historiques pour leur transplantation n'existant pas autour d'eux, ils se contentèrent de ses pâles ersatz : les Conseils d'usine et les commissaires d'atelier. Le même sort fut réservé plus tard à l'organisation du Parti lui-même : les mêmes dévôts de la mode du moment, prétendant suivre le modèle russe, transformèrent l'organisation en sections territoriales du Parti en une organisation fondée sur les cellules d'usine, introduisant du même coup dans le Parti la division corporative du syndicat alors que la section territoriale regroupait des militants provenant de tous les horizons professionnels et même sociaux, qui pouvaient ainsi acquérir une vision générale des problèmes sans surestimer les questions « privées » de catégorie, métier ou usine. Les groupes communistes d'usine traditionnels, qui avaient prouvé quels irremplaçables instruments politiques ils étaient sous la dépendance directe du Parti, se transformèrent en cellules d'entreprise et constituèrent donc la base du Parti et non plus des organes qui lui étaient subordonnés. Il est indiscutable, par ailleurs, qu'en pratique ces cellules n'influaient pas les décisions du Parti, mais se trouvaient au contraire entièrement soumises à cette fausse hiérarchie fondée sur le centralisme démocratique de marque stalinienne. Toutefois, on doit se garder d'attribuer même ce dernier trait négatif au simple changement de forme d'organisation pris en lui-même : la chose importante est au contraire que le nouveau type d'organisation exprimait une déviation programmatique. On connaît la lutte de la Gauche communiste contre le centre et la droite sur cette question, aussi bien à l'intérieur du Parti communiste d'Italie que dans l'Internationale communiste (1). La Gauche communiste dénonçait dans cette « bolchevisation » le moyen de briser la saine organisation du Parti, de désorienter la classe ouvrière en insinuant que l'avance ou le recul de la révolution communiste dépendaient de l'adoption de formes d'organisation déterminées et non de l'orientation programmatique correcte du Parti.

Mille exemples pourraient être cités pour illustrer cette fascination exercée, même sur les masses prolétariennes, par le type d'organisation, fascination aussi fatale peut-être que celle qu'exerce le grand homme, le héros et que le marxisme relègue également au musée du romantisme révolutionnaire, aux côtés de la

barricade des révolutions populaires. Cela ne signifie bien entendu pas que l'organisation doive être abolie (thèse anarchiste), mais que les formes d'organisation doivent naître du processus réel, en fonction des intérêts généraux de la classe. Le Parti n'invente pas de formes d'organisation, il les modèle avec son programme historique pour les rendre aptes à remplir les fonctions de la lutte révolutionnaire. En conséquence, le Parti ne peut en aucun cas se soumettre à des constructions formelles *a priori* auxquelles se réduirait son programme. c'est-à-dire en définitive son action historique et politique.

Il existe donc, en ce sens, une hiérarchie des formes d'organisation, comme nous l'avons déjà vu ; le Parti vient en tête, puis le Soviet, enfin le Syndicat. Nous avons déjà analysé les déviations qui consistent à combiner diversement ces formes d'organisation. Il reste à voir maintenant comment cette hiérarchie se constitue, la primauté du Parti, sur laquelle nous avons dit l'essentiel, restant une thèse fondamentale et indiscutable.

## Hiérarchie fonctionnelle

Les communistes révolutionnaires sont les seuls à affirmer cette primauté du parti politique. Pour tous les autres, stalinistes et maoïstes compris, le Parti vient après l'Etat. Or, même si l'on préconise la forme soviétiste de l'Etat et la nécessité du Parti, cela équivaut à détruire la construction marxiste. Comme on sait, Staline poussa cette position jusqu'à ses conséquences extrêmes puisqu'il présenta la solution révolutionnaire comme le produit d'une modification des rapports entre l'Etat soviétique et les autres Etats, les intérêts de la révolution mondiale du prolétariat devant de ce fait être nécessairement subordonnés à ceux de l'Etat russe. C'était et c'est toujours le contraire qui est vrai. Les intérêts de l'Etat russe ou de tout autre Etat prolétarien doivent être soumis à ceux de la révolution communiste internationale. Aujourd'hui, en fait, le problème ne se pose plus dans la mesure où il n'existe aucun Etat prolétarien, mais la leçon demeure pour l'avenir. Du point de vue du pouvoir politique, la question se pose donc en ces termes : le pouvoir politique est dirigé par le Parti communiste, seul représentant de la classe ouvrière. Lorsqu'au contraire le Parti se dissout, comme ce fut le cas en Chine lors de l'adhésion du P. C. C. au Kuomintang ; lorsqu'il s'aligne, comme dans le cas du front unique politique, sur d'autres partis « ouvriers » sous prétexte d'agrandir les forces anti-capitalistes ; lorsque cela se produit, le Parti ne se subordonne pas le pouvoir politique, il ne le conquiert pas et ne tend même pas à le conquérir : le pouvoir politique reste aux mains de l'ennemi et c'est le Parti qui se disloque.

Une fraction du Parti bolchevique lui-même pensait, et proposa effectivement après Octobre, qu'une fois le pouvoir conquis par le renversement violent de l'Etat bourgeois, le Parti devait céder le gouvernement de l'Etat prolétarien aux Soviets et se retirer en bon ordre. En apparence, la contre-révolution stalinienne a réalisé cette vision soviétiste en subordonnant le Parti, c'est-à-dire la classe ouvrière, à l'Etat formellement soviétique. Mais l'Etat qui se soumet le prolétariat est l'Etat du Capital, quels que soient les noms et les formules qu'il emploie.

On ne comprit pas ou l'on ne voulut pas comprendre que les lois du mécanisme étatique sont différentes de celles du Parti ou des autres organisations. Le mot d'ordre du front unique politique était erroné pour la même raison puisqu'il voulait rassembler en un même faisceau des forces en réalité profondément

divergentes ; à première vue, toutefois, cette alliance avec les partis social-démocrates ne semblait pas contredire aux principes et aux intérêts de la lutte révolutionnaire ; aussi alla-t-on jusqu'à parler d'un front unique militaire... tout en taxant de « syndicalisme » la Gauche communiste d'Italie qui réalisait au contraire le front unique dans le seul domaine de la lutte syndicale et de la défense économique. La conséquence irrémédiable de tout cela fut que, tandis que l'on proclamait sur le mode déclamatoire la priorité du Parti sur les autres organisations ouvrières, on agissait d'une manière qui rabaisait le Parti au niveau d'un parti ouvrier parmi d'autres, luttant pour les mêmes objectifs, et abandonnant la stricte hiérarchie des fonctions qui inspire la classification marxiste. Front unique, syndicats, conseils d'usine, conseils ouvriers ou Soviets peuvent être conquis et manœuvrés par l'adversaire, — et c'est bien ce qui s'est produit ; le Parti lui-même, considéré comme un ensemble de militants organisés, peut fort bien passer à l'ennemi (et là encore c'est ce qui s'est effectivement produit) après avoir abandonné son programme communiste. Mais le Parti qui ne s'est pas laissé écarter des principes ne pourra *jamais* passer dans le camp de l'adversaire de classe et demeurera sur le front de la bataille révolutionnaire, prêt dès sa reprise à reprendre la direction de la lutte de classe. Le Parti, alors, se trouve au premier rang, non pas en vertu de quelque fétichisme de la forme parti, mais du fait des fonctions que peut seul remplir un organisme doté d'un programme et de principes orientés vers un but clairement et scientifiquement défini.

L'ordre d'importance des organisations prolétariennes ne demeure pas toujours le même. Avant l'apparition des Soviets, cet ordre était : Parti, syndicat, coopératives. Aujourd'hui, les Soviets n'existent pas, les conditions révolutionnaires qui pourraient en déterminer l'apparition faisant défaut. La série se réduit donc à Parti, puis syndicats, les coopératives étant désormais complètement insérées dans le marché capitaliste.

## Les enseignements de la Gauche communiste

Le Conseil d'usine ou tout autre organe basé sur l'entreprise, bien qu'il organise toujours exclusivement des ouvriers, est un organe périphérique ou si l'on veut un organe d'exécution de décisions prises hors de l'entreprise, et c'est pourquoi ni les thèses de l'Internationale ni celles de la Gauche communiste n'en tenaient compte dans leur classification des fonctions de la lutte révolutionnaire. L'usine est la cellule de l'économie capitaliste ; elle n'est pas celle du pouvoir prolétarien, pas plus du reste que celle du pouvoir capitaliste. Cela ne signifie pas, bien entendu, que la direction de l'entreprise puisse renoncer volontairement à ses fonctions de gérant du mécanisme producteur de plus-value, mais tout ce qui précède montre que la direction de l'entreprise et même de l'ensemble des entreprises pourrait passer dans les mains des syndicats ou des conseils d'usine et donc disparaître la figure sociale du patron et de la direction d'entreprise, sans que soient fondamentalement changées les conditions de la production, c'est-à-dire la forme de capital des moyens de production et des produits, le travail salarié, la forme monétaire de l'échange des produits-marchandises. Par ailleurs, l'entreprise est un compartiment fermé qui étouffe toute vision générale des conditions sociales et politiques, et nous avons vu que le parti lui-même s'étouffe lorsqu'il se hasarde à y transférer ses organisations de base, comme cela se produisit lors de la « bolchevisation ».

Ce problème revêt une grande importance dans cette période d'exubérance de « groupuscules » exhumant de l'arsenal petit-bourgeois, anarchisant et idéaliste maintes formules anciennes et faillies. Remises au goût du jour, elles tendent à confier aux Conseils d'usine, diversement nommés et définis, la reprise de la lutte de classe révolutionnaire et, dans certains cas, on voudrait même faire dépendre la reconstitution du Parti politique du mouvement de ces conseils ou comités d'entreprise. Face à l'orgie réformiste dans laquelle partis et directions syndicales s'enfoncent inexorablement, on s'imagine faire tourner dans le sens révolutionnaire la roue de la lutte de classe en abandonnant définitivement les formes d'organisation parti et syndicat, considérées désormais comme « corrompues » ou, comme l'on préfère dire aujourd'hui, « intégrées » dans le « système ». On retrouve là les vieilles erreurs des syndicalistes-révolutionnaires qui, dans certains pays, formèrent des syndicats « purs » avec pour seul effet d'isoler les ouvriers dégoûtés du réformisme des bonzes syndicaux, en affaiblissant le front révolutionnaire luttant pour arracher la grande masse à l'influence de ces mêmes bonzes.

La voie de la reprise révolutionnaire se trouve dans la direction exactement opposée à celle que proposent ces mots d'ordre immédiatistes : le programme politique du Parti communiste révolutionnaire doit s'implanter sur la base des luttes ouvrières menées pour la défense des conditions immédiates de vie et de travail. La restauration doctrinale menée de pair avec l'introduction du programme communiste dans la classe ouvrière, en est la condition essentielle. Ces deux fonctions impliquent la lutte, et plus précisément la lutte théorique contre les adversaires des principes du marxisme révolutionnaire et la lutte politique contre toutes les formations politiques opportunistes et bourgeoises, et l'Etat. Le Parti doit créer ses organes dans les usines, sur les lieux de travail : les groupes communistes ; il doit les organiser dans les syndicats de classe. La tâche de ces groupes qui, répétons-le, sont subordonnés au parti organisé quant à lui en dehors de l'entreprise, est d'influencer les prolétaires et d'en diriger les organisations de classe, c'est-à-dire de regrouper le maximum de forces prolétariennes dans les syndicats pour en conquérir la direction.

Il va de soi que lorsque des organisations de lutte immédiate, tant économique que politique, surgiront à nouveau, le Parti ne restera pas indifférent à leur égard et sabotera moins encore leur formation. Au contraire, il s'efforcera d'en prendre la tête. Mais si nous devons faire dépendre la reconstruction du Parti de la naissance de ces organisations d'entreprise, nous commettrions à notre tour l'erreur des « ordinovistes », avec l'aggravante que depuis l'histoire a tranché en montrant qu'il s'agissait bien d'une *erreur*. Aussi le noyau du Parti a-t-il été reconstitué, sur la base du marxisme révolutionnaire sans attendre cette hypothétique apparition d'organisations d'entreprise.

L'histoire procède de manière complexe et contradictoire et nous ne pouvons certes pas, aujourd'hui, l'orienter selon notre volonté de militants de la révolution. Mais cela ne signifie pas que nous devons soumettre notre programme historique, notre programme de lutte à l'« occasion », au cas « spécial », à la « situation particulière ». Une des caractéristiques qui nous distinguent de tous les autres est que le Parti sait où il va et comment il y va, en ce sens qu'il sait dès maintenant comment affronter les difficultés et les problèmes qui viendront inmanquablement entraver la marche en avant de la révolution communiste. Cette connaissance lui vient de la sûre possession de la doctrine communiste, de l'orientation correcte qu'il a toujours suivi sans se laisser distraire par le fait immédiat d'un présent misérable et contre-révolutionnaire.

L' « opinion » des masses dans une période contre-révolutionnaire comme celle que nous vivons depuis près d'un demi-siècle est toujours viciée par la pénétration de l'idéologie ennemie relayée par les faux partis ouvriers et les dirigeants officiels des syndicats. Mais, selon les « nouvelles » formules ouvriéristes, nous devrions malgré tout confier la reprise de classe, qui suppose l'existence d'un fort parti communiste, à ce mécanisme démocratique, expression de l'idéologie bourgeoise, par lequel jusqu'ici le prolétariat n'a pu que sanctionner lui-même le régime d'exploitation dont il est victime ! Les masses ne sont pas en mesure d'établir quand et comment le Parti devra resurgir ; elles pourront seulement manifester leur révolte contre le régime capitaliste, sans parvenir à se doter d'une direction consciente. Les Spartakistes eux-mêmes ont pensé que l'on ne devait pas conquérir le pouvoir politique sans le consentement démocratique des masses, et ils commirent une double erreur fatale : celle de se séparer tardivement, trop tardivement peut-être, du Parti Social-démocrate allemand complètement corrompu, et celle de s'enfermer ensuite dans le Parti Socialiste Indépendant, plus dangereux encore que le premier, avant de se donner finalement une organisation de parti indépendante, le Parti communiste.

Les masses pourront créer toutes les organisations prolétariennes que l'on veut, mais elles ne pourront jamais agir en tant que classe dans l'histoire sans leur Parti. C'est une dure constatation, mais il faut la faire.

Inversement, la lutte de classe exprime son propre besoin d'un Parti politique lorsqu'il devient claire que toutes les luttes prolétariennes, économiques et politiques, dirigées par l'opportunisme, ne font pas avancer d'un pas le prolétariat vers sa révolution. La tutelle opportuniste sur les organisations de classe, le monopole des faux partis ouvriers sur les syndicats, sur le mouvement organisé se heurtent à une révolte grandissante. Les masses tendent alors à s'arracher à cette étreinte pour suivre l'orientation communiste révolutionnaire, la seule qui puisse les conduire à la victoire sur l'ennemi.

De même que la révolution n'est pas un « fait », mais un « processus » (Lénine), de même la reconnaissance du Parti de classe n'est pas événement, le produit d'une volonté supérieure ou le décret d'une quelconque institution. Le Parti est le produit du heurt historique entre prolétariat et société bourgeoise, et il doit préexister à la prise du pouvoir, à la phase directement révolutionnaire de la lutte des masses. Si cette condition vient à manquer, la défaite est inéluctable.

Tels sont les enseignements de l'histoire : la doctrine, le programme et l'organisation politique du Parti communiste sont la théorie et l'action révolutionnaire de la classe prolétarienne.

# Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1925)

La première partie de ce rapport qui va des origines du fascisme au "pacte de pacification" a paru dans le N° précédent de cette revue (*Programme Communiste*, juillet-août-septembre 1969, N° 45)

## REPRISE DE L'OFFENSIVE FASCISTE ET PACTE DE PACIFICATION

Dans leur incurable aveuglement (c'est le moins qu'on puisse dire !) les socialistes s'étaient imaginé que les élections de mai 1921 provoqueraient une régression de la violence fasciste. Des candidats fascistes s'étant présentés sur les listes du "bloc national" imaginé par Giolitti, et 35 d'entre eux, Duce compris, ayant été élus, les socialistes, toujours aussi optimistes (!), crurent que Mussolini allait s'amender et que, sous l'égide de l'Etat paternel, avec l'ex-socialiste Bonomi au gouvernement, se produirait une pacification générale. En réalité, dès le mois de juillet une nouvelle offensive fasciste se déchaîne contre le prolétariat, dont nous ne citerons que les faits les plus saillants : le 9 juillet occupation de Viterbe par les fascistes ; le 13, attaque contre Trévis, cinq assassinats à Fossola di Carrara, et trois à Livourne ; le 21, des échauffourées sanglantes à Sarzana ; le 25, un massacre à Roccastrada qui fait 13 morts. Selon un bilan optimiste, 17 journaux ouvriers auraient été détruits pendant le premier semestre de l'année, 59 Maisons du Peuple, 110 Bourses du Travail, 83 sièges de Ligues paysannes et 151 cercles ou sièges de partis prolétariens auraient été assaillis et brûlés.

Que font donc pendant ce temps les socialistes ? *Ils négocient avec les fascistes*, et plus les attaques des bandes noires se feront féroces, plus aussi ils se montreront pressés d'aboutir. Le fait peut paraître inouï, mais l'explication en est simple : les socialistes sont des *parlementaires*, et puisque désormais le fascisme est lui aussi représenté à la Chambre, ils s'imaginent que par des conversations "de députés à députés", on peut lui faire entendre raison. En somme, ils se figurent qu'entre deux cafés, par des manœuvres dans les couloirs de Montecitorio, ils pourront venir à bout de la contre-révolution bourgeoise préventive et la faire rentrer dans le cadre des "compétitions courtoises" ! Quant au fascisme, s'il se

prépare en effet à une métamorphose, ce n'est pas du tout à celle que les socialistes escomptaient. Formant jusque là un réseau assez lâche de groupes armés et mal disciplinés opérant à l'échelle locale ou régionale et bien souvent imbus de prétentions innovatrices ou même "révolutionnaires", il est sur le point de se transformer en un parti *centralisé*, comme le montrera la constitution du Parti national fasciste (PNF) en novembre 1921 ; ce parti n'est pas seulement légalitaire et parlementaire comme tous les autres, il est aussi illégal et matraqueur. Composé à la fois de députés et d'hommes de main, de gentlemen en gibus et de voyous en chemise noire, il présente un double aspect qui répond au double aspect de l'Etat bourgeois lui-même, avec sa façade de démocratie politique et sa fonction réelle de répression de classe. Tel qu'il est, il constitue le parti *unitaire* de la bourgeoisie, et c'est en tant que seul parti capable de fournir à l'Etat un appareil répressif et bureaucratique supplémentaire qu'il pose désormais sa propre candidature au gouvernement. Pour y accéder, il n'a nul besoin d'une "révolution", comme le prouvera sa très légale marche sur Rome en 1922, et il sait qu'une fois au pouvoir, il pourra compter sur l'appui de l'écrasante majorité des partis démocratiques traditionnels, gouvernementaux ou extra-gouvernementaux. Cette métamorphose n'est sans doute pas allée sans quelques résistances de la base qui rêvait de garder au fascisme sa « pureté » originelle, mais c'était là un obstacle trop insignifiant pour freiner une évolution inéluctable. Or, tout ceci ne signifiait nullement que le fascisme renonçait à la violence *contre le prolétariat* : simplement, il avait trouvé dans le Parlement une « couverture » idéale à son action armée, et du même coup un *alibi* prouvant sa respectabilité démocratique.

En « acceptant » de négocier avec les socialistes, il visait uniquement à désarmer et désorienter les prolétaires, sachant bien qu'au nom du respect du pacte conclu, le PSI et la CGT leur lieraient les mains. Aveuglé par son pacifisme social, le PSI ne voit rien, ne prévoit rien ; et si, face au prolétariat, le rôle qu'il joue est ignoble et criminel par ses effets démobilisateurs, face au fascisme, il est pitoyable, tant il est clair que, sur le terrain de la négociation c'est ce dernier qui part nécessairement gagnant.

Au début de juillet, donc, après un échange oratoire de ballons d'essai entre les très « honorables » (1) Mussolini, Baldei et Turati en vue d'une conciliation, deux couples de parlementaires représentant les deux partis en présence (Acerbo et Giurati pour les fascistes, Ellero et Aniboni pour les socialistes) commencent à Montecitorio des négociations « privées » en vue d'un « désarmement réciproque » (!). Du côté socialiste, elles sont conduites dans le style typique du vieux parti : seuls les initiés savent que la direction est pleinement d'accord ; pour le public, l'initiative est purement officieuse, et la direction ne se prive pas de publier des « démentis » sur l'existence même de pourparlers, quitte ensuite à « confirmer » ou « rectifier ». Elle fait même pire, puisqu'elle propage une ru-

---

(1) Terme servant en italien à désigner les parlementaires (« onorevole »)

meur selon laquelle le Parti communiste d'Italie aurait approuvé les négociations et les fascistes auraient menacé de les rompre si ce dernier était admis aux discussions. C'est pourquoi on trouve dans *Il Comunista* des 10 et 21 juillet les déclarations suivantes de l'Exécutif du P.C. :

### **Contre la paix fasciste**

*Cohérent avec les principes et la tactique communistes, le Parti communiste d'Italie n'a pas besoin de déclarer qu'il n'a rien de commun avec les ententes entre socialistes et fascistes que les premiers ont reconnues et démenties seulement en ce qui concerne les termes de l'accord. Il dénonce devant le prolétariat l'attitude des socialistes dont il se réserve d'illustrer la honteuse signification.*

*Puisque, selon des bruits qui n'ont pas été démentis, la CGT se chargerait de représenter dans les négociations et dans les engagements qui en découleront tous les syndiqués, y compris les communistes organisés dans ses rangs, le PC d'Italie déclare absurde la prétention des dirigeants confédéraux de représenter la minorité communiste qui milite au sein des syndicats dans le but de faire pièce à l'orientation opportuniste et contre-révolutionnaire de ceux-ci, sur le terrain d'une action nettement et strictement politique.*

### **Contre la pacification**

*Même si cela doit sembler superflu à quiconque connaît tant soit peu les directives et le programme communistes, le Parti communiste tient à faire les brèves déclarations suivantes sur la prétendue pacification entre les partis dont parle toute la presse.*

*Ni nationalement ni localement les communistes ne participent ni ne participeront à des initiatives pour la « pacification » ou le « désarmement », que celles-ci proviennent des autorités gouvernementales ou de quelque parti que ce soit.*

*Nous repoussons sans commentaires les affirmations contraires du PSI. La nouvelle selon laquelle un courant politique aurait refusé de traiter avec le Parti communiste tombe dans le ridicule puisque jamais les communistes n'ont manifesté l'intention absurde d'entrer en pourparlers avec qui que ce soit.*

*En cas de nécessité, cette circulaire servira de norme aux organisations locales du Parti.*

Cependant, la roue de Montecitorio tournait et le 3 août, les représentants de la direction du P.S.I. (le secrétaire Giovanni Bacci en tête), du groupe parlementaire et de la C.G.T. signaient avec les représentants du Conseil national des *fasci* de combat et du groupe parlementaire fasciste groupés derrière Mussolini, le célèbre Pacte de Pacification dont il suffit de rappeler que le président de la Chambre de Nicola présida à sa rédaction et le contresigna. Les points principaux en étaient les suivants :

*« Les représentations sus-mentionnées s'engagent à œuvrer immédiatement en sorte que les menaces, voies de fait, représailles, punitions, vengeances, violences personnelles de quelque espèce que ce soit cessent sur le champ.*

*Les insignes, emblèmes et drapeaux de l'une et l'autre partie seront respectés, (N.D.R. : de quoi ces Messieurs se préoccupent, en cette époque sanglante !)*

*Les deux parties s'engagent à respecter leurs organisations économiques respectives (N.D.R. : donc, la CGT et le PSI reconnaissent les syndicats fascistes naissants !)*

*Les deux représentations désavouent et déplorent par avance toute action ou comportement constituant une violation du présent engagement et accord. »*

Le même jour, un communiqué hypocrite de la direction du P. S. I. faisait savoir aux ouvriers désorientés qu'il

*« ne s'agissait en aucune façon de désavouer la propagande et l'action conduites depuis des années par le Parti de façon publique et ouverte dans une polémique courtoise (!!!) d'idées et de positions, et encore moins de renoncer le moins du monde à la liberté de propagande et d'organisation, pas plus qu'à aucune manifestation écrite ou orale, positive ou symbolique, de notre idéal propre. »*

Comment aurait-il été possible de ne pas renoncer à la « liberté de propagande » alors qu'on renonçait à cette forme suprême de propagande qu'est la lutte ? Mais pour combler la mesure, la direction s'engageait encore à

*« œuvrer selon les principes et la tradition du PSI, même en ce moment, afin de favoriser le retour à la vie normale garantissant le libre développement des luttes civiles. »*

En avalisant le pacte de pacification, la direction maximaliste du P.S.I. faisait explicitement sienne l'idéologie de pacifisme social qui, condamnant la violence « privée » des partis et classes, acceptait par contre la violence « publique » de l'Etat. *Rien ne distinguait donc plus le maximalisme du réformisme* pour lequel, depuis toujours, l'Etat était non pas un organe d'oppression de classe, mais une sorte d'entité métaphysique au-dessus des classes, une autorité sociale impartiale et paternelle. Voilà pourquoi jamais Moscou n'aurait dû permettre aux délégués du P.S.I. de présenter la candidature d'admission de leur parti à l'Internationale comme ils le firent au III<sup>ème</sup> Congrès de l'I.C. qui se tint au moment précis où se déroulaient les honteux pourparlers socialo-fascistes (22 juin-12 juillet 1921). Voilà pourquoi, surtout, jamais Moscou n'aurait dû juger possible (comme elle le fit *après* le Congrès) d'admettre le P.S.I. dans l'I.C. à condition qu'il « expulse les adhérents à la conférence réformiste de Reggio Emilia et ceux qui les appuient ». La trahison dans la lutte ouverte valait bien les pires déclarations de conférences, et jamais résistance ne fut donc plus justifiée que celle que le Parti communiste d'Italie opposa à la perspective d'une *fusion avec les maximalistes !*

### LES « ARDITI DEL POPOLO »

Dans la polémique d'alors, mais surtout dans la littérature ultra-démocratique des « communistes » d'aujourd'hui, la question des « *Arditi del popolo* » a été tellement ressassée qu'il convient ici de rappeler dans les grandes lignes les origines, le programme et le développement de ce regroupement hétéroclite, semblable en cela à la plupart de ceux qui ont fleuri dans la confusion italienne et internationale d'alors.

Ce mouvement naquit dans la période d'« interrègne parlementaire » de fin juin 1921, après la chute de Giolitti, alors que la bourgeoisie hésitait encore entre une réédition de la politique pro-fasciste que ce dernier dissimulait derrière un programme de réabsorption du fascisme dans la légalité démocratique (1) et une manœuvre politique, qu'on dirait aujourd'hui

---

(1) C'est cette solution qui triompha quand Ivanoe Bonomi, père de toutes les « voies nouvelles au socialisme », devint président du conseil.

de centre-gauche, consistant à rendre à Sa Majesté l'Etat le soin exclusif de défendre les sacro-saintes institutions démocratiques et donc à enlever aux chemises noires ce monopole.

Malgré son titre pompeux, il ne naquit pourtant pas comme un mouvement populaire : il sortit d'une simple scission dans la direction des *Arditi d'Italia* (1), association qui constituait une sorte de conservatoire des « valeurs » de l'individualisme héroïque et du patriotisme belliqueux dont d'Annunzio fut la parfaite incarnation. Comme aux beaux temps de l'expédition de Fiume (2), les *Arditi* groupaient des interventistes de diverses nuances, des petits-bourgeois déracinés, des mazziniens et des syndicalistes, des capitaines d'aventure et sans doute des policiers, bref, toute une gamme d'hommes, jeunes ou non, qui avaient vécu dans le climat d'exaltation de la guerre et de déception de l'après-guerre.

Un groupe de droite, puis un groupe de fascistes (avec lequel le premier dit ne vouloir rien avoir de commun tant qu'il détruirait des Bourses du Travail et autres associations ouvrières) s'étant détachés de ce que nous appellerons conventionnellement le groupe de gauche, les *Arditi del Popolo* se forment le 2 juillet sous la direction de l'ex-lieutenant Argo Secondari. Leur siège provisoire est situé dans deux pièces cédées, détail intéressant, par cette perle de progressisme qu'est... l'Association nationale des combattants. Leur première manifestation publique a lieu le 10 juillet sous forme d'un meeting dans la capitale et d'un défilé militaire.

Dans une interview accordée à l'*Ordine Nuovo* (3) du 12 juillet 1921, le principal intéressé, Argo Secondari raconta comment les « *Arditi del Popolo* » s'étaient constitués en association immédiatement après l'armistice, en réaction contre le décret de dissolution des bataillons d'assaut (dont, soit dit en passant, les prolétaires en uniforme n'avaient pas précisément gardé un bon souvenir !) Pendant la guerre les *Arditi* avaient donné

« la plus grande contribution aux opérations militaires » et « empêché par leur héroïsme un second Caporetto » (beau titre d'honneur pour un mouvement « populaire » !) ; par ailleurs, c'est à eux que revenait le mérite de « l'élan initial donné à l'armée italienne qui avait permis d'obliger les Autrichiens à battre en retraite sur leurs positions et de gagner une grande bataille (celle de la Piave) dont pouvait dépendre le sort de l'Italie ». Et Argo Secondari poursuivait en revendiquant l'expédition de Fiume à laquelle les *Arditi d'Italia* avaient participé et dont les *Arditi del Popolo* se réclamaient « en partie par esprit révolutionnaire (N.D.R. : sic !) et aussi parce qu'ils ont foi en Gabriele d'Annunzio qu'ils considèrent comme leur chef spirituel. »

- (1) Comme nous l'avons déjà indiqué, les « arditis » étaient des groupes d'assaut de l'armée régulière munis de poignards et de grenades à main.
- (2) En septembre 1919, jouant les Garibaldi, d'Annunzio occupe Fiume avec ses « arditis » ; mais le traité de Rapallo ayant déclaré Fiume Etat indépendant, l'armée italienne expulse d'Annunzio de la ville (27-29 décembre 1920).
- (3) Le groupe ordinoviste de Gramsci, toujours instable quoique prompt à se discipliner au... premier coup de fouet, flirta au début avec les *Arditi del Popolo* ; de même, en 1924, à l'époque de la crise Matteotti, Gramsci ne saura pas s'abs tenir de rendre visite à... Gabriele d'Annunzio, en tant qu'opposant possible au fascisme.

Invité à définir le programme des *Arditi*, Argo Secondari forgea aussitôt et répéta à plusieurs reprises la formule de « *défense des travailleurs manuels et intellectuels* », aussi vide et pompeuse que les articles de la Charte dannunzienne du Carnaro. Le plus beau vient après dans l'interview, et c'est précisément à ce moment que le véritable sens de la nouvelle organisation anti-fasciste apparaît clairement :

« *Les Arditi ne pouvaient pas rester indifférents et passifs face à la guerre civile déclenchée par les fascistes. Et comme ils avaient été à l'avant-garde de l'armée italienne, ils entendaient être à l'avant-garde du peuple travailleur. Au début, le fascisme semblait viser un but qui, dans ses formes extérieures, nous semblait, même à nous, inspiré par le patriotisme : empêcher les violences rouges. Nous qui visions essentiellement à réaliser la paix intérieure en donnant la liberté aux travailleurs, nous aurions aussi bien pu rester étrangers à la lutte entre fascistes et subversifs. Mais aujourd'hui, les fascistes ont le triste monopole du brigandage politique.* »

C'est pourquoi, dès lors, les *Arditi del Popolo* se mettent à combattre les chemises noires. En une autre occasion, Secondari dira que les objectifs de son mouvement était « *le rétablissement de l'ordre et de la vie sociale normale* » ce qui confirme bien les déclarations ci-dessus. Il s'agissait donc pour eux de combattre *quiconque* usait de violence : les prolétaires tant qu'ils « *détenaient le monopole du brigandage politique* », puis les fascistes quand ce monopole fut passé entre leurs mains. Pour le chef des *Arditi* (et il n'y a pas lieu de s'en étonner) la question essentielle était de rendre sa force à l'Etat, à la Nation. Ce qu'il veut, c'est le retour à la « *civilité* » dans les rapports entre les hommes et les classes, tout comme une fraction de la bourgeoisie, comme les socialistes de droite et du centre, et, inutile de le dire, comme ces ennemis fielleux de la classe ouvrière qu'étaient les républicains. Dans la conception de Secondari, la violence des « *héros de Piave, de Monte San Michele et de la Bainsizza* » est nécessaire pour faire cesser la violence « *privée* » des classes et des partis ; de même que ces « *héros* » avaient été la veille contre la violence rouge des prolétaires et devaient le redevenir, ils étaient contre les violences des fascistes dès le moment où c'est eux qui l'emportaient. Ainsi, tandis que le P.S.I. cherche la paix sociale par la voie des accords négociés, les *Arditi del Popolo* mettent leur expérience de héros de la première guerre mondiale au service du même but : le retour à la légalité.

Quels rapports le mouvement des *Arditi* entendait-il établir avec les partis, en particulier ouvriers ? Dans l'interview déjà citée, Secondari explique que pour

« *faire partie de nos groupes armés, il suffit d'avoir appartenu aux bataillons d'assaut ou d'être ancien combattant. Les simples anciens combattants et ceux qui n'ont pas été sous les armes sont considérés comme volontaires* » ;

les anciens membres des bataillons d'assaut dont les soldats indisciplinés et les déserteurs avaient éprouvé les baïonnettes pendant la guerre sur le Carso ou l'Altipiani devaient au contraire fournir les chefs et composer les formations régulières ; c'est-à-dire que les *volontaires* devaient servir de chair à canon aux techniciens en « *arditisme* » ! Peu après, un communiqué du Directoire non seulement vantera l'indépendance du

mouvement des *Arditi* à l'égard de tous les partis politiques quels qu'ils fussent, mais tentera de les dissuader de s'occuper « de l'encadrement militaire technique du peuple travailleur » prétendant que celui-ci lui incombaît en raison de ses mérites de guerre. C'est sur cette base patriotique qu'il entend instaurer une organisation obéissant à la discipline la plus rigide et s'engageant de façon formelle à ne pas sortir de son apolitisme. Un autre communiqué du 27 juillet ne se limite plus à exclure les partis comme organes officiels, mais précise :

« Le Directoire des *Arditi del Popolo* fait appel à tous les partis pour qu'ils contribuent matériellement et moralement au développement de l'association des *Arditi del Popolo*. En même temps, il invite tous ses membres à ne pas créer au sein des *Arditi* des groupements politiques qui en affaibliraient la discipline militaire. »

Nous sommes bien d'accord qu'une organisation militaire ne peut tolérer l'hétérogénéité politique ; c'est bien pourquoi il fallait repousser l'adhésion du Parti Communiste aux *Arditi* et, à plus forte raison, l'assujettissement de son organisation au Directoire des *Arditi*.

Peu de mois après leur fondation, les *Arditi* se rebellèrent contre la centralisation rigide voulue par l'autoritaire Secondari, ce qui était fatal étant données leur hétérogénéité politique et sociale et leur individualisme héroïque. La direction du mouvement national passa alors dans les mains d'un républicain et du député Mingrino, membre du PSI qui signa le pacte de pacification en août 1921. Ce fut le commencement de sa fin comme mouvement centralisé. Il ne subsista plus qu'un réseau assez lâche de groupes locaux, hétérogènes à tous égards, et surtout du point de vue politique. Souvent, dans la mesure où ils étaient nés sur une base prolétarienne, ces groupes se montrèrent très combattifs et même héroïques, comme à Parme, en dépit de leur étiquettes d'*Arditi*. Presque toujours ils collaborèrent avec les communistes, passant même plus d'une fois dans leurs rangs. Mais dans ce cas, ils n'étaient plus liés par aucune discipline centrale étrangère à celle du Parti, tandis que, pour des raisons politiques inverses, l'encadrement militaire de ce dernier se consolidait au contraire, devenait toujours plus homogène et centralisé et, en dépit de son caractère forcément embryonnaire, montrait une extraordinaire capacité de résistance ; les désertions y étaient rares, l'infiltration d'agents provocateurs quasi nulle, les arrestations locales ne pouvaient rien sur le réseau clandestin central, et les groupes armés communistes étaient d'une extrême mobilité. Tout cela constitue — s'il en était besoin — une nouvelle preuve de la justesse de la méthode du Parti, ou pour employer le terme provoquant d'une série d'articles publiés alors par lui, de "la valeur de l'isolement", qui était l'isolement des éléments négatifs et pathogènes de l'organisme sain du parti prolétarien.

Il n'y a pas de doute qu'au début, alors que l'offensive fasciste reprenait sur une large échelle et que le Parti socialiste se laissait aller à la fausse manœuvre du pacte de pacification, le mouvement des *Arditi* éveilla des sympathies, même dans les milieux ouvriers ; même dans le Parti communiste, les sections qui, suggestionnées par ce premier exemple de "défense armée" et d'organisation militaire ouverte et publique, crurent bon

de se rapprocher des *Arditi* et de leur offrir assistance et solidarité, ne manquèrent pas. Les communiqués ci-dessus reproduits faisaient déjà une allusion voilée à ce fait, mais, le 7 août, la Centrale du Parti en publia un nouveau, celui-là très explicite, qui parut en première page de "*Il Comunista*" et que nous reproduisons ici :

**La politique du Parti communiste vise directement un but précis :  
la Révolution**

*Les dispositions claires et précises qui ont été prises pour l'encadrement militaire du Parti n'ont pas été une improvisation sportive : elles correspondent à un travail commencé il y a des mois et des mois dans les rangs de la jeunesse communiste. Malgré ces dispositions, plusieurs camarades et quelques organisations du Parti insistent pour proposer (et parfois pour réaliser) la participation des communistes, jeunes ou adultes, à d'autres formations militaires constituées sur une initiative étrangère à celle de notre Parti, comme les *Arditi del Popolo* ; au lieu de développer leur travail dans le sens indiqué, ils vont même jusqu'à prendre l'initiative de constituer des groupes locaux des *Arditi del Popolo*.*

*Nous rappelons tous ces camarades à la discipline et déplorons que des militants communistes qui doivent en toutes circonstances faire preuve de sang-froid et de fermeté autant que d'esprit de décision révolutionnaire se laissent guider par des considérations romantiques et sentimentales qui peuvent conduire à des erreurs graves et avoir des conséquences dangereuses.*

*A l'appui de ce rappel péremptoire, nous indiquons une fois de plus à ces camarades les raisons évidentes des directives adoptées par les organes centraux responsables de la ligne de conduite à adopter dans des situations ayant une valeur nationale, indépendamment des faits particuliers.*

*Etant la forme extrême et la plus délicate de l'organisation prolétarienne, l'organisation militaire doit présenter le maximum de discipline et reposer sur la base du Parti. Son organisation doit dépendre strictement de l'organisation politique du Parti de classe. L'organisation des *Arditi del Popolo*, elle, dépend d'organes directs mal définis. Leur centrale nationale, dont il est difficile de repérer l'origine, prétendait récemment dans un communiqué être au-dessus des partis et invitait les partis politiques à se désintéresser « de l'encadrement militaire du peuple travailleur sur le plan technique ». Le contrôle et la direction de celui-ci resteraient ainsi dans les mains de pouvoirs mal définis et seraient du même coup soustraits à l'influence de notre Parti. Or le Parti communiste se propose par définition d'encadrer et de diriger l'action révolutionnaire des masses : il y a donc là une évidente et criante incompatibilité.*

*Outre la question d'organisation et de discipline, il y a la question de programme. Les *Arditi del Popolo* insistent beaucoup plus sur la nécessité de constituer une organisation que sur les objectifs et les buts qu'elle vise, ce qui représente des dangers faciles à comprendre. A ce qu'il semble, néanmoins, s'ils veulent réaliser la réaction prolétarienne aux excès du fascisme, c'est dans le but de rétablir « l'ordre et la vie sociale normale ». L'objectif des communistes est bien différent : ils tendent à conduire la lutte prolétarienne à la victoire révolutionnaire ; ils nient qu'il puisse exister une vie sociale normale et pacifique avant que le conflit de classe, parvenu aujourd'hui à sa phase extrême et décisive, ait été révolutionnairement dénoué. Ils se placent donc du point de vue de l'antithèse irréductible entre dictature de la réaction bourgeoise et dictature de la révolution prolétarienne. Cela exclut toute distinction entre défensive et offensive des travailleurs et en révèle le caractère insidieux et défaitiste. Les travailleurs sont en effet frappés non seulement par la violence matérielle du fascisme, mais aussi par toutes les*

conséquences de l'exaspération extrême du régime d'exploitation et d'oppression, dont la brutalité des chemises noires n'est qu'une manifestation inséparable de toutes les autres.

Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler ces considérations à des communistes, car la pratique en confirme et en confirmera toujours davantage la justesse. C'est sur cette base que les organes centraux du Parti communiste ont pris l'initiative de constituer une organisation militaire prolétarienne et communiste indépendante, sans se laisser détourner de cette voie par d'autres initiatives qui, tant qu'elles agiront dans le même sens que la nôtre, ne pourront naturellement pas être considérées comme hostiles, mais dont la plus grande popularité apparente ne saurait nous détourner de la tâche spécifique que nous avons à assumer contre une série d'ennemis — et de faux amis d'aujourd'hui et de demain.

Nous ne pouvons pas ne pas déplorer que des camarades communistes se soient mis en contact avec les organisateurs des Arditi del Popolo à Rome pour leur offrir leur aide et leur demander des instructions. Si cela devait se reproduire, les mesures les plus sévères seraient prises.

Le C.E. du Parti communiste d'Italie et celui de la Fédération des Jeunes communistes d'Italie avertissent tous les camarades et les organisations communistes qu'aucune confiance ne doit être accordée à quiconque proposerait directement ou indirectement la constitution de groupes d'Arditi del Popolo ou encore préconiserait les initiatives militaires de cette organisation en prétendant avoir été mandaté pour cela par les organes du P.C. ou en invoquant de prétendus accords en contradiction avec les dispositions précises déjà publiées. Les camarades et les organisations ne reçoivent de directives que par la voie intérieure : toute autre voie doit être écartée et repoussée. »

Les Comités Exécutifs du Parti et de la Fédération des Jeunes Communistes

## PROBLEME PRATIQUE OU LUXE THEORIQUE

Dans ce communiqué apparaissent clairement les critères auxquels obéissait la centrale dans la question délicate de la tactique du Parti, dont celle des rapports avec d'autres formations politiques (et à plus forte raison militaires) n'est qu'un aspect.

Le Parti était né à Livourne avec une doctrine clairement définie sur les bases marxistes et révolutionnaires restaurées par la révolution russe et la constitution de la Troisième Internationale. Son organisation de lutte, qui se distinguait par la solidité de ses liens avec l'Internationale, travaillait avec confiance à diffuser l'influence du Parti dans les masses. Son sérieux, sa froide pondération et le dévouement sans limites de tous ses militants à la cause commune devaient le distinguer nettement aux yeux de celles-ci du vieux parti traditionnel où régnaient la superficialité, le désordre et le carriérisme. Dans une situation que ces tares dangereuses avaient précisément compromise, une offensive révolutionnaire ne semblait pas possible à brève échéance, mais comme la Gauche l'écrira en 1924 dans des "Notes" sur ses thèses :

« L'action du Parti pouvait et devait se fixer pour but de donner à la résistance du prolétariat contre l'offensive déchaînée de la bourgeoisie la plus grande efficacité possible et de concentrer, grâce à cette résistance, la force de la classe ouvrière autour du Parti, le seul dont la méthode permet de préparer la réplique prolétarienne. Les communistes italiens ont vu le pro-

*blème de la façon suivante* : assurer le maximum d'unité à la défense du prolétariat contre l'offensive patronale et en même temps éviter que les masses ne retombent dans l'erreur de croire que cette unité pourrait être assurée par un mélange d'orientations opposées, illusion qu'une douloureuse expérience a depuis longtemps permis de dénoncer comme source d'impuissance ».

Les deux aspects du problème se conditionnaient réciproquement et étaient d'ordre nettement pratique, même s'ils rejoignaient (et *devaient* rejoindre) la théorie marxiste. En effet, qu'est-ce qui avait paralysé l'action pourtant combative des masses prolétariennes après la guerre, sinon la coexistence de tendances opposées au sein même du parti qui aurait dû la diriger ? Qu'est-ce qui avait paralysé la Gauche du vieux Parti, sinon de devoir diriger les mouvements du prolétariat en commun avec la droite et le centre ? La scission internationale entre communistes et socialistes n'avait donc pas été le fruit d'un « caprice » mais celui d'une expérience internationale mille fois invoquée par Lénine quand il conjurait les révolutionnaires de rompre non seulement avec leurs ennemis directs — les réformistes — mais surtout avec les multiples courants du Centre confusionniste, soi-disant "proches" du communisme. Cette scission était irrévocable et devait le rester, puisque la seule voie par laquelle le prolétariat pouvait (et pourra) faire triompher sa cause passait par la destruction violente de l'appareil d'Etat bourgeois et l'instauration de sa propre dictature. Or cette constatation n'aurait eu qu'une valeur purement théorique et abstraite si elle n'avait pas signifié que

*« pour la victoire du prolétariat il est nécessaire que, même dans les périodes qui précèdent la lutte suprême où cette nécessité deviendra tangible, il existe un Parti fondant son programme et son organisation sur cette victoire et que ce Parti devienne la force principale... afin qu'il puisse assurer la préparation du prolétariat aux exigences qu'elle comporte ».* (La tâche de notre parti. Il comunista, 21/3/1922).

Toute solution qui, d'un côté, aurait prétendu maintenir et assurer l'existence indépendante du Parti, mais de l'autre aurait compromis cette indépendance en oubliant que sa seule garantie réside dans l'opposition *pratique* au gouvernement bourgeois et aux partis gouvernementaux et en proposant aux masses une voie non violente au socialisme, était condamnée à rétablir le dilemme dont seule la scission avait permis de sortir, puisque les deux fondements de l'autonomie du Parti sont sa conscience programmatique et sa discipline organisationnelle. Cela aurait donc été une solution *pratiquement* défaitiste, et donc pernicieuse même quand elle était défendue de bonne foi et avec les meilleures intentions du monde.

Ce sont ces considérations qui, pour être pratiques, n'en étaient pas moins cohérentes avec l'ensemble de notre doctrine, qui guidèrent l'attitude du Parti face aux *Arditi del Popolo*, enième incarnation de l'« unité » fautive et trompeuse dont le généreux prolétariat italien (et pas seulement italien) avait tant de fois fait les frais. Les *Arditi* avaient un caractère douteux en raison aussi bien de leurs origines que de leur but, de leur composition que de leurs multiples liens avec la société bourgeoise et démocratique, ce qui aurait déjà suffi à justifier les pires soupçons et la plus grande prudence à leur égard, d'autant plus qu'ils constituaient une organisation militaire, illégale, centralisée et secrète ; mais en outre, ils

étaient nés avec un programme de *rétablissement de l'ordre* en tous points opposé à celui qui régissait toute l'action du Parti communiste et le parti lui-même, même si sa réalisation n'était pas possible dans l'immédiat ; de plus, comme il est normal de la part d'une organisation militaire, ils prétendaient imposer à leurs membres une discipline indépendante de toute influence étrangère à celle de leur Directoire. Y entrer et se soumettre à cette discipline aurait donc été renoncer aux buts non seulement *lointains*, mais *immédiats* du communisme. Quant à créer une direction mixte, composée de communistes et d'*Arditi*, non seulement c'était exclu par les déclarations de ces derniers, mais cela aurait conduit à retomber dans la paralysie qui avait justement rendu nécessaire la scission entre communistes et socialistes. Cela aurait été renoncer à l'« indépendance » sur le plan non seulement organisationnel, mais programmatique, en se présentant aux masses non plus comme le parti de la révolution, mais comme un parti révolutionnaire parmi d'autres, ou plutôt parmi tous ces partis révolutionnaires en paroles, mais gradualistes, réformistes, démocratiques et par-dessus tout *défenseurs de l'ordre* en fait. Bref, cela aurait été compromettre toute l'œuvre accomplie avant et après Livourne dans le but de sortir de l'équivoque, de la confusion et du marasme, et d'en faire sortir les masses.

Pourtant, aujourd'hui encore, bien des gens déplorent que le Parti communiste n'ait pas fait l'unité avec les *Arditi*, oubliant qu'à l'époque, il ne leur fallut que quelques mois pour tomber dans la paralysie et la désorganisation. C'est logique de la part de gens qui, ne s'orientant pas vers la Révolution, mais vers la démocratie, regrettent rétrospectivement que ne se soit pas formé alors un Comité de Libération avant la lettre auquel le Parti se serait asservi, cessant du même coup d'être le parti de la révolution. Mais il est tout aussi logique que le Parti qui avait déclaré une guerre à mort à tous les défenseurs de positions semblables n'ait pas voulu glisser sur une pente pareille !

*Rien* ne nous empêchait — et rien, en fait, ne nous empêcha — de nous battre en même temps que les *Arditi* dans la rue, mais *tout* nous interdisait de subordonner notre organisation disciplinée, gage de notre indépendance programmatique et tactique, aux ordres d'une organisation non seulement étrangère, mais opposée à la nôtre. Une fois qu'ils auraient atteint leur but, le « rétablissement de l'ordre » (programme de Nitti et des socialistes), qu'auraient-ils bien pu faire les *Arditi*. *sinon retourner leurs armes contre nous, ennemis jurés de l'ordre ?* Et même avant d'en arriver là, qu'auraient-ils bien pu faire de nous, dès le moment où, ne reconnaissant aucune frontière entre la défensive et l'offensive, la légalité et l'illégalité, les moyens licites et les moyens illicites, les bandes fascistes extralégales et les organes étatiques très légaux, nous débordions dès le départ des cadres de leur action et devions, à chaque recul devant une force adverse supérieure, proclamer que nous repartirions à l'attaque à la première occasion ?

Bien plus, que serions-nous devenus *nous-mêmes* si nous avions par

malheur emprunté cette voie de l'unité avec les *Arditi* ? C'est la première question à se poser, puisque le parti n'est pas « une simple machine, mais à la fois un produit et un facteur du processus historique », si bien qu'une tactique erronée peut exercer une influence défavorable sur son contenu et son orientation programmatique. Ces Messieurs du Parti communiste officiel d'aujourd'hui répondront en levant les yeux au ciel que s'il avait plu à Dieu, nous serions déjà devenus alors ce qu'ils sont aujourd'hui, des démocrates endurcis, des patriotes à tous crins, des espèces de chrétiens pleurant d'émotion devant l'image de Jean XXIII ! Mais cette réponse est la meilleure preuve que *nous avons eu raison* !

La lutte de la Gauche contre l'« unité à tout prix » avait commencé en 1913, elle s'était poursuivie en 1919 et 1920, et en 1921, elle restait toujours aussi actuelle. Analysant un par un les mille courants qui s'agitaient sur la scène avec des mots d'ordre plus ou moins « de gauche », nous écrivions alors dans l'article déjà cité plus haut :

### La valeur de l'isolement

*« Nous croyons qu'à la base, il doit y avoir ce critère : aucune entente d'organisation, aucun front unique avec les éléments qui ne se donnent pas pour but la lutte révolutionnaire armée du prolétariat contre l'Etat constitué, c'est-à-dire la lutte comprise comme une offensive, une initiative révolutionnaire — la lutte visant l'abolition de la démocratie parlementaire et de l'appareil exécutif de l'Etat actuel et l'instauration de la dictature politique du prolétariat qui mettra hors-la-loi tous les adversaires de la révolution.*

*Si nous considérons que ces principes sont la base de toute éventuelle entente tactique, ce n'est pas par vain plaisir de dire : nous ne collaborerons qu'avec ceux qui partagent nos conceptions théoriques communistes dans la préparation pratique de la révolution. Non, il ne s'agit pas d'un luxe doctrinal, même si les considérations qui nous guident confirment que notre doctrine marxiste est un guide d'action magnifique. Il s'agit en réalité d'utiliser rationnellement les enseignements pratiques de l'expérience.*

*Même si les communistes parvenaient à paralyser le fascisme par une action de « défense prolétarienne » menée en accord avec d'autres mouvements politiques, que se passerait-il ? Le but une fois atteint, nous profiterions de l'affaiblissement de l'ennemi pour aller de l'avant vers notre objectif propre : le renversement du pouvoir bourgeois. Nos alliés d'hier, fauteurs du rétablissement de la vie normale, verraient alors logiquement en nous des perturbateurs et deviendraient nos pires ennemis. On peut objecter que si nous avons utilisé jusque-là leurs forces sans renoncer à notre propagande propre, il nous serait possible de les déborder et de continuer notre action communiste en prenant seuls et directement les rênes du mouvement des masses. Celui qui raisonne ainsi trahit seulement la conception littéraire et théâtrale qu'il se fait de la révolution. Il prouve qu'il ne comprend pas que les conditions du succès résident avant tout dans la préparation organisationnelle des forces qui luttent pour elle. Sous peine de désastre, cette préparation doit, dans sa phase ultime, prendre le caractère technique d'une organisation militaire disciplinée. Or, du point de vue organisationnel, un brusque changement de front est impossible, même s'il est facile de changer de tactique tant qu'on*

*lutte à coups de discours, d'ordres du jour et de déclarations politiques. La scission politique est une réalité et une exigence historique, mais la scission d'une armée déjà engagée dans la lutte conduit inévitablement à la ruine parce qu'elle n'aboutit pas à la formation de deux armées, mais à l'absence de toute armée. L'organisation militaire est en effet fondée sur l'unité de commandement et l'indissolubilité de tous les services annexes. La partie de l'armée qui passerait à l'ennemi, même battu, trouverait en lui un point d'appui sûr et une possibilité d'action. Mais l'autre partie, celle qui prétendrait agir désormais seule, n'aurait plus aucune consistance, aucun réseau d'organisation capable de fonctionner et elle serait donc privée de toute capacité de lutte.*

*Voilà pourquoi nous sommes contre toutes les ententes défensives, dès lors qu'il s'agit de s'opposer à la réaction par la violence — c'est-à-dire réellement — et non pas par des jérémiades libérales ; car si les jérémiades sont inutiles, les ententes défensives dénaturent le véritable but, qui est la préparation révolutionnaire.*

*Ces considérations purement tactiques nous conduisent au critère susmentionné : ne pas conclure d'accords avec ceux qui nient en principe l'action prolétarienne en tant qu'offensive contre le régime et contre l'Etat et qui se sont disposés à l'admettre qu'en tant que défensive contre ce qu'ils appellent avec inexactitude les « excès » de la bourgeoisie. Aujourd'hui, la bourgeoisie commet un seul excès : celui d'être au pouvoir. Et elle y sera tant qu'existera le système démocratique parlementaire. Un exemple de ces alliés faussement révolutionnaires dont nous parlions plus haut nous est donné par le lieutenant Secundari ou le député Mingrino qui veulent une organisation armée pour rétablir l'ordre, et proposent de rentrer à la maison ensuite. Pour nous, c'est là un défaitisme peut-être pire encore que celui des sociaux démocrates dont le mot d'ordre est : pacification et renonciation, et qui désavouent tout autant la défense violente des masses que leur offensive. En effet, il n'y a pas de différence entre la défensive et l'offensive de classe dans la terrible situation actuelle ; c'est justement pourquoi (le fascisme est un excellent maître, puisqu'il nous l'a appris) la lutte de classe est devenue aujourd'hui une guerre au sens propre ; or, dans la guerre comme tout technicien militaire peut le confirmer, on se défend en attaquant, et on attaque en se défendant. Le général ou le soldat qui prétendraient que l'armée doit seulement se défendre et ne jamais prendre l'offensive seraient fusillés comme défaitistes à l'égard de la défensive elle-même.*

*En conclusion, nous disons : mille expériences de la phase politique complexe que nous vivons nous confirment qu'il est juste de poser le problème de la préparation révolutionnaire sur cette base : grouper, encadrer, organiser non seulement politiquement, mais militairement les forces qui aspirent à mettre l'Etat sur de nouvelles bases, à condition qu'elles entendent par-là instaurer la dictature du prolétariat.*

*Les autres solutions agitées par mille petits groupes qui alimentent dangereusement le confusionnisme révolutionnaire d'aujourd'hui peuvent être classées en deux grandes catégories : celle de la duperie et celle de l'erreur. Mais les organismes politiques qui se placent sur l'un ou l'autre de ces deux terrains ne doivent pas, en aucun cas, être soutenus par nous au moyen d'ententes organisatives, même si les seconds peuvent et doivent nous sembler beaucoup plus sympathiques et proches de nous que les premiers.*

*En conclusion, à nos yeux, la tâche spécifique du parti communiste reste, aujourd'hui comme hier, d'agir comme un facteur d'orientation, de redressement, de continuité aussi bien théoriques que pratiques dans le chaos des mille courants « révolutionnaires », tâche d'autant plus nécessaire que certains groupes de la classe ouvrière acceptent leurs programmes et leurs méthodes, ou bien les produits curieux des croisements qui s'effectuent entre eux, ou encore ceux de leur mélange universel, du type « front unique ».*

*D'autres pourront s'imaginer que la voie qu'ils suivent est plus rapide. Mais la voie qui paraît la plus facile n'est pas toujours la plus rapide, et pour bien mériter de la révolution, c'est trop peu que d'avoir seulement hâte de « la faire ! ».*

## LE MOIS DE LA HONTE

Le mois d'août 1921 fut pour le Parti socialiste le mois de la grande honte. En 1912, l'ancêtre de tous ceux qui préconisent des « voies nouvelles au socialisme », Bonomi, avait été expulsé pour son adhésion à la guerre de Libye par la fraction révolutionnaire intransigeante de Mussolini et Bacci. En 1914, Mussolini avait été expulsé à son tour par Bacci pour avoir répété à plus large échelle la trahison de Bonomi. En 1921, par une évolution logique, les deux premiers se trouvaient à la tête des forces légales et extra-légales de la conservation bourgeoise ; quant à Bacci, il serrait la main à Mussolini au nom du désarmement de la lutte de classe et appelait au rôle d'arbitre impartial de la pacification (vrai pacte de Judas !)... Bonomi en personne. Tant il est vrai que les renégats doivent tôt ou tard se retrouver tous unis ! Vingt-quatre ans plus tard, en 1945, on retrouvera au sommet de la « démocratie rénovée » deux des protagonistes directs du pacte de pacification, Bonomi et De Nicola ; Nenni prendra la place de Bacci, et, honte suprême, le trio deviendra quatuor en incluant Togliatti ! Accident fortuit et imprévisible ? Non, détermination objective. En usant de la dialectique marxiste, la Gauche avait bien prévu qu'en « assouplissant la tactique » sous le prétexte de récupérer à la cause révolutionnaire les socialistes qui lui avaient pour toujours tourné le dos, on finirait par *tomber encore plus bas qu'eux !*

En réalité, que signifiait la signature du pacte de pacification en ce qui concerne la nature du Parti socialiste ? Elle signifiait qu'en dépit de toutes ses déclarations programmatiques, ce parti repoussait les thèses fondamentales de cette Internationale communiste au sein de laquelle il prétendait être admis, fût-ce par la porte de service, après en avoir été expulsé lors de la scission de Livourne. Elle prouvait que, pour lui, le déchaînement de la violence n'était pas la manifestation physique du conflit de classes que la guerre et la crise de l'après-guerre avait porté à l'exaspération, mais un fait « accidentel » imputable à des personnes privées ; qu'entre le capital et le travail une trêve était non seulement possible, mais désirable et que l'instrument de sa réalisation était l'Etat, entité planant au-dessus des classes et arbitre neutre des conflits éclatant entre les partis ! En somme, le Bacci de 1921 se plaçait sur le même terrain que le Bonomi de 1912 et des années suivantes. Il continuait, il est vrai (et là résidait la grande équivoque !) à pratiquer « l'intransigeance parlementaire », à voter (autant qu'elle durait) contre le gouvernement et à plus forte raison contre la participation socialiste à ce gouvernement, mais il faisait sienne et pratiquait la *tolérance envers l'Etat*, bien pire encore que la tolérance d'un Turati ou d'un D'Aragona envers tel ou tel gouvernement. Demander à un tel parti d'expulser la droite, comme le faisait précisément l'Internationale communiste à Moscou au même moment,

de « s'épurer » donc, pour pouvoir entrer de plein droit dans l'organisation internationale en fusionnant avec le Parti communiste, c'était admettre qu'il était possible de violer toutes les conditions *substantielles* d'admission à l'I.C. sous le prétexte qu'une condition purement *formelle* avait été remplie, et la Gauche se refusa à l'admettre. A Livourne, la rupture avec la droite pouvait encore représenter, comme on disait, un « thermomètre » de l'adhésion effective à l'I.C. ; six mois plus tard, ce n'était plus le cas ; le pacte de pacification avait prouvé l'incompatibilité entre maximalisme et communisme de façon définitive.

### AUCUNE TREVE

Ce pacte impliquait quelque chose de pire encore qu'un engagement à désarmer les forces prolétariennes : un engagement à les abandonner à la violence répressive de l'Etat, considérée comme « légitime » ! Il ne signifiait pas seulement : *Jetons les armes !* mais : *Etat, empêche par les armes toute lutte armée !* Puisqu'un seul parti, le Parti communiste, repousse l'invitation à la trêve, ton devoir, Etat bien-aimé est de le contraindre à l'observer. Bonomi saisit cette invitation au vol et immédiatement après le pacte, il envoya aux préfets la circulaire qui disait :

*« Vous ne devez pas oublier que le fait de ne pas avoir participé au pacte ou de ne pas avoir voulu s'y conformer localement n'exempte nullement, mais au contraire oblige d'autant plus les citoyens à obéir à la loi qui ne peut ni ne doit être violée. »*

Si le PSI, Mussolini et Bonomi ou les *Arditi del Popolo* désireux de rétablir par la violence un régime de non-violence s'étaient imaginé que le Parti communiste d'Italie abandonnerait pour autant les armes ou explorerait le droit de ne pas être mis hors-la-loi, ils s'étaient gravement trompés ! Le Parti communiste avait *prévu* ce regroupement des forces adverses, et il l'avait même souhaité parce que c'était un facteur de clarification pour les masses, et du même coup de renforcement pour lui. Il n'avait jamais supposé que la voie qu'il avait prise serait « facile », tout au contraire. Il n'avait pas attendu le 7 août 1921 pour jeter à la face des socialistes

*« la leçon vraiment glorieuse des dernières années de luttes sociales en Italie : tu ne feras pas de distinction entre les adversaires, tu ne pardonneras pas aux rênégats ».*

Il savait par avance que, sur le terrain de la lutte révolutionnaire, il se retrouverait *seul*, avec tous les risques, mais aussi avec toutes les possibilités que le fait de se tenir à l'écart de l'opportunisme, la discipline de son organisation, la clarté de ses directives et la franchise courageuse de sa propagande lui ouvraient : n'étaient-ce pas là en effet les seuls moyens sûrs de gagner à sa cause les ouvriers encore inscrits au PSI ? De l'Etat, il n'avait jamais réclamé une impunité que celui-ci ne pouvait par définition pas lui accorder : il avait seulement relevé le défi de la réaction bourgeoise. De la même façon, le 14 août 1921, *Il Comunistà* publiait la réponse suivante à la circulaire de Bonomi aux préfets :

## La circulaire Bonomi : les socialistes sont servis !

« Un parti révolutionnaire qui sait ce qu'il veut, qui sait quel est son but et s'apprête à l'atteindre, qui est centralisé et discipliné, qui n'agit pas selon le principe de la liberté de ses membres, mais assume la responsabilité des actes que l'organisme central accomplit ou fait accomplir, est un parti qu'il faut craindre, que les révolutionnaires en paroles doivent abandonner, que ses adversaires doivent haïr et qui doit être mis hors-la-loi.

Tout cela est naturel. Le prolétariat voit que ceux-là mêmes qui, hier encore affirmaient que la révolution est inévitable, que la violence est nécessaire pour renverser l'Etat, traitent aujourd'hui la révolution de « rêve de fous » et se répandent en subtilités sur le problème de la violence, par peur que la violence prolétarienne appelle la violence bourgeoise : dans la mesure où il est sincèrement révolutionnaire, conscient et préparé, le prolétariat ne peut pas moins faire que de maudire et d'abandonner ces mauvais bergers. Ce processus de clarification ne s'accomplit que lentement dans la masse, et il ne s'improvise pas, mais il est inévitable. Nous devons le favoriser et l'accélérer parce qu'il met pleinement en lumière la vérité de notre critique à la social-démocratie. C'est sur cette lente différenciation que nous comptons, non pas par spéculation politique, mais parce que nous voulons assimiler de larges couches du prolétariat. Ce processus se produira quel que soit le sort de nous réservent les actions du gouvernement et les réactions des organes de l'Etat. Les dommages infligés à nos militants et nos organisations ne feront que tirer plus sûrement le prolétariat tourmenté par le capitalisme et désorienté par la stupide politique d'émancipation « graduelle » de sa mentalité timorée.

Si les socialistes voulaient dresser contre nous l'autorité étatique et la garde royale, ils ont magnifiquement réussi. Mais s'ils pensaient et pensent nous écraser à coups de mousquets ou en nous faisant mettre en prison, ils se sont grossièrement trompés.

On n'écrase pas le Parti communiste. Que le gouvernement et les socialistes le sachent : toute répression contre notre parti provoquera une résistance sans précédents dans les cinquante dernières années de la vie politique italienne ».

Si le Parti communiste ne participa pas à l'ignoble pacte de pacification entre les partis, c'est que c'était pour lui une question de vie ou de mort de s'en abstenir, quelles qu'aient dû être les conséquences pratiques de cette abstention pour l'avenir proche, et la perte de popularité qu'elle ait pu provoquer dans l'immédiat. Ce refus ne représentait donc pas un facteur de faiblesse, mais un facteur de force, un pas en avant dans l'affirmation du Parti comme le seul guide du prolétariat révolutionnaire dans la défensive comme dans l'offensive. La grande force des bolcheviks n'avait-elle pas été de savoir être seuls pour ne pas se laisser paralyser par les faux amis au service de l'ennemi ? Orgueilleusement, le 14 août *Il Comunista* commentait de la façon suivante les appels à la trêve par les partis pour appuyer le pacte de pacification :

### L'absent

« L'idée dont s'inspire l'appel aux masses ou aux autorités politiques est le suivant : le pacte signé à Rome engage les partis à la pacification et au désarmement. Là est... l'erreur. Nous le regrettons pour Monsieur Bonomi et ses préjets, mais si nous, communistes, nous ne nous sommes pas rendus à Rome, ce n'est pas pour éviter l'inconvénient ou les frais du voyage, mais parce que nous savons bien que ni aujourd'hui, ni demain, les classes ne pourront se réconcilier et se pacifier et que l'illusion d'une trêve dans la guerre de classe enlève au parti politique de la classe ouvrière le droit de conduire le prolétariat à la révolution.

*Nous nous sommes abstenus parce que les principes et la tactique communistes ne tolèrent ni trêve ni ménagements dans la lutte de classe, parce que nous devons interpréter historiquement l'ensemble des aspirations politiques et économiques des classes travailleuses, même si cela doit nous valoir une impopularité momentanée. Il est naturel que l'Etat voie avec sympathie une campagne comme celle des socialistes pour le retour à la légalité et au respect de la loi. Mais nous qui sommes contre la loi et qui savons qu'en régime bourgeois, la normalité équivaut au raffermissement de l'autorité de la classe dominante aux dépens des conquêtes ouvrières et de la préparation révolutionnaire du prolétariat, nous devons être bannis de la société bourgeoise en tant qu'ennemis de ses institutions et de tous ceux qui sont ses complices.*

*Avec sa récente circulaire, le président du Conseil nous a rendu un excellent service, puisqu'il a justement indiqué de quelle façon il fallait frapper le parti absent des tractations pour le retour à la paix sociale après la signature de l'accord entre les « pacificateurs ».*

*Mais l'absent dit aux socialistes et aux fascistes, au gouvernement et à tous les partis de la bourgeoisie la chose suivante :*

Le programme communiste et la tactique des communistes aussi bien face à la classe bourgeoise que face aux social-traitres restent inchangés.

Le Parti communiste continue légalement et illégalement sa propagande pour la préparation révolutionnaire et l'organisation du prolétariat.

L'action du Parti communiste vise au renversement de l'Etat bourgeois au moyen de l'insurrection de la classe ouvrière.

Il n'est pas prouvé que la suppression des chefs communistes nuise gravement à l'avenir de la révolution. *Que les socialistes et le gouvernement, les fascistes et la police fassent tout ce qu'ils voudront pour nous enlever notre liberté de propagande et d'action. Ils en ont le droit, et, de leur point de vue, ils en ont le devoir. Il serait curieux qu'ils laissent à un parti la liberté d'attenter impunément à la vie de l'Etat bourgeois. Mais nous déclarons clairement à ceux qui, hier et aujourd'hui, ont trahi et trahissent la classe ouvrière, aux Bonomi, aux Mussolini et aux Bacchi que nous nous moquons superlativement de leur sanctions et punitions imbéciles.*

*Nous nous moquons des lois qu'ils respectent ou qu'ils dictent. Nous sommes contre leurs lois. C'est pour cela que nous sommes restés absents de leur honteux marché. C'est pour cela que nous restons seuls, peu nombreux, mais forts, très forts, invincibles : parce que nous ne voulons pas d'une trêve de vaincus, parce que nous ne demandons pas de trêve aux lâches.*

*Ainsi parle l'absent. Qui attend tranquillement que les espions social-démocrates le dénoncent aux mercenaires et aux policiers. »*

## LUTTE SUR TOUS LES FRONTS

Ce n'était pas là paroles lancées à la légère, simples phrases à effet. Si pour les socialistes, sinon pour les fascistes, le mois d'août fut le mois du renoncement, pour le Parti communiste d'Italie, il marqua au contraire non le commencement, mais le développement accéléré d'une activité intense, d'une véritable offensive contre le pacifisme poltron des conciliateurs et d'une organisation politique et militaire des forces prolétariennes.

Dans le camp bourgeois, l'offensive armée contre le prolétariat flanquait une offensive patronale dirigée contre les salaires et les contrats de travail, et du même coup contre les organisations de défense économique des travailleurs. De la même façon, l'activité militaire du Parti commu-

niste flanqua une vigoureuse campagne en faveur du *front unique syndical* que les prolétaires de toute obédience politique devaient opposer au front patronal pour défendre leur pain et résister à l'allongement de la journée de travail. Il fallait que, bon gré mal gré, les « chefs ouvriers » transforment les Bourses du Travail en centres de résistance, et si possible, de contre-attaque prolétariennes. Il fallait que tous les ouvriers soient unis dans la défense de leurs conditions de vie *dans le présent* pour qu'ils puissent se retrouver unis dans l'assaut au régime capitaliste lui-même *dans l'avenir* (1). Ces deux actions d'attaque militaire d'une part, de défense et de contre-attaque sur le plan revendicatif de l'autre se complétaient comme deux aspects d'une seule et même action dérivant de *l'initiative révolutionnaire du Parti* et visant la *préparation révolutionnaire de la classe*. Si l'indépendance politique était nécessaire au Parti, c'est que l'unité de lutte et d'organisation était nécessaire à la classe : les deux choses non seulement ne se contredisaient pas, mais se conditionnaient réciproquement. En se refusant aux ententes politiques et, à plus forte raison, aux ententes militaires bâtarde, les communistes d'Italie n'entendaient nullement s'enfermer dans un « splendide isolement » et dans un dédain arrogant à l'égard des épisodes de guerre sociale ouverte, quels qu'en fussent les protagonistes. Ils expliquaient clairement que s'il était impossible de se passer de l'indépendance politique comme *moyen*, le *but* était l'union de toute la classe ouvrière dans l'action :

### La valeur de l'isolement

« Nous affirmons qu'en général, le mouvement communiste doit refuser toute entente organisationnelle avec les mouvements qui ne se préparent pas à affronter les exigences de la lutte décisive... Nous expliquons de façon très claire ce que nous entendons par « entente organisationnelle ». Toute action a besoin de préparation, donc d'organisation et, partant, de discipline. Nous déclarons que les communistes ne peuvent à la fois observer la discipline de leur parti et s'engager à exécuter les directives d'un « commandement unique » constitué par les délégués de divers partis.

Il faut pourtant noter que le fait d'exclure les ententes organisatives ne signifie pas exclure du même coup toute action parallèle des communistes et d'autres forces politiques dans la même direction ; ce qu'il faut, c'est conserver le contrôle entier de nos forces pour le moment où les alliances transitoires pourront et devront être dénoncées, c'est-à-dire où le problème révolutionnaire se posera dans toute son acuité. Nous ne discuterons pas ici l'hypothèse selon laquelle, nous, communistes, nous pourrions conclure des ententes organisatives avec l'intention de les trahir ultérieurement ou de les exploiter à notre avantage à la première occasion. Si nous repoussons cette tactique, ce n'est pas par scrupules moraux, mais parce qu'en raison même du « confusionnisme révolutionnaire » qui règne même au sein des masses qui suivent notre parti, pareil jeu serait trop dangereux et parce que la manœuvre de dégagement ne pourrait que se retourner contre nous. Pour préparer les masses à la sévère discipline de l'action révolutionnaire il faut une extrême clarté dans les attitudes et les mouvements et il est donc nécessaire de nous placer dès le début sur une plate-forme bien définie et

(1) *Programme Communiste* publiera prochainement un article illustrant la lutte vigoureuse du Parti communiste d'Italie dans les mois ici évoqués pour mobiliser les ouvriers par-dessus la tête des mauvais bergers sur le terrain de la lutte économique qui est le terrain naturel de la lutte de classe en général.

sûre : la nôtre. *Autrement, nous fabriquerions des plate-formes pour les autres, c'est-à-dire ou bien pour des mouvements sciemment réactionnaires en dépit de leurs poses « novatrices » ou bien pour des mouvements révolutionnaires, mais privés de la vision exacte du processus réel de la Révolution ».*

Au sein des organisations économiques, cette unité de lutte et de direction de la lutte qu'il aurait été néfaste d'essayer d'atteindre par la voie des « ententes organisatives » avec d'autres partis (encore qu'elles se soient souvent réalisées *en fait* dans le feu de l'action) devenait naturelle et féconde, aussi le Parti y poussait-il au regroupement de tous les conflits partiels et à l'unification de tous les syndicats. Là où des ouvriers de toutes les opinions politiques se retrouvaient au coude à coude, unis par leur commune condition de prolétaires, le Parti pouvait remplir une fonction unificatrice ; et c'est là, loin du confusionnisme délétère des « embrassons-nous » et de l'effet corrompateur des manœuvres et des accords de coulisses, que le Parti pouvait logiquement exercer une influence croissante. Dans l'atmosphère ardente de l'époque, les syndicats, surtout à la périphérie et sous l'influence des groupes révolutionnaires, auraient pu retrouver leur fonction d'« écoles de guerre » du prolétariat, comme disait Engels. Quant au Parti, il serait apparu comme le véritable *centre moteur* de la lutte prolétarienne, tandis que les autres partis ouvriers se seraient décomposés, après avoir fait la preuve de leur impuissance à se placer énergiquement à la tête de la classe ouvrière. Mais pour qu'il en aille ainsi, il fallait suivre la route jusqu'au bout, sans hésitation ni retour en arrière et surtout sans regrets, il fallait comprendre que même si elle avait été possible, l'éventuelle récupération de lambeaux, ou pis, de « personnalités » de l'ancien parti pesait bien peu à côté de la conquête d'ouvriers anonymes, mais combattifs et politiquement sains, et qu'elle n'aurait en aucun cas compensé le désarroi et le dégoût des prolétaires qui, s'étant rapprochés du parti communiste dans l'espoir d'être débarrassés à jamais des social-traîtres, les auraient retrouvés dans ses rangs, vestiges redorés d'un passé sans gloire ! Non seulement il ne fallait pas redorer le blason du maximalisme, mais il fallait favoriser son alignement sur la droite en excluant qu'il puisse faire une fin moins honteuse qu'elle. C'est ce qui est clairement indiqué dans le suivant communiqué de l'Exécutif du Parti communiste :

### **Rapports avec les autres partis et les organisations syndicales**

*« Face aux situations locales variées qui résultent de la période agitée que nous traversons, les camarades n'appliquent pas toujours correctement les directives tactiques de l'Exécutif. Nous estimons donc nécessaires les suivantes explications :*

*Sans autorisation préalable de l'Exécutif on ne doit pas entrer dans des comités ni soutenir des initiatives auxquels participent divers partis politiques, comme ceux qui sont souvent annoncés avec la liste des divers participants et avec les manifestes qu'ils ont signés en commun.*

*Pour certaines initiatives qui n'ont pas un caractère strictement limité au Parti, l'Exécutif a communiqué et communiquera éventuellement encore des appels à l'action à adresser aux syndicats où se côtoient des ouvriers de toutes tendances. Dans ce cas, les Comités doivent être composés de représentants soit de la C. G. T., soit, dans certains cas, de l'Union syndicale*

(centre anarchiste) et le Parti ne doit pas y figurer, ni y envoyer de représentants politiques, n'y participant qu'indirectement, par l'intermédiaire de ses membres militant dans les syndicats. En conséquence, les Sections communistes ne délègueront pas de représentants à de tels comités, ni ne signeront de manifestes, ni n'apparaîtront comme les organisatrices des comités, laissant tout cela aux organisations syndicales, qu'elles soient ou non dirigées par notre Parti. Tel est le critère qui a été adopté, par exemple, pour l'assistance aux victimes politiques et pour le secours à la Russie communiste.

Dans les domaines où s'exerce la fonction directement politique du Parti, il ne faut ni constituer de comités mixtes, ni appeler les organisations syndicales à l'action : cela vaut, par exemple, pour l'encadrement militaire.

Toute dérogation à ces normes (qui n'ont pas pour nous une valeur de principe absolue) appartient exclusivement à l'Exécutif. Nous espérons que les camarades se conformeront désormais strictement à ce qui précède. »

(Il Comunistà, 21 août 1921)

Au cours des mois suivants, on verra constamment le Parti se mettre énergiquement à la tête non seulement de la résistance armée des ouvriers aux attaques des chemises noires, mais des grèves imposantes qui se produisirent. Ses directives pénétraient largement dans les organisations économiques où elles recueillaient l'adhésion croissante des masses. Pour ne citer que deux exemples, la CGT ne répondit pas à l'invitation au front unique syndical, mais la base la *contraignit* à convoquer le Conseil National de Vérone ; de même le Syndicat des Cheminots fut *forcé* de prendre l'initiative de l' « Alliance du Travail » (1). Il est permis de se demander si les fruits de l'énergique intervention du Parti sur tous les fronts de la lutte prolétarienne n'auraient pas été plus grands encore si l'Internationale n'avait pas préféré la voie *apparemment* plus rapide du front unique politique avec le vieux parti socialiste pour conquérir des couches toujours plus larges de la classe ouvrière, et du même coup n'avait pas suivi le P.S.I. dans le précipice, sous le prétexte de l'empêcher d'y tomber.

Croire utile de débarrasser le PSI de la droite réformiste, s'imaginer qu'il se débarrasserait de son réformisme en même temps que des réformistes déclarés, c'était s'illusionner, mais cette illusion était au plus haut point *pernicieuse* par ses effets sur les masses. Quotidiennement, celles-ci se battaient contre la lâcheté et la duplicité des maximalistes, chefs syndicaux aussi bien que politiques. L'expérience les contraignait chaque jour davantage à identifier ceux-ci avec les fascistes ou, du moins, à les considérer comme des agents conscients ou inconscients de la réaction patronale. C'est donc avec stupeur que ces mêmes masses voyaient arriver aux Congrès vomitifs du vieux PSI... *des délégations de l'Internationale communiste !* Tout se passait comme si, aux yeux de Moscou, il n'y avait pas un parti de la classe ouvrière et un seul, mais tout un éventail de partis candidats à ce rôle et comme s'il s'agissait seulement de négocier par la voie diplomatique le passage de la candidature à l'investiture officielle ! Dans les intentions sans doute sincères du Komintern, c'était là de la haute manœuvre politique, mais pour les prolétaires engagés dans une

(1) C'est-à-dire le front unique des différentes centrales syndicales dans la lutte revendicative.

lutte quotidienne sur tous les fronts, ce fut une tragique plaisanterie ; pour le Parti communiste d'Italie, enfin, ce fut un sabotage pur et simple des résultats chèrement acquis au feu des luttes de classe.

## LA SECONDE VAGUE

Dans leur incurable sottise, les maximalistes avaient jugé, comme nous l'avons vu plus haut, que le traité de pacification, signé par Bacci... « avec un pincement du cœur » (sic !), marquerait « le début de la désagrégation des forces fascistes » (*l'Avanti* du 9 août 1921). Moins d'un mois s'était écoulé que l'offensive des chemises noires reprenait, plus que jamais soutenues par l'Etat et favorisées par le désarroi d'une partie de la classe ouvrière.

En août, les petits épisodes de violence se multiplièrent et ils ne diminuèrent ensuite que pour faire place, au début de septembre, à une offensive de grand style. Le 10 septembre, lors de la « marche sur Ravenne », trois mille chemises noires parfaitement équipées, armées et encadrées mirent à feu et à sang les campagnes romagnoles ; le gouvernement laissa faire, et c'est seulement le 27 septembre, après la mort de sept fascistes à Modène au cours d'une échauffourée avec la garde royale qu'il lança un décret interdisant le port d'armes et les allées et venues en autocar d'une province à l'autre qui eut pour *unique* effet de désarmer les ouvriers et les paysans. Il est caractéristique qu'il faudra néanmoins encore 10 mois avant que Ravenne soit définitivement conquise par les héros de la matraque, dans des circonstances qui mettront une fois de plus en lumière le rôle défaitiste du PSI et de la CGT. Le 26 septembre, à Mola di Bari, le député socialiste Giuseppe di Vagno est abattu à coups de revolver. L'inénarrable groupe parlementaire socialiste ne s'associe pas

*« à la proposition de déclancher une protestation nationale émanant de diverses organisations, parce qu'il entend rester fidèle à son intention de tout faire et de ne rien omettre de ce qui serait susceptible d'enrayer l'orgie de violence qui ensanglantait le pays, c'est-à-dire non pas des protestations qui seraient l'occasion de violences nouvelles, mais une action consciente et tenace pour préparer la mobilisation civile des travailleurs. »*

Le PSI entendait probablement par-là l'envoi d'une énième pétition au gouvernement Bonomi. Le 20 octobre, ce gouvernement que les socialistes ne jugeaient pas assez « fort » lance une circulaire ordonnant l'envoi d'environ 60.000 officiers en cours de démobilisation dans les centres d'entraînement les plus importants avec l'obligation de s'inscrire aux groupes d'assaut fascistes dont ils devaient assurer le commandement pour une solde égale aux 4/5 de celle qu'ils avaient jusque-là perçue. Il n'en fallait pas moins pour favoriser et accélérer le processus de centralisation et de discipline déjà amorcé des groupes fascistes d'assaut. Avec ses députés en frac, ses officiers réguliers à la tête des groupes d'assaut irréguliers et bientôt son organisation de Parti, le fascisme présente toutes les caractéristiques de l'honorabilité, il n'est plus un mouvement illégal, mais un instrument de la loi parallèle à l'Etat lui-même. Voilà où les « voies nouvelles au socialisme » tenues pour la première fois sur les fonts baptismaux par Ivanoé Bonomi ont abouti !

Tout n'est pourtant pas dit. Pendant que le fascisme se renforce, que les groupes d'assaut attendent que la putréfaction du PSI et de la CGT ait détruit l'ultime capacité de résistance des centres ouvriers ou même leur en ait ouvert la porte (il faudra encore attendre un an pour cela), l'attaque patronale se déclenche de façon systématique. Les quatre derniers mois de 1921 sont marqués par une foule d'agitations que l'opportunisme de la CGT réussit à enfermer dans le cadre régional (on n'en était pas encore arrivé à l'ignominie actuelle des grèves par entreprises et même par ateliers !). En août et en septembre, les ouvriers du textile et les travailleurs du bois sont en grève à l'échelle nationale, suivis par les métallurgistes de la région lombarde. Lorsque ces grèves ont pris fin, ce sont les métallurgistes de Ligurie et de la Vénétie julienne qui débrayent à leur tour. Dans le premier cas la grève de catégorie coïncide avec une grève générale, mais là aussi l'agitation est suspendue alors qu'en Vénétie julienne, elle se rallume et se généralise. La grève des métallurgistes de cette dernière province est à peine terminée que l'assassinat d'un typographe à Trieste provoque une grève générale de cette catégorie que les bonzes arrêtent au bout de 24 heures d'ailleurs ; en même temps que ces mouvements puissants mais désarticulés, se produit la grève générale anti-fasciste de novembre à Rome à laquelle la CGT met fin tandis que celle des cheminots du Midi continue. On peut encore citer la grève de Turin contre les condamnations pour faits advenus pendant l'occupation des usines en 1920, la grève générale à Naples en solidarité avec les dockers et les métallurgistes de la ville, le grave conflit des travailleurs de la mer et bien d'autres encore. Ce sont ces faits qui donnent toute sa valeur à la campagne pour le front unique syndical conduite par le Parti communiste d'Italie et qui est parallèle à sa lutte pour l'encadrement militaire des ouvriers. Le PSI qui a signé le pacte de pacification tolère sans peine que son appendice confédéral laisse sans réponse les vigoureux appels des communistes à l'unité syndicale et au regroupement de tous les conflits sur une plate-forme revendicative unique élevant au rang d'une question de principe la défense du salaire, des huit heures, des contrats et accords en vigueur, de l'organisation économique et des chômeurs. A l'attaque du patronat, la CGT ne sait rien opposer de mieux que la proposition d'une... enquête sur l'état de l'industrie, origine de mille revendications bâtarde de l'opportunisme actuel !

Le lien entre la lutte économique et la lutte militaire conduites par le parti selon les critères ci-dessus rappelés apparaît lumineusement dans le manifeste suivant :

### Contre l'offensive de la réaction !

*Travailleurs, camarades !*

La répétition de graves événements démontre que l'offensive <sup>réactionnaire</sup> des bandes armées ~~réactionnaires de la bourgeoisie~~ est bien loin de s'arrêter. Les violences du fascisme, la réaction dissimulée ou ouverte de l'autorité étatique ne sont qu'un des aspects du mouvement (anti-prolétarien) général qui, dans le domaine économique, se manifeste par la tentative de réduire le salaire des ouvriers et d'aggraver les conditions de travail par des licenciements et des

dont ses militants ont déjà traduit et traduisent en acte le mot d'ordre : rendre

devant les masses le caractère irrévocable

lock-out

sumptions et s'accompagne de toute une campagne de mensonges et de violences contre les organisations des travailleurs.

Notre Parti a déclaré plus d'une fois que tout cela confirme la profondeur de la crise de la société actuelle, crise qui pousse la classe dominante elle-même à provoquer le prolétariat et à le défier de se lancer dans la lutte finale.

Face à la multiplication des épisodes d'agression bourgeoise, le Parti communiste réaffirme cette vision générale de la situation ainsi que la tactique appliquée par ses militants. Le mot d'ordre est : répondre coup pour coup, avec les mêmes moyens que l'adversaire, combattre l'illusion pernicieuse selon laquelle il serait possible de revenir à la paix sociale dans le cadre des institutions actuelles et dénoncer les prétendus efforts de pacification comme des actes de complicité avec les agresseurs et la classe dominante. En même temps, le Parti communiste indique au prolétariat la seule voie à suivre pour sortir d'une situation qui s'aggrave chaque jour à ses dépens et qui doit être affrontée dans son ensemble, sur le plan à la fois économique, social et politique, c'est-à-dire par une action de tout le prolétariat, conduite en réalisant le front unique de toutes les catégories et de tous les organismes locaux des classes travailleuses laborieuses.

l'incitation hypocrite et

Caract

C

les termes clairs et les objectifs d'

organisations syndicales nationales

appels pour eux n'indiquent pas

Dans ce but, tout en nous en tenant à notre programme politique (le renversement de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat), nous avons défini en termes précis, par l'intermédiaire du Comité syndical communiste, les buts que devrait s'assigner une action de tout le prolétariat italien et proposé la proclamation d'une grève générale commune à tous les grands syndicats nationaux. L'invitation précise que nous avons adressée à la C. G. T., à l'Union syndicale et au syndicat des cheminots italiens pour qu'ils convoquent leur Conseils nationaux afin de discuter la proposition communiste et organiser d'un commun accord l'action générale du prolétariat a rencontré un large écho dans les masses, mais n'a pas encore décidé les dirigeants à agir.

Notre Parti concrétise dans cette proposition le programme d'action immédiate du prolétariat. Les événements qui se précipitent mettent en évidence sa justesse et son efficacité. Les autres partis qui se réclament du prolétariat, et surtout le Parti socialiste aujourd'hui atrocement frappé, en dépit de ses protestations de désarmement moral et matériel, dans la personne d'un de ses députés, font silence sur notre proposition, sans envisager d'autres programmes d'action prolétarienne.

Travailleurs !

Blanches

Les exploits sanglants des bandes fascistes qui soulèvent chez vous une vague d'indignation, et la menace de la faim qui pèse sur vous et sur vos familles, doivent vous inciter à regarder la situation en face.

Réunissez-vous dans vos organisations pour discuter et accepter la proposition du Comité syndical communiste.

Réclamez la convocation des Conseils nationaux des grands syndicats pour discuter de son application.

Exigez des partis et des hommes politiques qui vous parlent des intérêts des travailleurs exploités, outragés et attaqués, qu'ils se prononcent clairement sur ce brûlant problème, qu'ils disent ce qu'ils pensent de l'action que doit mener le prolétariat.

Il n'y a pas de salut hors de l'action générale et directe des masses, hors de la lutte à fond contre la bourgeoisie qui doit se substituer aux efforts absurdes en vue de concilier ses intérêts et les vôtres. Il faut abattre l'ordre bourgeois légal, au lieu de le restaurer.

C'est seulement ainsi que vous vous sauverez de la faim, de la réaction, de l'agression qui aujourd'hui se déchainent contre vous.

Vive l'action générale de tout le prolétariat contre l'offensive capitaliste, vers la victoire révolutionnaire finale !

LE COMITE EXECUTIF.

Notre seul salut réside dans une action générale et directe des masses, une action qui concilie la convocation abusive de vos intérêts avec ceux de la bourgeoisie, mais la lutte à fond contre celle-ci.

Pendant la seconde moitié de 1921, on assiste à un durcissement et à une réorganisation de la défense ouvrière sur tous les *fronts* malgré le défaitisme du PSI et de la CGT. L'action du jeune PC d'Italie non seulement ranime ou allume la combativité prolétarienne, mais elle lui donne en outre une solide ossature. C'est la vigueur de la résistance ouvrière, beaucoup plus forte qu'il n'avait prévu, et même insurmontable dans les grands centres urbains, qui contraint l'ennemi à concentrer et discipliner ses propres forces. Néanmoins, comme nous l'avons déjà vu, jusqu'en août 1922 et même après, il restera confiné en province et dans les zones agraires et ne réussira à en sortir, au prix d'un grand effort, qu'avec l'aide de l'Etat et des traîtres réformistes et maximalistes.

Alors donc que les Bacci et Cie avaient prévu une décomposition de l'organisation militaire fasciste à la suite du pacte de pacification, on vit d'une part les « décomposés » reprendre force grâce au pacte lui-même et de l'autre le prolétariat non seulement s'emparer des armes — au lieu de les abandonner —, mais même passer assez souvent à l'offensive sous l'influence tonifiante de l'action *anti-pacifiste* des communistes. Par exemple, le jour même où se réunissait à Rome le congrès de fondation du PNF, au début de novembre 1921, les prolétaires soutenus et dirigés par le Parti portaient aux insolents matraqueurs fascistes un coup retentissant dont la contre-révolution tirera... « courageusement » la leçon en évitant désormais d'attaquer de front les centres ouvriers.

### QU'EST-CE DONC QUE LE FASCISME ?

L'épisode de Rome est significatif parce que l'agitation contre les chemises noires qui avaient afflué à Rome à l'occasion du Congrès, bien décidées à « laisser un souvenir d'elles », commence dans le ton populaire et petit-bourgeois propre à la capitale (légalité contre illégalité ; ordre et civilisation contre désordre et barbarie, etc...) pour revêtir ensuite peu à peu un caractère virilement prolétarien. Quand, le 9 novembre, un groupe d'assaut fasciste ouvre le feu en arrivant à la gare sur les cheminots accusés d'avoir fait siffler la locomotive, le Comité de défense prolétarien formé par les deux Bourses du Travail décide finalement de proclamer la grève générale à Rome et dans la province en lui donnant toutefois le caractère d'une protestation contre cette violation de la loi. Par exemple, les *Arditi del Popolo* déclarent « être malheureusement obligé de décliner toute responsabilité, ne pouvant freiner la protestation juste et sacrée de la masse prolétarienne de Rome ». C'est seulement sous la pression extérieure, mais très vigoureuse, des communistes que le Comité de défense se décide à déclarer la grève à outrance jusqu'à ce que les chemises noires aient toutes quitté la ville. Cette grève se poursuivit sans interruption ni défection pendant cinq jours. Le gouvernement menaça en vain les cheminots de sanctions draconiennes. Cela n'empêcha pas le personnel des chemins de fer de tout le Midi et du secteur d'Ancône d'arrêter le travail par solidarité avec leurs camarades romains. Les garde royaux tentèrent vainement de faire circuler quelques trains et c'est tout aussi inutilement

que les congressistes fascistes lancèrent un ultimatum (qui ne fut jamais mis à exécution) aux grévistes. La capitale fut entièrement paralysée, et les fascistes durent bientôt renoncer à leurs premières tentatives d'envahir les quartiers ouvriers à cause des plumes qu'ils y avaient perdues. Le 14 novembre, ils furent finalement contraints de quitter presque à la sauvette la ville transformée en camp retranché. Quatre morts ouvriers et 115 blessés, dont 44 communistes, tel fut le prix de la victoire, obtenue grâce à une énergique bataille contre les forces légales et illégales de l'ordre. Quand le 24 mai de l'année suivante, en 1922, les matraqueurs tenteront de se rendre maîtres de Rome, c'est à nouveau du quartier prolétarien de San Lorenzo que partira l'étincelle d'une contre-offensive qui les boutera dehors, ignominieusement battus, au milieu de la fureur populaire. Tout cela prouve ce dont les prolétaires sont capables quand la lutte est menée jusqu'au bout, sans limites ni hésitation, à visage découvert, comme le préconisait le Parti communiste.

Pour faire le bilan théorique d'une année de lutte acharnée et de sanglants heurts de classe comme l'année 1921, on ne saurait mieux faire que de citer une série d'articles parus dans la presse du Parti au moment du congrès mussolinien et donnant notre interprétation de parti sur les origines et les buts du fascisme dans le cadre de l'évolution du régime bourgeois.

### **Le Fascisme**

*« Le mouvement fasciste a apporté à son congrès le bagage d'une puissante organisation, et tout en se proposant de déployer spectaculairement ses forces dans la capitale, il a également voulu jeter les bases de son idéologie et de son programme sous les yeux du public, ses dirigeants s'étant imaginé qu'ils avaient le devoir de donner à une organisation aussi développée la justification d'une doctrine et d'une politique « nouvelles ».*

*L'échec que le fascisme a essuyé avec la grève romaine n'est encore rien à côté de la faillite qui ressort des résultats du congrès en ce qui concerne cette dernière prétention. Il est évident que l'explication et, si on veut, la justification du fascisme ne se trouvent pas dans ces constructions programmatiques qui se veulent nouvelles, mais qui se réduisent à zéro aussi bien en tant qu'œuvre collective qu'en tant que tentative personnelle d'un chef : infailliblement destiné à la carrière a' « homme politique » au sens le plus tristement traditionnel du mot, celui-ci ne sera jamais un « maître ». Futurisme de la politique, le fascisme ne s'est pas élevé d'un millimètre au-dessus de la médiocrité politique bourgeoise. Pourquoi ?*

\*\*\*

*Le Congrès, a-t-on dit, se réduit au discours de Mussolini. Or, ce discours est un avortement. Commencant par l'analyse des autres partis, il n'est pas parvenu à une synthèse qui aurait fait apparaître l'originalité du parti fasciste par rapport à tous les autres. S'il a réussi dans une certaine mesure à se caractériser par sa violente aversion contre le socialisme et le mouvement ouvrier, on n'a pas vu en quoi sa position est nouvelle par rapport aux idéologies politiques des partis bourgeois traditionnels.*

*La tentative d'exposer l'idéologie fasciste en appliquant une critique destructive aux vieux schémas sous forme de brillants paradoxes s'est réduite à une série d'affirmations qui n'étaient ni nouvelles en elles-mêmes, ni reliées par un lien quelconque les unes aux autres dans la synthèse nouvelle qui en était faite, mais ressassaient sans aucune efficacité des arguments de polémique politique éculés et mis à toutes les sauces par la manie de*

nouveauté qui tourmente les politiciens de la bourgeoisie décadente d'aujourd'hui. Nous avons ainsi assisté non point à la révélation solennelle d'une nouvelle vérité (et ce qui vaut pour le discours de Mussolini vaut également pour toute la littérature fasciste), mais à une revue de toute la flore bactérienne qui prospère sur la culture et l'idéologie bourgeoises de notre époque de crise suprême, et à des variations sur des formules volées au syndicalisme, à l'anarchisme, aux restes de la métaphysique spiritualiste et religieuse, bref à tout, sauf « heureusement » à notre horripilant et brutal marxisme bolchevique.

Quelle conclusion tirer du mélange informe d'anti-cléricisme franc-maçon et de religiosité militante, de libéralisme économique et d'anti-libéralisme politique, grâce auquel le fascisme tente de se distinguer à la fois du programme du parti populaire et du collectivisme communiste ? Quel sens y a-t-il à affirmer qu'on partage avec le communisme la notion anti-démocratique de dictature, quand on ne conçoit cette dictature que comme la contrainte de la « libre » économie sur le prolétariat et qu'on déclare cette « libre » économie plus que jamais nécessaire ? Quel sens y a-t-il à vanter la république du moment qu'on fait miroiter la perspective d'un régime pré-parlementaire et dictatorial, et par conséquent ultra-dynastique ? Quel sens y a-t-il enfin, à opposer à la doctrine du parti libéral celle de la droite historique qui fut plus sérieusement et intimement libérale que ledit parti, à la fois en théorie et en pratique ? Si l'orateur avait tiré de toutes ces énonciations une conclusion qui les eût harmonieusement ordonnées, leurs contradictions n'auraient pas disparu, mais elles auraient du moins prêté à l'ensemble cette force propre aux paradoxes dont toute nouvelle idéologie se pare. Mais comme dans ce cas la synthèse finale manque, il ne reste plus qu'un fatras de vieilles histoires et le bilan est un bilan de faillite.

Le point délicat était de définir la position du fascisme face aux partis bourgeois du centre. Bien ou mal, il y avait moyen de se présenter comme adversaire du parti socialiste et du parti populaire ; mais la négation du parti libéral et la nécessité de s'en débarrasser et, dans un certain sens, de se substituer à lui, n'ont pas été théorisées de façon tant soit peu décente ni traduites dans un programme de parti. Nous ne voulons pas affirmer par-là, précisons-le tout de suite, que le fascisme ne peut pas être un parti : il en sera un, conciliant parfaitement ses aversions extravagantes contre la monarchie, en même temps que contre la démocratie parlementaire et contre le... socialisme d'Etat. Nous constatons simplement que le mouvement fasciste dispose d'une organisation bien réelle et solide qui peut être aussi bien politique et électorale que militaire, mais qu'il manque d'une idéologie et d'un programme propres. Le Congrès et le discours de Mussolini qui a pourtant fait le maximum pour définir son mouvement, prouvent que le fascisme est impuissant à se définir lui-même. C'est un fait sur lequel nous reviendrons dans notre analyse critique et qui prouve la supériorité du marxisme qui, lui, est parfaitement capable de définir le fascisme.

\*\*

Le terme « idéologie » est un peu métaphysique, mais nous l'emploierons pour désigner le bagage programmatique d'un mouvement, la conscience qu'il a des buts qu'il doit successivement atteindre par son action. Cela implique naturellement une méthode d'interprétation et une conception des faits de la vie sociale et de l'histoire. A l'époque actuelle, justement parce qu'elle est une classe en déclin, la bourgeoisie a une idéologie dédoublée. Les programmes qu'elle affiche à l'extérieur ne correspondent pas à la conscience intérieure qu'elle a de ses intérêts et de l'action à exercer pour les protéger. Lorsque la bourgeoisie était encore une classe révolutionnaire, l'idéologie sociale et politique qui lui est propre, ce libéralisme que le fascisme se dit appelé à supplanter, avait toute sa vigueur. La bourgeoisie « croait » et

« voulait » selon les tables du programme libéral ou démocratique : son intérêt vital consistait à libérer son système économique des entraves que l'ancien régime mettait à son développement. Elle était convaincue que la réalisation d'un maximum de liberté politique et la concession de tous les droits possibles et imaginables à tous les citoyens jusqu'au dernier coïncidaient non seulement avec l'universalité humanitaire de sa philosophie, mais avec le développement maximum de la vie économique.

En fait, le libéralisme bourgeois ne fut pas seulement une excellente arme politique au moyen de laquelle l'Etat abolit l'économie féodale et les privilèges des deux premiers « états », le clergé et la noblesse. Il fut aussi un moyen non négligeable pour l'Etat parlementaire de remplir sa fonction de classe non seulement contre les forces du passé et leur restauration, mais aussi contre le « quart état » et les attaques du mouvement prolétarien. Dans la première phase de son histoire, la bourgeoisie n'avait pas encore conscience de cette seconde fonction de la démocratie, c'est-à-dire du fait qu'elle était condamnée à se transformer de facteur révolutionnaire en facteur de conservation, à mesure que l'ennemi principal cesserait d'avantage d'être l'ancien régime pour devenir le prolétariat. La droite historique italienne, par exemple, n'en avait pas conscience. Les idéologues libéraux ne se contentaient pas de dire que la méthode démocratique de formation de l'appareil d'Etat était dans l'intérêt de tout « le peuple » et assurait une égalité de droits à tous les membres de la société : ils le « croyaient ». Ils ne comprenaient pas encore que, pour sauver les institutions bourgeoises dont ils étaient les représentants, il pût être nécessaire d'abolir les garanties libérales inscrites dans la doctrine politique et dans les constitutions de la bourgeoisie. Pour eux, l'ennemi de l'Etat ne pouvait qu'être l'ennemi de tous, un délinquant coupable de violer le contrat social.

Par la suite, il devint évident pour la classe dominante que le régime démocratique pouvait servir également contre le prolétariat et qu'il était une excellente soupape de sécurité au mécontentement économique de ce dernier ; la conviction que le mécanisme libéral servait magnifiquement ses intérêts s'enracina donc de plus en plus dans la conscience de la bourgeoisie. Seulement, elle le considéra dès lors, comme un moyen et non plus comme une fin abstraite, et elle se rendit compte que l'usage de ce moyen n'est pas incompatible avec la fonction intégratrice de l'Etat bourgeois, ni avec sa fonction de répression même violente contre le mouvement prolétarien. Mais un Etat libéral qui, pour se défendre, doit abolir les garanties de la liberté apporte la preuve historique de la fausseté de la doctrine libérale elle-même en tant qu'interprétation de la mission historique de la bourgeoisie et de la nature de son appareil de gouvernement. Ses véritables fins apparaissent au contraire clairement : défendre les intérêts du capitalisme par tous les moyens, c'est-à-dire aussi bien par les diversions politiques de la démocratie que par les répressions armées quand les premières ne suffisent plus à freiner les mouvements menaçant l'Etat lui-même.

Cette doctrine n'est cependant pas une doctrine « révolutionnaire » de la fonction de l'Etat bourgeois et libéral. Pour mieux dire, ce qui est révolutionnaire, c'est de la formuler, et c'est pourquoi dans la phase historique actuelle, la bourgeoisie doit la mettre en pratique et la mener en théorie. Pour que l'Etat bourgeois remplisse la fonction répressive qui est tout naturellement la sienne, il faut que les prétendues vérités de la doctrine libérale aient été implicitement reconnues comme fausses, mais il n'est pas du tout nécessaire de retourner en arrière et de réviser la constitution de l'appareil d'Etat. Ainsi la bourgeoisie n'a pas à se repentir d'avoir été libérale ni à abjurer le libéralisme : c'est par un développement en quelque sorte « biologique » que son organe de domination a été armé et préparé à défendre la cause de la « liberté » au moyen des prisons et des mitrailleuses.

★★

Tant qu'il énonce des programmes et reste sur le terrain politique, un mouvement bourgeois ne peut reconnaître carrément cette nécessité de la

classe dominante de se défendre par tous les moyens, y compris ceux qui sont théoriquement exclus par la constitution. Ce serait une fausse manœuvre du point de vue de la conservation bourgeoise. D'autre part, il est indiscutable que les quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la classe dominante sentent combien il serait faux de ce même point de vue, de répudier jusqu'à la forme de la démocratie parlementaire et de réclamer une modification de l'appareil d'Etat, aussi bien dans un sens aristocratique qu'autocratique. De même qu'aucun Etat pré-napoléonien n'était aussi bien organisé que les Etats démocratiques modernes pour les horreurs de la guerre (et pas seulement du point de vue des moyens techniques), aucun ne serait non plus arrivé à leur cheville pour la répression intérieure et la défense de son existence. Il est alors logique que dans la période actuelle de répression contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat, la participation des citoyens appartenant à la classe bourgeoise (ou à sa clientèle) à la vie politique revête des aspects nouveaux. Les partis constitutionnels organisés de façon à faire sortir des consultations électorales du peuple une réponse favorable au régime capitaliste signée de la majorité ne suffisent plus. Il faut que la classe sur laquelle l'Etat repose assiste celui-ci dans ses fonctions selon les exigences nouvelles. Le mouvement politique conservateur et contre-révolutionnaire doit s'organiser militairement et remplir une fonction militaire en prévision de la guerre civile.

Il convient à l'Etat que cette organisation se constitue « dans le pays », dans la masse des citoyens parce qu'alors la fonction de répression se concilie mieux avec la défense désespérée de l'illusion qui veut que l'Etat soit le père de tous les citoyens, de tous les partis et de toutes les classes.

Du fait que la méthode révolutionnaire gagne du terrain dans la classe ouvrière, qu'elle la prépare à une lutte et un encadrement militaires et que l'espoir d'une émancipation par les voies légales, c'est-à-dire permises par l'Etat, diminue dans les masses, le Parti de l'ordre est contraint de s'organiser et de s'armer pour se défendre. A côté de l'Etat, mais en butte à ses protestations bien logiques, ce parti va « plus vite » que le prolétariat à s'armer, il s'arme mieux aussi et il prend l'offensive contre certaines positions occupées par son ennemi et que le régime libéral avait tolérées : mais il ne faut pas prendre ce phénomène pour la naissance d'un parti adversaire de l'Etat dans ce sens qu'il voudrait s'en emparer pour lui donner des formes pré-libérales !

Telle est pour nous l'explication de la naissance du fascisme. Le fascisme intègre le libéralisme bourgeois au lieu de le détruire. Grâce à l'organisation dont il entoure la machine d'Etat officielle, il réalise la double fonction défensive dont la bourgeoisie a besoin.

Si la pression révolutionnaire du prolétariat s'accroît, la bourgeoisie tendra probablement à intensifier au maximum ces deux fonctions défensives qui ne sont pas incompatibles, mais parallèles. Elle affichera la politique démocratique et même social-démocrate la plus audacieuse tout en lâchant les groupes d'assaut de la contre-révolution sur le prolétariat pour le terroriser. Mais c'est là un autre aspect de la question qui sert seulement à montrer combien l'antithèse entre fascisme et démocratie parlementaire est dépourvue de sens, comme l'activité électorale du fascisme suffit d'ailleurs à le prouver.

Il n'est pas nécessaire d'être un aigle pour devenir un parti électoral et parlementaire. Il n'est pas non plus nécessaire de résoudre le difficile problème de l'élaboration d'un programme « nouveau ». Jamais le fascisme ne pourra formuler sa raison d'être dans des tables programmiques, ni s'en former une conscience exacte puisqu'il est lui-même le produit du dédoublement du programme et de la conscience de toute une classe et puisque, s'il devait parler au nom d'une doctrine, il devrait rentrer dans le cadre historique du libéralisme traditionnel qui lui a confié la charge de violer sa

doctrine « à usage externe » tout en se réservant celle de la prêcher comme par le passé.

*Le fascisme n'a donc pas su se définir lui-même au Congrès de Rome et jamais il n'apprendra à le faire (sans pour cela renoncer à vivre et à exercer sa fonction) puisque le secret de sa constitution se résume dans la formule : l'organisation est tout, l'idéologie n'est rien qui répond dialectiquement à la formule libérale : l'idéologie est tout, l'organisation n'est rien.*

*Après avoir sommairement démontré que la séparation entre doctrine et organisation caractérise les partis d'une classe décadente, il serait très intéressant de prouver que la synthèse de la théorie et de l'action est le propre des mouvements révolutionnaires montants, proposition corollaire qui répond à un critère rigoureusement réaliste et historique. Ce qui, si on fait acte d'espérance, conduit à cette conclusion que quand on connaît l'adversaire et les raisons de sa force mieux qu'il ne se connaît lui-même et que l'on tire sa propre force d'une conscience claire des buts à atteindre, on ne peut pas ne pas vaincre !*

(Ordine nuovo, 17/11/1921).

## ENCORE SUR LE « PROGRAMME FASCISTE »

Les arguments développés ci-dessus sont repris dans un article publié le 30 novembre 1921 dans la presse du Parti et qui mérite tout autant que le précédent d'être cité intégralement :

### Le programme fasciste

*« En même temps que le manifeste du parti, le quotidien fasciste a publié un article destiné (ainsi qu'une série d'autres) à défendre le mouvement contre l'accusation de n'avoir ni programme ni idéologie ni doctrine qui a été portée de toutes parts contre lui. Le leader fasciste répond à ce chœur de reproches avec une certaine irritation : Vous réclamez de nous un programme ? Vous le réclamez de moi ? Il ne vous semble pas que j'ai réussi à le formuler dans mon discours de Rome ? et il trouve une parade non dépourvue de valeur polémique : les mouvements politiques qui disent avoir été déçus dans leur attente auraient-ils donc eux-mêmes un programme ? Après quoi, il établit deux choses : premièrement, c'est justement parce que les partis bourgeois et petits-bourgeois n'ont pas de programme qu'ils en attendaient un du fascisme ; deuxièmement, son manque de programme ne doit pas être reproché au fascisme, car il constitue un élément important pour comprendre et définir sa nature.*

*Le directeur du quotidien fasciste prétend ensuite montrer que si le fascisme n'a ni tables programmatiques ni canons doctrinaux, c'est parce qu'il relève de la tendance la plus moderne de la pensée philosophique, des théories de la relativité qui, selon lui, auraient fait table rase de l'historicisme (1) pour affirmer la valeur de l'activisme absolu. Cette découverte du Duce prête largement le flanc à la plaisanterie : depuis de nombreuses années, il n'a fait que du relativisme par intuition, mais, demandons-nous, quel est le politicien qui ne pourrait en dire autant et revendiquer l'étiquette de « RELATIVISTE PRATIQUE » ? Mieux vaut relever que cette application du relativisme, du scepticisme et de l'activisme à la politique n'a rien de nouveau. C'est au contraire un repli idéologique très courant qui s'explique objectivement par les exigences de la défense de la classe dominante comme le matérialisme historique nous l'enseigne. A l'époque de sa décadence, la bourgeoisie est devenue incapable de se tracer une voie (c'est-à-dire non*

(1) C'est-à-dire de la doctrine selon laquelle l'histoire obéirait à des lois.

seulement un schéma de l'histoire, mais aussi un ensemble de formules d'action) ; c'est pourquoi, pour fermer la voie que d'autres classes se proposent d'emprunter, dans leur agressement révolutionnaire, elle ne trouve rien de mieux que de recourir au scepticisme universel, philosophie caractéristique des époques de décadence. Laissons de côté la doctrine de la relativité de Einstein, qui concerne la physique... Son application à la politique et à l'histoire de notre malheureuse planète ne pourrait avoir d'effets bien sensibles : si l'on songe que cette doctrine corrige l'évaluation du temps en fonction de la vitesse de la lumière et que le temps mis par un rayon lumineux à parcourir les plus longues distances mesurables sur notre globe est inférieur à un vingtième de seconde, on comprend que la chronologie des événements terrestres n'en serait aucunement affectée. Que nous importe de savoir si Mussolini fait du relativisme par intuition depuis dix ans ou bien depuis dix ans plus un vingtième de seconde ?

Mais les applications du relativisme et de l'activisme philosophique à la politique et à la praxis sociale sont une vieille histoire et elles constituent un symptôme d'impuissance fonctionnelle, tout simplement. La seule application logique de ces doctrines à la vie sociale réside dans le je m'en foutisme subjectif des individus ; sans programmes de réforme et de révolution de la société, plus de grandes organisations collectives : il ne reste plus que l'action des particuliers et, tout au plus, de groupes limités indépendants et doués du maximum d'initiative.

Les deux formes bien connues de révision du marxisme, le réformisme et le syndicalisme, ont été sceptiques et relativistes, en parfaite logique avec elles-mêmes. Bernstein a dit bien avant Mussolini que le but n'est rien et que l'action, le mouvement, est tout. On essayait d'enlever au prolétariat la vision d'un but final et en même temps on lui enlevait aussi la conception unitaire de la classe qui implique la lutte en fonction d'une orientation unique. On réduisait ainsi le socialisme à la lutte de groupes disparates, pour des buts contingents, avec un éventail illimité de méthodes, c'est à dire à ce « mobilisme » que le Duce invoque aujourd'hui. C'est une attitude identique qui a donné naissance au syndicalisme. La critique relativiste semble considérer que le système qui parle à la classe ouvrière de l'unité de son mouvement dans le temps et dans l'espace, n'est qu'une vieilleries mille fois réfutée et enterrée. Mais cette critique qui se présente jour après jour comme « nouvelle » n'est elle-même qu'un rabâchage fatigué de petits-bourgeois ; elle ressemble à l'élégant scepticisme religieux des derniers aristocrates qui, à la veille de la grande révolution bourgeoise, n'avaient plus la force de lutter pour la conservation de leur propre classe ; dans un cas comme dans l'autre, ce sont là les symptômes de l'agonie.

De par sa nature, le fascisme n'a, par contre, aucun droit à se réclamer du relativisme. Tout au contraire, on pourrait dire qu'il représente les ultimes efforts de la classe dominante actuelle pour se donner des lignes de défense sûres et pour soutenir son droit à la vie face aux attaques révolutionnaires. C'est un historicisme négatif, mais un historicisme tout de même. Le fascisme possède une organisation unitaire d'une indiscutable solidité, l'organisation de toutes les forces décidées à défendre désespérément par l'action des positions depuis longtemps théorisées : voilà pourquoi il apparaît non pas comme un parti apportant un programme nouveau, mais comme une organisation luttant pour un programme qui existe depuis longtemps, celui du libéralisme bourgeois.

L'agnosticisme à l'égard de l'Etat bourgeois dont le manifeste du parti fasciste semble témoigner ne doit ni ne peut induire en erreur. En déduire que pour la pensée et la méthode fascistes, la notion d'Etat elle-même n'est pas une « catégorie fixe » serait faire un jeu de mots dépourvu de sens. Le fascisme met en effet l'Etat et sa fonction en rapport avec une nouvelle catégorie riche d'un absolutisme non moins dogmatique qu'aucun autre : la Nation. L'initiale qu'il a enlevée au mot Etat, le fascisme l'ajoute au mot

*nation. Comment la volonté et la solidarité nationales pourraient bien ne pas être des expressions « historicistes » et « démocratiques », voilà ce que les philosophes du fascisme devraient nous expliquer ! Et il leur faudrait pour cela comprendre la différence qui existerait entre leur principe suprême, la Nation, et la réelle organisation actuelle de l'Etat.*

*En réalité le terme de « Nation » équivaut tout simplement à l'expression bourgeoise et démocratique de souveraineté populaire, souveraineté dont le libéralisme prétend qu'elle se manifeste dans l'Etat. Le fascisme n'a donc fait qu'hériter des notions libérales, et son recours à l'impératif catégoriquement national n'est qu'une manifestation de plus de la duperie classique consistant à dissimuler la coïncidence entre Etat et classe capitaliste dominante. Il suffit d'une critique superficielle pour démontrer, premièrement, que la Nation du manifeste fasciste est indiscutablement une « catégorie » et qu'elle a dans l'idéologie une valeur tellement absolue que celui qui ose blasphémer contre elle est condamné au sacrifice expiatoire... de la bastonnade ; et deuxièmement, que cette Nation n'est rien d'autre que la bourgeoisie et le régime qu'elle défend, c'est-à-dire l'anti-catégorie de la révolution prolétarienne. Beaucoup de mouvements petits-bourgeois qui prennent des attitudes pseudo-révolutionnaires — et qui, aujourd'hui, aussi paradoxal que cela puisse sembler, convergent tous vers le fascisme — se prévalent eux aussi de l'épithète « nationale ». Il serait impossible de comprendre pourquoi la Nation réside dans le mouvement des volontaires fascistes plutôt que dans la masse désorganisée (ou organisée dans d'autres minorités) qui est leur ennemie naturelle si le concept de Nation ne dissimulait pas les mêmes éléments qui nous conduisent, nous marxistes, à établir que l'Etat bourgeois, qui parle au nom de tous, est une organisation minoritaire pour l'action d'une minorité : la bourgeoisie. L'hésitation de la puissante organisation des volontaires fascistes face à l'organisation étatique ne dénote pas une indépendance de mouvement de leur part, mais seulement l'existence d'une division des fonctions conforme aux exigences de la conservation bourgeoise. C'est parce qu'il faut que l'Etat garde le droit de se présenter comme l'expression démocratique des intérêts de tous que cette milice de classe doit nécessairement se former en dehors de lui ; et celle-ci ose à son tour si peu être cohérente avec les philosophies qu'elle affiche qu'au lieu de se présenter comme l'expression d'une élite, elle réduit son programme à un vague « nominalisme » qui a en outre la propriété d'être démocratique au sens traditionnel et vulgaire : la Nation.*

*Le relativisme domine dans les couches bourgeoises dévirilisées et résignées à la défaite auxquelles leur propre désorganisation prouve que la pensée et la domination bourgeoise ont fait faillite. Mais l'organisation unitaire qui regroupe et encadre les ultimes capacités de lutte de la bourgeoisie montre que les forces du passé encore capables de s'unir ne se rassemblent pas sur la base d'un programme à offrir à l'histoire de demain (aucun courant bourgeois pas même le fascisme, n'en peut rien trouver de pareil) et qu'elles obéissent seulement à la décision instinctive d'empêcher la réalisation du programme révolutionnaire. Si celui-ci avait été battu sur le terrain théorique, s'il n'avait pu réfuter les thèses nouvelles et séduisantes qui brillent dans les articles du leader fasciste et si la bourgeoisie ne flairait en lui un danger c'est-à-dire la réalité de demain, le Duce pourrait bien licencier ses chemises noires et au nom de la philosophie relativiste et activiste, abolir la discipline immobiliste à laquelle il prétend de plus en plus les astreindre !*

## **VIVE LE GOUVERNEMENT FORT DE LA REVOLUTION !**

Face à la menace d'un nouveau et puissant rival parlementaire, les partis de la démocratie, socialistes en tête, relancèrent la campagne pour un « bloc de gauche » visant à... renforcer l'Etat et son autorité contre les attaques perfides de l'« illégalisme » fasciste. C'est pourquoi le Parti

communiste publia le 3 décembre 1921 un article qui réaffirmait avec vigueur la position communiste classique sur de telles manœuvres de diversion et qui leur opposait la voie unique et immuable du communisme :

### Du gouvernement

*« La position des communistes sur toutes les sottises que profèrent à la Chambre les démocrates, les social - démocrates et les socialistes qui se préparent à recommencer la vieille farce du bloc de gauche est extrêmement simple.*

*Il n'est pas du tout vrai que le fascisme existe parce qu'il n'y a pas de gouvernement capable de le réprimer. C'est un mensonge de faire croire que la formation d'un gouvernement de cette nature et en général le développement des rapports entre l'action de l'Etat et celle du fascisme puisse dépendre de la marche des choses au Parlement. Si un gouvernement fort — c'est-à-dire un gouvernement capable d'imposer la loi actuelle — se constituait, le fascisme entrerait de lui-même en sommeil, parce qu'il n'a pas d'autre but que de faire respecter réellement la loi bourgeoise, loi que le prolétariat tend à démolir, qu'il a commencé à démolir et qu'il continuera à démolir dès que les résistances conservatrices se relâcheront. Pour le prolétariat, les effets du gouvernement fort sont les mêmes que ceux du fascisme : le maximum de duperie.*

*Apportons quelques éclaircissements à ces trois affirmations que nous opposons au jeu nauséabond de cette « gauche » politique qui se forme dans les contacts et marchandages obscènes du Parlement et à laquelle nous renouvelons de tout cœur l'expression du dégoût qu'elle nous inspire et qui est mille fois supérieur à celui que méritent tous les réactionnarismes, cléricaux et national-fascismes d'hier et d'aujourd'hui.*

*L'Etat bourgeois, dont la puissance effective ne réside pas dans le parlement, mais dans la bureaucratie, la police, l'armée, la magistrature, n'est aucunement mortifié d'être supplanté par l'action sauvage des bandes fascistes. On ne peut pas être contre quelque chose qu'on a préparé et qu'on défend. Quel que soit le groupe de pitres installé au pouvoir, la bureaucratie, la police, l'armée et la magistrature sont donc pour le fascisme qui est leur allié naturel.*

*Pour éliminer le fascisme, il n'y a pas besoin d'un gouvernement plus fort que l'actuel : il suffirait que l'appareil d'Etat cesse de le soutenir. Or l'appareil d'Etat préfère employer contre le prolétariat la force du fascisme, qu'il soutient indirectement, plutôt que sa propre force, et il y a à cela des raisons profondes.*

*Nous, communistes, nous ne sommes pas bêtes au point de réclamer un « gouvernement fort ». Si nous croyions qu'il suffit de demander pour obtenir, nous réclamerions au contraire un gouvernement vraiment faible : ainsi l'Etat et sa formidable organisation seraient impuissants à intervenir dans le duel entre blancs et rouges. Alors les démocrates à la Labriola verraient bien qu'il s'agit d'une véritable guerre civile et le Duce, qu'il n'est pas vrai que ses victoires soient dues au « bas matérialisme » des travailleurs. Du « gouvernement fort », c'est nous, communistes, qui leur en donnerions ensuite, aux uns comme à l'autre. Mais l'hypothèse est absurde.*

*Le fascisme est né de la situation révolutionnaire. Révolutionnaire parce que la baraque bourgeoise ne fonctionne plus, parce que le prolétariat s'est déjà mis à lui porter les premiers coups. La démagogie vulgaire et l'incomparable bassesse des faux chefs prolétariens de diverses nuances qui sont dans le parti socialiste ont saboté la marche en avant du prolétariat. Mais cela ne change rien au fait que la classe ouvrière révolutionnaire d'Italie a fièrement pris l'initiative de l'attaque contre l'Etat bourgeois, le gouvernement, l'ordre capitaliste, c'est-à-dire contre la loi qui préside à l'exploitation des travailleurs.*

La situation peut changer, la crise capitaliste s'aggraver ou s'arranger momentanément, le prolétariat devenir plus agressif ou succomber aux coups de l'ennemi et se laisser disperser par les infâmes socialistes, autant d'hypothèses dont nous n'avons pas à dire ici quelle est la plus probable. C'est de ces modifications, en tout cas, que dépend le changement des fonctions du fascisme par rapport à l'organisation étatique. Si le prolétariat est battu, n'importe quel gouvernement fera automatiquement figure de « gouvernement fort », et les bandes fascistes pourront s'adonner au football ou à l'adoration des codes sacrés du droit en vigueur. Si le prolétariat repart à l'attaque, le petit jeu de l'alliance secrète entre les libéraux du gouvernement et les formations fascistes continuera pendant quelque temps, avec un ministère Nitti ou Modigliani, peut-être ; mais le moment où les fascistes et les démocrates du bloc de gauche se mettront d'accord sur le fait — parfaitement exact — que le seul ennemi de l'ordre actuel est le prolétariat révolutionnaire ne tardera pas, et alors ils agiront ouvertement ensemble pour le triomphe de la contre-révolution.

L'évolution de ces phénomènes sociaux et historiques n'a rien à voir avec la parade actuelle des idiots et des gredins du Parlement. La constitution de la « gauche bourgeoise » qui sur 150 députés compte 145 candidats à des postes de ministres n'aura aucune influence sur cette évolution, et c'est au contraire celle-ci qui pourrait bien conduire au pouvoir un quelconque Dugoni, un Vavirca ou autres personnages du même acabit, défaitistes jusqu'à la moëlle quand il s'agit des intérêts prolétariens, et que les travailleurs ont le tort d'être et de prendre au sérieux quand ils se répandent en jérémiades sur les violences fascistes.

Pour prétendre, comme le critique subtil qu'est Labriola, qu'on peut arriver à un gouvernement capable de désarmer le fascisme et de rendre à l'Etat sa fonction de seul défenseur de l'ordre par de simples manœuvres parlementaires, il faut être poussé par le carriérisme politique le plus vulgaire, tant l'affirmation est stupide. Admettons pourtant un instant que ce soit vrai, qu'en résulterait-il pour le prolétariat ? Une duperie, répétons-le. La plus solennelle des duperies.

Il fut un temps où le jeu de la gauche s'opposait à celui de la droite bourgeoise parce que cette dernière usait de moyens coercitifs pour maintenir l'ordre, tandis qu'elle, elle entendait le maintenir par des moyens libéraux. Aujourd'hui, l'époque des moyens libéraux est close et le programme de la gauche consiste à maintenir l'ordre avec plus d'« énergie » que la droite. On fait avaler cette pilule aux travailleurs sous le prétexte que ce sont des « réactionnaires » qui perturbent l'ordre et que ce sont les bandes armées de Mussolini qui feraient les frais de l'« énergie » du gouvernement de la gauche.

Mais comme le prolétariat a pour mission de le détruire, votre ordre maudit, pour instaurer le sien, il n'a pas de pire ennemi que ceux qui proposent de le défendre avec le maximum d'énergie.

Si on pouvait croire au libéralisme, le prolétariat exigerait de la bourgeoisie un gouvernement libéral afin de pouvoir instaurer sa dictature avec un sacrifice moindre. Mais il serait coupable de donner aux masses une telle illusion. Les communistes dénoncent donc le programme de la « gauche » comme une fraude aussi bien quand elle gémit sur les libertés publiques violées que quand elle se lamente que le gouvernement n'est pas assez fort. La seule chose dont on puisse se réjouir est qu'à mesure que cette fraude se dévoile plus nettement, le libéral apparaît davantage comme un gendarme ; même s'il endosse l'uniforme pour arrêter Mussolini, il reste toujours un gendarme. Il n'arrêtera certainement pas Mussolini, mais il montera la garde pour protéger l'ennemi de la classe ouvrière : l'Etat actuel.

Nous ne sommes donc ni pour le gouvernement faible, ni pour le gouvernement fort ; ni pour celui de droite, ni pour celui de gauche. On ne nous fait pas avaler ces distinctions à effet purement parlementaire. Nous savons que la force de l'Etat bourgeois ne dépend pas des manœuvres de couloir des députés et nous sommes pour un seul gouvernement : le gouvernement révolutionnaire du prolétariat. Nous ne le demandons à personne, nous le préparons contre tous, au sein même du prolétariat.

Vive le gouvernement fort de la révolution !

C'est par ces vigoureuses paroles, qui définissent clairement la seule « alternative au fascisme » pour laquelle des communistes dignes de ce nom pouvaient lutter, que nous terminerons l'étude des événements de 1921. La suite de cet article retracera les principaux épisodes des années 1922, 1923 et 1924 et de la lutte que, jusqu'au bout, le Parti communiste d'Italie continua à mener à contre-courant.

(à suivre)

# La méthode du Capital

La méthode appliquée par Marx dans le **Capital** et qui se reflète dans la structure au premier abord déconcertante de l'œuvre a été définie par lui de la façon la plus générale au paragraphe III de l'INTRODUCTION (1857) A LA CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE, intitulé **La méthode de l'Economie politique** (passages soulignés par nous, NDR) :

« Il est apparemment de bonne méthode de COMMENCER PAR LE REEL ET LE »  
» CONCRET, la supposition véritable ; donc, en économie, par la population, par »  
» exemple, qui est la base et le sujet de l'acte social de la production dans son ensem- »  
» ble. TOUTEFOIS A Y REGARDER DE PRES, CETTE METHODE EST FAUSSE. La »  
» population est une ABSTRACTION si je laisse de côté les classes dont elle se compo- »  
» pose. Ces classes sont à leur tour un mot vide de sens si j'ignore les éléments sur »  
» lesquels elles reposent, par exemple LE TRAVAIL SALARIE, LE CAPITAL, etc... »  
» Ceux-ci supposent L'ECHANGE, LA DIVISION DU TRAVAIL, LE PRIX, etc... Si donc »  
» je commençais par la population, je me ferais une représentation chaotique de »  
» l'ensemble ; puis par une détermination plus précise, en procédant par analyse, »  
» j'aboutirais à des concepts de plus en plus simples. Partant de là, il faudrait faire »  
» le chemin à rebours jusqu'à ce qu'on arrive de nouveau à la population, MAIS »  
» CELLE-CI NE SERAIT PLUS CETTE FOIS LA REPRESENTATION CHAOTIQUE D'UN »  
» TOUT, MAIS UNE RICHE TOTALITE ».

Notant qu'à partir de la " totalité vivante ", les économistes classiques ont toujours fini "par dégager quelques rapports généraux abstraits" sur la base desquels ils ont édifié "des systèmes économiques s'élevant du simple au concret", Marx conclut :

« Cette méthode est MANIFESTEMENT LA METHODE SCIENTIFIQUEMENT »  
» EXACTE. Le concret est concret parce qu'il est la synthèse de nombreuses détermi- »  
» nations, donc UNITE DE LA DIVERSITE. Dans la première méthode (NDR départ du »  
» concret et du complexe) la représentation pleine est volatilisée en une détermination »  
» abstraite ; dans la seconde (NDR du simple et de l'abstrait au concret) LES DETER- »  
» MINATIONS ABSTRAITES ABOUTISSENT A LA REPRODUCTION DU CONCRET »  
» PAR LA VOIE DE LA PENSEE ».

---

(1) Ce texte constitue la première partie du compte rendu d'un exposé fait à la dernière réunion générale du Parti (Paris, 6-7 septembre 1969). Dans nos prochains numéros nous publierons la suite de ce compte rendu :

II. — Principaux résultats du Livre I du " Capital ".

III. — Rapports particuliers du Livre III avec le Livre I. Etude des trois premières Sections du Livre III.

Le mouvement du Livre I et du Livre II traitant respectivement " Le Procès de production " et " Le Procès de Circulation du Capital — au Livre III, qui traite " Le Procès d'ensemble de la production capitaliste " — est précisément ce mouvement du simple et de l'abstrait au concret et au complexe que Marx définit ci-dessus comme " la méthode scientifiquement exacte ". Mais c'est uniquement parce que dans la première partie, les " déterminations abstraites " ont été **rationnellement** établies que, dans la seconde, " le procès d'ensemble " n'apparaît plus comme un **inextricable chaos** (contrairement à ce qui se produit dans l'**économie politique** dont Marx a entrepris la critique à des fins **révolutionnaires**) mais comme une " riche totalité " clairement intelligible.



Quelle est donc la "détermination abstraite" dont Marx part et qui lui permet d'aboutir à une représentation intelligible de la réalité empirique ? Cette détermination — il y insiste lui-même à plusieurs reprises — c'est **LE CAPITAL EN GENERAL** :

« Je fais **abstraction** de la multitude des capitaux réels et de la concurrence » entre eux, qui n'est que le rapport du capital avec lui-même en tant que **capital** » autre, et ne peut donc être élucidé sans que la notion même de capital en général » l'ait été » (*Lettre à Kugelmann*).

« L'intervention de nombreux capitaux réels ne doit pas perturber notre analyse. » Au contraire, le rapport entre les nombreux capitaux ne deviendra clair que lorsque » nous aurons mis en évidence ce qu'ils ont **tous en commun**, à savoir qu'ils sont du » capital » (*Grundrisse*).

« Il faut définir exactement le développement de la notion de capital puisqu'il » constitue la notion fondamentale de l'économie moderne, et la structure même du » capital **DONT L'IMAGE ABSTRAITE SE RETROUVE DANS LA SOCIÉTÉ BOUR-** » **GEOISE.** Si nous avons bien saisi **LES CONDITIONS PRÉALABLES DU RAPPORT** » **CAPITALISTE**, nous devons être en mesure d'en déduire **TOUTES LES CONTRADIC-** » **TIONS DE LA PRODUCTION BOURGEOISE** ainsi que **TOUTES LES LIMITES** » **QU'ELLE TEND CONTINUUELLEMENT À DÉPASSER** » (*Grundrisse*),

sans, ajouterons-nous, parvenir jamais à dépasser le **RAPPORT CAPITALISTE** lui-même tel qu'il est décrit au Livre I, ce bond ne pouvant être réalisé que par la Révolution sociale qui a pour condition et point de départ la révolution politique du prolétariat.

Ce qui distingue le capital-en-général de toutes les autres formes de la richesse, c'est qu'il est une **VALEUR CREATRICE DE PLUS-VALUE**. Le point de départ de Marx implique donc qu'il commence par la **VALEUR ELLE-MÊME**. C'est pourquoi la **Première Section** du **Premier Livre** est intitulée : **La marchandise et la monnaie**.

Il doit ensuite chercher comment la **valeur simple** se transforme en **valeur créatrice de plus-value** ; c'est l'objet de la **Seconde Section** : **La transformation de l'argent en capital** (dans laquelle entrent en fait les chapitres intitulés respectivement **Troisième Section** : **La production de la plus-value absolue** ; **Quatrième Section** : **La production de la plus-value relative** ; **Cinquième Section** : **Nouvelles recherches sur la plus-value** ; **Sixième Section** : **Le Salaire**).

Enfin, il doit chercher comment la production de la plus-value entraîne la reproduction non seulement simple, mais élargie du capital et

donc du rapport capitaliste tout entier : c'est l'objet de la **Septième Section : L'accumulation du Capital** (dans laquelle entre le chapitre historique présenté comme **Huitième Section** et intitulé : **L'Accumulation primitive**).

Il est donc parfaitement exact de dire, comme le fait la Préface des **Eléments de l'Economie marxiste** :

« Le Premier Livre est... à tout le reste de l'œuvre comme la trame fondamentale, la ligne directrice de tout le système » puisqu'il « conduit d'un seul jet » l'étude de tout le processus économique qui part du troc en nature et passe par la naissance et l'accumulation du capital pour parvenir à la conclusion (tracée lapidairement dans l'avant-dernier chapitre) que succèdera au capitalisme une économie sociale et non mercantile. Les faits, l'étude et les lois de la circulation (objet du Livre II NDR) sont déjà entièrement contenus dans ce développement ».

Contenues dans le Premier Livre, les " déterminations abstraites " du procès de circulation seront reprises et développées dans le **Second Livre** qui comporte : **Première Section : Les Métamorphoses du Capital et leur cycle ; Seconde Section : La Rotation du Capital ; Troisième Section : Reproduction et Circulation de l'ensemble du capital.**

Quand nous arrivons à la fin du **Second Livre**, l'analyse du CAPITAL EN GENERAL est complètement achevée. Quel va être l'objet du **Troisième Livre** ? C'est encore Marx lui-même qui nous le dit, cette fois dans les lignes introductives du ch. I de ce Livre :

« Dans le Livre I, nous avons étudié les divers aspects que présente le procès de production capitaliste, en soi, en tant que procès de production immédiat, et dans cette étude, nous avons fait abstraction de tous les effets secondaires résultant de facteurs étrangers à ce procès. Mais la vie du capital déborde ce procès de production immédiat. Dans le monde réel, le procès de circulation qui a fait l'objet du Livre II vient le compléter. Dans la troisième section du Livre II surtout, en étudiant le procès de circulation en tant qu'intermédiaire du procès social de reproduction, nous avons vu que le procès de production, pris en bloc, est l'unité du procès de production et du procès de circulation.

« Dans ce Livre III, il ne saurait être question de se répandre en généralités sur cette unité. Il s'agit au contraire de découvrir et de décrire les formes concrètes auxquelles donnent naissance le mouvement du capital considéré comme un tout. C'est sous ces formes concrètes que s'affrontent les capitaux dans leur mouvement réel, et les formes que revêt le capital dans le procès de production immédiat comme dans le procès de circulation n'en sont que des phases particulières. Les formes du capital que nous allons exposer dans ce livre le rapprochent progressivement de la forme sous laquelle il se manifeste dans la société, à sa surface, pourrait-on dire, dans l'action réciproque des divers capitaux, dans la concurrence et dans la conscience ordinaire des agents de la production eux-mêmes ».

(Livre III, Section I, Ch. I, p. 47, Ed. Sociales) (passages soulignés dans l'original)

Dans ce Livre III, nous ne verrons donc pas seulement les **catégories marxistes** du Livre I — valeur, plus-value, capital constant et capital variable, taux de plus-value — réapparaître sous le déguisement des catégories bourgeoises — profit, coût de production, taux de profit — comme cela se produit dans les trois premières sections ; nous verrons encore, dans les trois sections suivantes (couronnées par la brève Section VII : les Revenus et leur source) les formes d'existence **passagères** analysées au Livre II — capital-argent, capital productif, capital marchandises — se cristalliser en formes d'existence **particulières** — capital financier, capital industriel, capital commercial — la plus-value, déjà méta-

morphosée en profit, se partager en outre en **intérêt et profit d'entreprise** et le surprofit se convertir en **rente foncière**. Arrivé à ce point de la " **reproduction du concret par la voie de la pensée** ", Marx indiquait dans le plan primitif du **Capital** qu'on trouve formulé dans le dernier paragraphe de **III. La méthode de l'Economie politique** (in **Introduction à la critique de l'Economie politique** de 1857) qu'il fallait aborder : " les rapports internationaux de production ; la division internationale du travail ; l'échange international ; l'importation et l'exportation ; le cours des changes ; le **marché mondial et les crises** " (Ed. Sociales), mais la mort l'a empêché d'achever cette tâche.

Déterminée par des considérations **logiques**, la structure d'ensemble du **Capital** trouve naturellement aussi une justification **historique** ainsi définie par Marx :

« Dans l'analyse du Capital en général, nous n'avons pas encore à faire avec telle » **forme particulière** ni avec le **capital individuel**. En effet nous en sommes à son » **procès de genèse**. Or ce procès de genèse N'EST QU'UNE EXPRESSION IDEALE DU » **DEVELOPPEMENT REEL AU COURS DUQUEL IL DEVIENT DU CAPITAL**. Les rap- » **ports ultérieurs en revanche seront à considérer COMME LES DEVELOPPEMENTS A** » **PARTIR DE CE GERME** » (*Grundrisse*).

Ceci dit, toute la précédente étude de la méthode de Marx ruine sans recours l'échappatoire des détracteurs impuissants ou intéressés du **Capital** qui, **prétendant** qu'il « décrit le capitalisme concurrentiel du XIX<sup>e</sup> siècle », concluent avec désinvolture que c'est une œuvre " dépassée " qui ne peut nous permettre de comprendre le capitalisme monopoliste du XX<sup>e</sup> ! A **supprimer** en effet (ce qui est manifestement faux) qu'aucune des catégories et des formes empiriques du capital traitées au Livre III ne soit plus observables « à la surface » de la société bourgeoise contemporaine, l'analyse scientifique du **CAPITAL EN GENERAL** faite aux Livres I et II n'en resterait pas moins entièrement debout. C'est pourquoi la prétention d'analyser « le capitalisme concret de notre temps » en partant directement de lui, en faisant abstraction des résultats des Livres I et II ne peut aboutir (1), **sur le plan scientifique**, qu'à un misérable avortement et sur le plan **politico-social**, qu'à une ressucée des absurdes revendications et réformes qui, dans le passé déjà, ont été faussement présentées comme du **socialisme**.

Toute cette introduction méthodologique ne doit donc pas être considérée comme un hors-d'œuvre superflu et encore moins comme un simple ornement : destinée à orienter les camarades désireux de procéder eux-mêmes à l'étude de l'œuvre maîtresse de Marx dans l'**apparent** dédale de sa composition " en spires successives ", elle justifie également la façon dont la Préface des **Eléments d'Economie marxiste** définissait le travail qui nous incombe à nous, modestes élèves des maîtres du socialisme scientifique : **tirer, tout comme eux, la vérification, le contrôle de la théorie**

---

(1) C'est le cas des deux œuvres contemporaines considérées comme capitales par les « gauchistes » et publiées chez Maspéro : « **Le capitalisme monopoliste** » des Américains P. Baran et Sweezy et « **L'Echange inégal** » d'Emmanuel, au titre combien suggestif.

**générale et la preuve de son efficacité de l'étude des phénomènes particuliers actuels du développement capitaliste, puisqu'en tant que méthode scientifique, la méthode du Capital est aussi nécessairement une méthode expérimentale.**

---

## Appendice

# Bilan du travail du Parti sur le " Capital " de K. Marx

Il est bon de rappeler, comme nous avons coutume de le faire en réunion générale, quel est le travail antérieurement effectué par le Parti auquel le présent travail se rattache. Le **Capital** de Karl Marx, qui porte en sous-titre " **Critique de l'Economie politique** " se compose de trois livres :

Premier Livre : Le procès de production du Capital.

Second Livre : Le procès de circulation du Capital.

Troisième Livre : Le procès d'ensemble de la production capitaliste.

Vaste matière qui a déjà été largement défrichée soit dans des exposés de réunions générales, soit dans des travaux écrits.

I. — Pour le **Premier Livre**, nous avons **Eléments d'Economie marxiste**, ainsi caractérisés dans la préface :

« (Ce travail) constitue une réexposition de la matière économique du Premier Livre » du " **Capital** ". Il n'est pas un résumé et encore moins une " vulgarisation ". L'étude » de l'œuvre fondamentale de Marx exige une préparation économique, historique et philo- » sophique dont les résultats doivent être appliqués en même temps. Dans ces notes, LA » PARTIE ECONOMIQUE A ETE ISOLEE DANS UNE CERTAINE MESURE ET SEULE DEVE- » LOPPEE. Il a été également fait appel au langage mathématique plus souvent que dans » l'œuvre de Marx ». C'est la raison pour laquelle on désigne souvent ces **Eléments** et une annexe qui leur a été ultérieurement ajoutée par le terme d' " **abaque de l'économie marxiste** ". En réalité, outre les **résultats économiques** du Premier Livre, ils mettent en évidence deux caractéristiques capitales de l'œuvre : 1) le caractère rigoureusement scientifique de la méthode employée par Marx dans ce Premier Livre ; 2) le fait que « Marx n'a pas » consacré sa vie à **décrire**, fût-ce scientifiquement, le **capitalisme**, mais bien plutôt à » **prévoir** et **décrire** scientifiquement le **socialisme**, son analyse de l'économie bourgeoise » (n'étant) qu'un moment dialectique d'une synthèse beaucoup plus vaste, embrassant d'un » seul coup le passé, le présent des sociétés humaines pour déterminer l'avenir, le couron- » nement de ce corps de doctrine complet (étant) la démonstration de la NECESSITE DE » L'AVENEMENT D'UNE NOUVELLE FORME SOCIALE DE PRODUCTION : LE SOCIALIS- » ME » (Préface aux **Eléments**).

Cette réexposition fidèle a été publiée de 1947 à 1950 dans **Prometeo** (du n° 5 au n° 14). Elle a été traduite en français et publiée de janvier 1958 à avril 1959 dans **Programme Communiste** (N°s 2, 3, 4, 5 ronéotypés, n° 7 imprimé). Ces numéros étant épuisés et donc difficilement accessibles aux jeunes camarades, une des tâches qui incombe au Parti serait de rééditer les **Eléments de l'économie marxiste**.

A ce travail capital s'ajoute un " Appendice " — dit aussi " Abaque de l'économie marxiste I " qui : 1) propose une symbolique pour l'exposition du Capital et 2) une illustration algébrique du paragraphe 17 des **Eléments** sur la loi générale de la plus-value et une autre du paragraphe 20 sur la réunion verticale de deux entreprises. Cet **Abaque I** a été publié dans une édition italienne ronéotypée de 1959, et en traduction française, dans le n° 10 de **Programme Communiste** (janvier-mars 1960).

A ces deux textes, il convient d'ajouter un chapitre inédit qui, dans le plan primitif de Marx, devait clore le **Premier Livre** et servir de transition au **Second**, et connu sous le nom de " **VI<sup>e</sup> Chapitre** ". Il est accessible aux camarades dans le n° 35 de **Programme Communiste** (avril-juin 1966).

II. — Pour le **Second Livre**, nous avons :

1° Un " **Abaque de l'économie marxiste n° 2** " traitant lui aussi essentiellement de la symbolique à utiliser (Texte italien ronéotypé de 1960, non traduit en français) ;

2° Un résumé des chapitres relatifs à la reproduction simple, aux cycles du capital-argent, du capital productif et du capital-marchandises et à la rotation du capital dans l'important article **Gaspillage capitaliste et Communisme** (cf en particulier le tableau récapitulatif qu'il contient) traduit dans **Programme Communiste**, n° 24, juillet-septembre 1963.

III. — En ce qui concerne le **Troisième Livre**, la **Section VI : Conversion du surprofit en rente foncière** a été largement utilisée (ainsi que l'Histoire des Doctrines économiques ou Quart Livre du " **Capital** ") dans la longue série de **Programma Comunista** consacrée à la Question agraire (N°s 21, 22, 23 de 1953, n°s 1 à 12 de 1954) dont la traduction en français est restée inédite.

Dans le récent et très important travail " **Théorie marxiste de la monnaie** " (**Programme Communiste**, n° double 43-44 et n° 45) qui constitue une sorte de " coupe verticale " dans l'ensemble du **Capital** à propos de la délicate et complexe question monétaire, on trouve exposés d'importants éléments de la **Section V** du Livre III : **Partage du profit en intérêt et profit d'entrepreneur**. Ils font suite, dans le développement à la fois logique et historique de la question de la monnaie, aux éléments provenant du Livre I (**Section I : La Marchandise et la Monnaie ; Section II : La transformation de l'argent en capital**) et du Livre II (**Section I : Les métamorphoses du capital et leur cycle ; Section III : Reproduction et circulation de l'ensemble du capital**). Ainsi, ce travail, quoique limité à une question particulière, constitue une contribution de premier ordre à l'étude et l'assimilation de l'ensemble du **Capital**.

## ERRATA

Trois erreurs se sont glissées dans la première partie de « Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste » parue dans notre précédent numéro :

— Page 11, ligne 8, il fallait lire : « élections générales, de nouveau, au printemps 1921 », au lieu de « à l'automne ».

— Page 15, lignes 19 et 22, il fallait lire *Milan* et non *Turin*.

— Page 16, première ligne du second alinéa, lire : « Des zones à agriculture capitaliste du Nord... »

## Aux Editions " PROGRAMME COMMUNISTE "

### EN LANGUE FRANÇAISE :

⊙	<b>Dialogue avec Staline</b> , 56 pages .....	épuisé
⊙	<b>Dialogue avec les morts</b> , 159 pages .....	4,00 F.
⊙	<b>L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours</b> , ainsi que <b>Le marxisme et la Russie</b> ....	épuisé
⊙	<b>Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communiste (le gauchisme) », ronéotypé</b> .....	épuisé
⊙	<b>La question parlementaire dans l'Internationale communiste</b> , 60 pages .....	4,00 F.
⊙	<b>Qu'est-ce que le Parti Communiste International (programme communiste) ?</b> Plaquette ronéotypée..	0,50 F.
⊙	<b>Octobre 1917 et la révolution socialiste future</b> , numéro spécial du « Prolétaire » .....	0,50 F.
⊙	<b>En marge du Cinquantenaire d'Octobre 1917 : «Bilan d'une révolution »</b> , 187 pages .....	9,00 F.

### EN LANGUE ITALIENNE :

⊙	<b>Storia della sinistra comunista</b> , premier volume, 415 pages .....	25,00 F.
⊙	<b>Storia della sinistra comunista</b> , vol. I bis, 92 pages	8,00 F.
⊙	<b>La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin</b> , 110 pages .....	7,00 F.
⊙	<b>1917 : Insegnamenti dell'ottobre (Trotsky)</b> , ronéotypé .....	4,00 F.
⊙	<b>Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica</b> , ronéotypé .....	3,50 F.
⊙	<b>Tracciato d'impostazione — Tesi caratteristiche del Partito</b> , ronéotypé .....	3,50 F.
⊙	<b>Forza, violenza e dittatura nella lotta di classe</b> , ronéotypé .....	3,50 F.
⊙	<b>I fondamenti del comunismo rivoluzionario</b> , ronéotypé .....	3,50 F.
⊙	<b>Lezioni delle controrivoluzioni. Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista</b> , ronéotypé .....	3,50 F.
⊙	<b>Chi siamo e che cosa vogliamo</b> .....	1,50 F.
⊙	<b>O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale</b> .....	7,00 F.

## **le prolétaire**

**journal mensuel**

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 80 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 800 Lires

## **syndicat de classe**

Supplément syndical mensuel du " prolétaire "

## **programme communiste**

**revue internationale trimestrielle**

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "  
20 F — 200 FB — 2000 Lires

## **il programma comunista**

**journal bimensuel**

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

## **il sindacato rosso**

**journal mensuel de lutte syndicale**

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires

Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"  
20 F — 200 FB — 2000 Lires